Université Libre de Bruxelles
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire
Faculté des Sciences
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

« Les problèmes environnementaux et climatiques face à la hausse des conflits actuels dans la région du Sahel burkinabè. »

Mémoire de Fin d'Etudes présenté par
VAN DER MEERSCHEN, Renaud,
en vue de l'obtention du grade académique de
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement
« Finalité et type du Master :
Finalité Gestion de l'Environnement M-ENVIG »

Année Académique : 2020-2021.

Directeur : Prof. **Edwin ZACCAI**.

Résumé :

Ce travail s'intéresse sur les éventuels liens entre la hausse récente des conflits au Burkina Faso et les problèmes environnementaux et climatiques dans ce pays.

En effet, depuis 2015, le Burkina Faso fait face à de nombreux conflits naissant sur l'ensemble de son territoire. Néanmoins, une forte concentration de conflits se trouve dans la région du Nord de celui-ci, la sous-région du Sahel burkinabè. De nombreux acteurs interagissent dans cette sous-région et dans ces conflits. Nous pouvons noter la présence de forces de sécurité étatique, de groupes d'autodéfense d'essence communautaire et de groupes considérés comme terroriste par les autorités étatiques burkinabè. A côté de ceci, le Sahel est une région avec un climat et un environnement difficile, notamment pour les activités rurales qui représentent une immense partie de la vie quotidienne dans cette région mais également pour le pays. De ce fait, la question que nous nous posons sera : « Est-ce que les problèmes climatiques et environnementaux au Sahel burkinabè sont responsables de la hausse de conflits que connaît cette région actuellement ? ».

Notre objectif lors de ce travail sera d'essayer de comprendre les conflits qui touchent cette sous-région du Burkina Faso, afin d'observer si ceux-ci sont déclenchés par les problèmes climatiques et environnementaux qui entourent le Sahel burkinabè ou par des autres éléments. Pour ce faire, nous allons réaliser un état de l'art sur notre sujet d'étude. Ensuite, nous réaliserons un historique climatique et environnemental de cette sous-région, mais également, un historique des conflits actuels qui touchent le Sahel burkinabè. La question de la démographie sera également abordée. Avant de finir, avec une discussion et une conclusion qui remettront les différents éléments situationnels de notre problématique afin d'y trouver potentiellement une réponse.

Une fois-ceci réalisée, nous avons pu observer que les conflits sont rarement liés directement avec les éléments climatiques et environnementaux touchant la sous-région du Sahel burkinabè. En effet, il semblerait que les éléments socio-politiques soient les éléments les plus présents pour expliquer le déclenchement des conflits actuels au Sahel burkinabè. Néanmoins, nous avons pu observer une réelle dégradation du climat et de l'environnement dans la région. De plus, ceux-ci ajoutent un stress supplémentaire sur une population déjà en insécurité. Enfin, cela jouerait un rôle sur les conflits agro-pastoraux, même si, ceux-ci sont avant tout des conflits socio-politiques.

Dès lors, nous concluons, qu'il serait trop facile de considérer que le climat et l'environnement soit l'unique responsable de la hausse des conflits au Sahel burkinabè. En effet, il semblerait que beaucoup ne soient pas liés à l'environnement ou au climat. De plus, en se concentrant uniquement sur ces facteurs, cela occulte l'importance des autres facteurs socio-économiques et politiques, mettant également la responsabilité des acteurs politiques externes ou internes au pays, de côté.

Table des matières :

1. Introduction 5

2. Etat de l'art 8

A. Sécurité environnementale 8

B. Ecologie politique 9

C. Les conflits, le climat et l'environnement dans la littérature 11

C.1) La multi-dimensionnalitée des conflits 12

C.2) Sahel, conflit de ressource et réalité socio-économique 15

3. Méthodologie 17

4. Historique du climat et de l'environnement au Sahel burkinabè 18

A. Le Burkina Faso sahélien et son climat 18

A.1) Le Sahel 18

A.2) Le Burkina Faso 19

A.2.1) Etude des tendances climatiques au Burkina Faso de 1950 à 2013 20

B. La désertification et ses impacts 24

5. Historique des conflits armés au Sahel burkinabè 25

A. Un état de violence entrelacé 26

B. Le terrorisme au Sahel 27

B.1) Le terrorisme et ses impacts au Burkina Faso 28

B.2) La gestion du terrorisme par le Burkina Faso 30

C. Les conflits communautaires 31

C.1) Violence étatique sur fond ethnique 31

C.2) Violence terroriste envers les communautés 34

C.3) Les groupes d'autodéfense 35

6. Les activités rurales 37

A. Les systèmes agricoles et le climat sahélien 38

B. Les systèmes pastoraux et le climat sahélien 39

C. Les conflits agro-pastoraux 40

7. Démographie 43

A. La croissance démographique et son impact sur les conflits 43
8. Discussion 45
A. Remise en question de la désertification 45
B. Sécheresse et conflit : deux études de cas au Sahel malien 47
C. Eléments de conflits actuels et réalité climatique et environnementale du Sahel burkinabè 49
9. Conclusion 52
10. Bibliographie 54
11. Annexe 60
A. Carte 60
B. Putsch manqué et instabilité : 62
B.1) La chute de Compaoré par la rue 62
B.2) Entre Putsch et lutte de pouvoir 62
B.3) L'avènement de Kaboré et la transition démocratique 63
C. Bref contextualisation du terrorisme au Sahel malien et burkinabè 65
D. La compréhension du climat par la population burkinabè 66
E. La migration des populations Burkinabès et son impact sur les conflits 67
F. Entretien 69
F.1) Muriel Côte : 69
F.2) Pierre Ozer : 73

Table des illustrations :

Figure 1: tendances des précipitations au Burkina Faso. 21
Figure 2: tendance des précipitations annuelles en fonction des années dans les stations de Houde, Bobo-Dioulasso, Dori et Ouahigouya. 22
Figure 3: tendance des précipitations lors des saisons de pluies. 23
Figure 4 : Carte des incidents de nature terroristes de janvier-octobre 2018. 29
Figure 5: Les indicateurs démographiques clés des pays du Sahel, 2014. 43
Figure 6: Nombre de victimes civiles par autour au Mali, Burkina Faso et Niger, 2017-2020. 50
Figure 7: Carte du Sahel. 60
Figure 8 : Carte des 3 types de zones climatiques du Burkina Faso et des Stations météorologiques utilisés lors de l'étude de De Longueville. 61

1. Introduction

Aujourd'hui, la question du climat et de l'environnement prend une place de plus en plus grande dans notre quotidien. En effet, il semblerait qu'il y a un réel éveille collectif sur ces questions. Celui-ci passe par des manifestations, des conférences, des congrès, etc. Tous dans l'idée de réduire la pollution, la dégradation de notre environnement et les changements climatiques.

Nous pouvons dire qu'aujourd'hui ce sont des éléments politiques. En effet, que ça soit considérée comme des « fake news » par les dirigeants catalogués comme populistes ou comme réelle par des dirigeants plus conventionnels, il semblerait que la question climatique et environnementale soit un élément qui à sa place au centre de l'arène politique.

Déjà, après la Guerre Froide, les approches de sécurité environnementale liaient les pressions sur l'environnement, les tensions politiques et les conflits armés.[1] Plus récemment, l'idée de guerre climatique revient sur le tapis, notamment avec la guerre civile syrienne. En effet, selon des acteurs politiques occidentaux, celle-ci aurait été causée, partiellement, par le changement climatique anthropique. Nous pouvons noter les prises de parole de Barack Obama, Bernie Sanders, John Kerry ou encore du Prince Charles qui ont affirmés que les changements climatiques ont joué un rôle dans ce conflit. Derrière leurs discours, règne l'idée que le changement climatique et par extension, les problèmes environnementaux et climatiques, sont un multiplicateur de menace, créant ainsi plus d'insécurités, de déplacements de population et de conflits.[2]

Néanmoins, nombreux auteurs scientifiques appellent à la prudence face à ces affirmations à l'instar de Selby, Benjamissen et Hulme.[3] De plus, le récit des conflits causés par les changements climatiques crée une explication de la violence pour l'Etat concerné, mettant en retrait l'importance des facteurs politiques, économiques et de gouvernance. Ou encore, cela permet des politiques de modernisation autoritaire sous couvert de la protection de l'environnement, prenant pour fautif de la dégradation de l'environnement les locaux.[4]

En parallèle à ceci, le Burkina Faso fait face à une hausse significative de conflits armés sur son sol. En effet, la situation est telle que certains gouvernements préfèrent déconseiller à ses citoyens de se rendre

[1] LE PRESTRE, Philippe G, *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*., Paris, Armand Colin, 2005, p.377.
[2] SELBY, Jan, « Climate change and the Syrian civil war revisited. », *Political Geography*, 2017, pp.232-233.
[3] *Ibidem*., BENJAMISSEN, Tor A., « Does Climate Change Lead to Conflicts in the Sahel? », *Springer Berlin Heidelberg*, 2016, pp. 99-116., HULME, Mike, « Climate, armed conflict and the problem of attribution slippage », 2019, [En ligne]: <https://mikehulme.org/climate-armed-conflict-and-the-problem-of-attribution-slippage/>. (Consulté le 26 août 2021).
[4] OLE MAGNUS, Theisen, « Climate Change and Violence: Insights from Political Science », *Current climate Change Reports*, Springer, 2017, p.8.

sur le territoire burkinabè.[5] Parmi ces conflits figurent la menace dite « terroriste »[6]. En effet, des groupuscules armés considérés comme terroristes par l'Etat belge et burkinabè sévissent sur le pays. Une brève revue de la presse ou d'autres rapports sur les violences créées par ces groupes nous permettent de saisir la situation. Cela passe par des viols, la torture, des exécutions, des enlèvements ou encore des destructions de lieux publiques comme des écoles ou des hôpitaux, provoquant terreur et déplacement de population.[7] En addition, les tensions entre les différentes communautés sont croissantes et provoqueraient également des conflits notamment via les forces de sécurité de l'Etat ou encore des groupes d'autodéfense. Ces groupes d'autodéfense ont pu voir le jour grâce au manque de présence et de contrôle des forces de sécurité de l'Etat dans les zones les plus éloignés, laissant la place à une justice sans contrôle.[8] De plus, la croissance démographique pourrait créer un stress supplémentaire sur l'accès aux ressources, ce qui pourrait accroître les tensions, notamment entre éleveurs et agriculteurs.[9]

Dès lors, c'est dans la région du Sahel burkinabè que nous avons décidé de nous focaliser. En effet, le Sahel est une région connue pour ses conditions climatiques et environnementales difficiles. De plus, c'est dans cette région et dans le Nord que la majorité des conflits ont lieux au Burkina Faso.[10] De ce fait, le Sahel burkinabè semble une localisation pertinente pour réaliser notre travail.

C'est dans ce contexte sécuritaire et autour des conceptions politiques et utilitaristes des dégradations climatiques et environnementales, que nous allons nous questionner sur ce qu'il en est réellement.

En effet, notre question de recherche sera : « Est-ce que les problèmes climatiques et environnementaux au Sahel burkinabè sont responsables de la hausse des conflits que connaît cette région actuellement ? ». A travers le développement de notre travail, nous essayerons de construire des éléments de réponses pouvant potentiellement dénouer notre questionnement.

---

[5] Ministère des Affaires étrangères de Belgique, www.*diplomatie.belgium.be*, [En ligne] : <https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/voyager_a_letranger/conseils_par_destination/burkina_faso>. (Consulté le 31 août 2021)., Ministère de l'Europe et des affaires étrangères de France, *www.diplomatie.gouv.fr*, [En ligne] : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/burkina-faso/>. (Consulté le 31 août 2021).

[6] Pour ce qui est des acteurs dit « terroristes », nous les mettrons entre guillemets. En effet, la question de la dénomination de ces groupes comme terroriste est minimaliste, dès lors, afin de ne pas rentrer dans un débat de nomination pour ces groupes et leurs idéologies islamistes ou pas, nous nous contenterons de les mettre entre guillemets et/ou de mentionner qu'ils sont considérés comme terroriste par l'Etat burkinabè.

[7] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *Études*, n°9, 2020, pp.19-29. , Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, pp.1-65. , ONU, *news.un.org*, « Le nombre de victimes d'attaques terroristes multipliés par cinq en trois ans au Burkina Faso, au Mali et au Niger. », 2020, [En ligne] : < https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059551>. (Consulté le 10 juin 2021).

[8] International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *op. cit.*, pp 1.-51.

[9] Population Reference Bureau, *prb.org*, « Défis démographiques au Sahel », 2015, [En ligne] :< https://www.prb.org/resources/defis-demographiques-du-sahel/>. (Consulté le 18 juin).

[10] SAVADOGO, Mahamoudou, « Comment s'explique la prolifération des groupes extrémistes au Burkina Faso ? », *The Conversation*, 2019, [En ligne] : <https://theconversation.com/comment-sexplique-la-proliferation-des-groupes-extremistes-au-burkina-faso-122566>. (Consulté le 10 juin 2021).

Nous partirons de l'hypothèse que les conflits sont trop complexes pour que des problèmes environnementaux et climatiques puissent, à eux seuls, déclencher directement des conflits. En effet, après un rapide regard sur la littérature scientifique, il semblerait que les conflits soient trop complexes pour y répondre par un ou deux éléments. En faisant cela, nous risquons d'occulter d'autres éléments contextuels du conflit, résultant d'autres éléments, venant de dynamiques socio-politiques.

Afin de répondre à notre sujet d'étude, notre développement se construira comme ceci : en premier lieu, il sera question de réaliser un état de l'art sur notre sujet. Pour ce faire, nous nous pencherons, dans un premier temps, sur deux approches en lien avec notre sujet d'étude qui sont la sécurité environnementale et l'écologie politique. Ensuite, dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur la littérature existante sur les liens entre conflit, climat et environnement afin d'y déceler quelle méthodologie nous devrons utiliser et ce qu'il en ressort sur le sujet.

En second lieu, nous réaliserons notre méthodologie, à travers laquelle, nous allons conceptualiser notre travail et notre réponse à notre problématique.

Ensuite, il sera question de rentrer dans le développement du corps de notre travail. Pour ce faire, nous allons, tout d'abord, faire un historique du climat au Burkina Faso et principalement dans sa région du Sahel. Mais nous nous pencherons également sur le phénomène de désertification qui toucherait cette région. Après ceci, nous allons réaliser un historique, cette fois-ci, des conflits actuels qui touchent la région du Sahel burkinabè. Dans celui-ci, il sera question de se pencher principalement sur les éléments de conflits liés aux groupes considérés comme « terroristes » par le gouvernement burkinabè, les conflits en lien avec les ethnies présentes dans cette région et les violences qui en résultent, notamment via les forces de sécurité de l'Etat mais également des groupes d'autodéfense.

Une fois ceci fait, nous nous pencherons sur le monde rural dont les activités sont majoritaires dans la région. Nous aurons un regard attentif sur les activités d'agricultures et d'élevages mais surtout sur les conflits qui les entourent, notamment sur l'accès aux ressources.

Après ceci, nous nous attarderons sur la question de la démographie croissante en Afrique de l'Ouest et au Sahel, qui pourrait jouer un rôle de stress supplémentaire sur cette région.

Enfin, il sera question de réaliser une discussion sur les éléments abordés auparavant. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur ce qu'il en est réellement de la question de la désertification et du climat actuel au Sahel burkinabè. Ensuite, nous nous pencherons sur une étude menée par Benjamissen sur les liens entre conflits et désertification dans la région du Sahel malien. Pour terminer, notre remettrons en lien nos différents éléments de conflits actuels avec la situation climatique et environnementale au Burkina Faso.

Dernièrement, nous conclurons.

2. Etat de l'art

Notre problématique se penche sur les conflits au Burkina Faso par le prisme du climat et de l'environnement mais ceux-ci sont multiples et ont des sources diverses. Dans notre travail, nous allons essayer de percevoir si les problèmes environnementaux et climatiques ont une influence sur la hausse des conflits au sein du Burkina Faso. Pour pouvoir, potentiellement, répondre à notre question, nous devons nous pencher sur l'ensemble des situations conflictuelles au sein du Burkina Faso ainsi que sur leurs éléments déclencheurs. En effet, nous devons avoir une vision globale de la situation politique, sociale, environnementale et conflictuelle du Burkina Faso pour pouvoir comprendre l'impact, ou non, des dégradations climatiques et environnementales sur les conflits au sein de cet Etat. Pour ce faire, dans notre Etat de l'art, nous allons tenter de détailler l'ensemble de la littérature concernant notre recherche, et ce, via différents prismes. Tout d'abord, il sera question de comprendre le concept de sécurité environnementale et d'écologie politique afin de comprendre d'où vient l'idée de lier les conflits, le climat et l'environnement. Ensuite, il sera question de se pencher plus précisément sur ce que la littérature dit sur la corrélation entre climat, environnement et déclenchement de conflits.

A. Sécurité environnementale

En premier lieu, nous allons parler de la notion de sécurité environnementale. Ce concept a pris de l'ampleur à partir des années 70, principalement en Amérique du Nord, théorisant des idées sur les conflits liés aux ressources naturelles ou l'impact des changements climatiques et des catastrophes naturelles pour les Etats.[11] Post Guerre Froide, les consciences écologiques s'éveillent et la protection de l'environnement prend un sens sécuritaire. En effet, un rapport entre les pressions sur l'environnement, les tensions politiques et les conflits armés voit le jour, de même que l'idée de l'augmentation de conflits sur base d'accès et de contrôles de ressources et ce, dû à des pénuries.[12] En bref, la sécurité environnementale, en tant que concept ancré dans une vision des relations internationales, prendra en compte quatre éléments : la sécurité de l'environnement, la sécurité de l'Etat, la sécurité des individus et la sécurité du système international.[13] A travers, celle-ci nous pouvons observer une distinction entre deux conceptions de la sécurité environnementale : d'un côté une conception stricte se basant uniquement sur l'environnement en tant que tel, et de l'autre côté, se basant sur les impacts de la dégradation de l'environnement sur les autres éléments sécuritaires, ici, la sécurité internationale, étatique et des individus.

[11]SERFATI, Claude, *Une économie politique de la sécurité*, KARTHALA Editions, 2009, pp.117-118.
[12]LE PRESTRE, Philippe G, *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*., *op. cit.*, p.377.
[13]*Ibidem.*, p.378.

La sécurité de l'environnement, dans cette dynamique, est caractérisée par la menace de la destruction de l'environnement par le biais de conflit. En effet, d'un côté, les progrès techniques tendent à rendre les conflits plus destructeurs pour l'environnement, de l'autre côté, les guerres civiles qui tendent à être les plus dominantes comme conflits armés se montrent particulièrement destructrices pour l'environnement local de l'Etat concerné.[14] Ensuite, la sécurité des individus vis-à-vis de l'environnement va mettre en évidence les dangers d'un environnement nocif pour la santé et le bien-être au niveau local. Par exemple, les atteintes à la santé dus à la pollution de l'air ou encore, plus actuelle, une pandémie. Mais cela, concerne également les catastrophes naturelles ou encore la pollution transfrontalière.[15] Dans la suite logique de la sécurité environnementale des individus, celle des Etats conçoit la sécurité environnementale par la protection des institutions sociales, économiques et politiques étatiques par rapport à la menace des changements climatiques. Cette dimension mettra en avant deux questions importantes aux yeux des Etats : l'accès aux ressources et aux matières premières, et les impacts des changements climatiques sur le monde.[16] Enfin, la sécurité environnementale du système international. En effet, les modifications profondes environnementales pourraient être sources de conflits. Déjà, en 1994, Broadus et Vartanov expliquaient que les problèmes environnementaux majeurs sont : « *ceux susceptibles de déstabiliser les relations interétatiques normales et de provoquer des contre-mesures internationales* ».[17] Cette réalité englobe les éléments environnementaux internationaux comme la gestion des ressources communes, comme par exemple l'eau, mais aussi la réalité des mouvements de populations dus à des raisons climatiques.[18]

B. Ecologie politique

S'inspirant de la théorie critique, cette approche va avoir pour but d'analyser principalement le pouvoir et les luttes pour le pouvoir en matière de gestion de l'environnement. De ce fait, cette approche va s'intéresser aux acteurs en lien avec l'environnement, à leurs intérêts mais aussi à leurs discours. De plus, celle-ci va se pencher sur la production de savoir sur l'environnement lui-même. En effet, une recherche, ici, sur l'environnement, n'est jamais tout à fait neutre, du fait des intérêts, valeurs et conceptions des chercheurs.[19]

[14]*Ibidem*., p.379.
[15]*Ibidem.*, pp.385-386.
[16]*Ibidem.*, pp.387-388.
[17]BROADUS, James M., VARTANOV, Raphael V., *The Oceans and Environnemental Security:; Shared U.S. and Russian Perspectives*, Island Press, Washington et Covelo, 1994, p.6.
[18]LE PRESTRE, Philippe G, *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*., *op. cit.*, pp.398-408.
[19] BENJAMISSEN, Tor A., HANNE, Svarstad. « Qu'est-Ce Que La 'Political Ecology '? » *Natures Sciences Sociétés (Montrouge)*, vol. 17, no. 1, 2009, pp. 3-4

Un des sujets d'étude principale de l'écologie politique est la compréhension des causes des conflits en lien avec les ressources naturelles et l'environnement. Ceci est un élément central dans notre sujet d'étude. Une des particularités de l'écologie politique est son approche multidisciplinaire. Effectivement, l'écologie politique s'appuie sur une combinaison d'éléments venant de diverses approches, passant du « naturel » au « social » ; afin de fournir une compréhension plus ample de la problématique, elle se base sur les savoirs venant des sciences naturelles, humaines et sociales.[20]

Actuellement, l'écologie politique a été influencée par trois intellectuels qui sont Foucault, Saïd et James C. Scott. En effet, Foucault a fourni une forte contribution au post-structuralisme et à l'analyse de discours, laquelle a pris une place importante dans l'écologie politique, ou encore avec la notion de "gouvernementalité". Le post-structuralisme est une approche intégrant l'idée que ce "*qui est dit et écrit sur un phénomène est considéré comme objet d'analyse*."[21] Dans le cadre de l'écologie politique, des discours, même minoritaires, peuvent avoir un impact important dans la manière dont sont abordées les questions vis-à-vis de l'environnement. Dès lors, un discours dominant ne doit pas être considéré comme une "vérité", notamment dans l'application de politique publique environnementale. Néanmoins, outre le discours, l'acteur qui le formule est tout aussi important pour la compréhension d'un questionnement environnemental. Edward Saïd, lui, dans la continuité de Foucault, influencera l'écologie politique actuelle, avec ses théories sur l'orientalisme notamment. Cette théorie critique la considération supérieure de la "culture occidentale" sur la culture de "l'Orient", qui contribue à la justification de la colonisation et de la domination occidentale. Celle-ci s'applique également à l'Afrique via les études postcoloniales. Enfin, James C. Scott, lui, est un représentant des "études paysannes". Derrière ceci, il y a l'analyse de la rationalité des petits paysans, avec par exemple, les raisons pour lesquelles ceux-ci s'opposent souvent à la modernisation. Ce genre d'études crée un savoir critiquant l'idée que les petits paysans agissent de manière irrationnelle et inefficace.[22]

[20] *Ibidem*. p.4.
[21] *Ibidem*. p.7.
[22] *Ibidem*. pp.7-8.

C. Les conflits, le climat et l'environnement dans la littérature

Tout d'abord, le rapport entre conflit, climat et environnement dans la littérature est varié. Tantôt, il est considéré comme légitime et probant[23], tantôt, il est considéré comme méthodologiquement peu convaincant.[24]

Comme expliqué ci-dessus, la littérature scientifique s'est penchée sur la question des liens entre conflit et climat. Or, des critiques sont émises sur ces liens. En effet, il resterait des améliorations importantes à apporter pour émettre une conclusion mettant en évidence le lien entre changement climatique, par extension, les dégradations climatiques et environnementales, et l'augmentation des risques de violence.[25]

L'évolution sur cette question s'est faite au fil des années, avec souvent des résultats contradictoires et ambigus. Désormais, la formulation du questionnement s'est déplacée d'une recherche qui était centrée sur l'attribution des risques par des dégradations à une recherche sur la compréhension des dynamiques entre les risques en lien avec le climat et les éléments fondateurs politiques et socio-économiques des conflits.[26] Cela étant, des conclusions ont été tirées dans la littérature scientifique sur les dynamiques des liens entre climat et conflit. En effet, par exemple, les événements environnementaux directs auraient plus tendance à augmenter le risque de conflits civils dans les pays à faible et moyen revenu.[27] Il existe également des études concluant que les catastrophes climatiques peuvent permettre d'accélérer des mouvements politiques, ce qui aura pour conséquence des changements de types sociopolitiques.[28] Par ailleurs, les catastrophes climatiques ne sont pas forcément un facteur de conflits, au contraire, comme dit ci-dessus, une coopération peut aussi en résulter.[29]

Ces exemples montrent la multitude d'études produites sur ce thème mais également la largesse de résultats différents et tantôt contradictoires, soulignant ainsi, la difficulté d'émettre des certitudes quant à un lien évident entre dégradation climatique et environnementale et conflit. A cela, nous pouvons ajouter que le lien entre climat, environnement et conflit existe également dans l'autre sens. En effet, des études pensent que les conflits offrent des conditions particulières à un Etat et augmentent donc son

[23]WELZER, Harald, *Les guerres du climat. Pourquoi on tue au XXIè siècle*, Paris, Gallimard, 2009, p.13.
[24]TERTRAIS, Bruno. « Chapitre 3. Un mythe moderne », *Les guerres du climat. Contre-enquête sur un mythe moderne*, sous la direction de Tertrais Bruno. C.N.R.S. Editions, 2016, pp. 39-44.
[25]OLE MAGNUS, Theisen, « Climate Change and Violence: Insights from Political Science », *op. cit.*, p.1.
[26]PETERS, KATIE, et al. « Climate change, conflict and fragility: information and analysis to support programme design scoping for the climate and resilience framework programme. », *CLARE*, 2020, p.13.

[27] NEL, P, RIGHARTS, M, « Natural disasters and the risk of violent civil conflict », *International Studies Quaterly*, 52, 2008, pp.159-185.
[28] VENUGOPAL, R., YASIR, S. «The politics of natural disasters in protracted conflict: the 2014 flood in Kashmir», *Oxford Development Studies* 45, 2017, pp.424–442.
[29]PETERS, KATIE, et al. « Climate change, conflict and fragility: information and analysis to support programme design scoping for the climate and resilience framework programme. », *op. cit.*, p.13. , L'exemple des inondations récentes à Liège le montre également.

exposition et sa vulnérabilité face aux catastrophes en rapport avec le climat, et ce, à cause des capacités et des moyens amoindris due au conflit.[30]

Comme nous pouvons l'observer, de nombreuses études ont été réalisées sur la question des dégradations climatiques et environnementales et des conflits armés mais les résultats de celles-ci sont divers, notamment, à cause des situations et des facteurs à chaque fois différents les uns des autres.[31] Malgré cette confusion, nous pouvons affirmer, de manière générale, que la communauté scientifique s'accorde pour dire que les changements climatiques ne causent pas directement de conflits armés[32], mais ceux-ci peuvent, indirectement, faciliter l'émergence de conflits, et ce, en exacerbant les tensions présentes propres à une situation pré-conflictuelles.[33] En effet, les dégradations climatiques ou environnementales dans des pays ayant une stabilité institutionnelle permettant de gérer les tensions socio-économiques, possédant une certaine équité de manière générale et ayant une bonne gestion des ressources, ne créent pas de conflits armés.[34] Dès lors, dans les pays avec une instabilité gouvernementale ou une mauvaise gouvernance, ces dégradations, de manière indirecte, pourraient accentuer et prolonger cette instabilité, notamment dans les affrontements intercommunautaires.[35]

C.1) La multi-dimensionnalitée des conflits

De plus, la littérature nous informe que les relations entre conflits et dégradations du climat et de l'environnement, lente ou directe, varient en fonction des conditions qui dépendent du contexte. Dès lors, les résultats vont varier en fonction de plusieurs éléments comme, notamment, l'échelle spatiale du conflit, c'est-à-dire, s'il est transfrontalier, interne, etc. Ou encore, les échelles de temps. De ce fait, il est nécessaire de faire une étude complète et solide pour émettre des possibilités de corrélation, explorant les changements climatiques dans leurs contextes socio-économiques, politiques mais également en

[30] *Ibidem.*
[31] BUHAUG, Halvard, «Climate–conflict research: some reflections on the way forward», *WIREs Clim Change*, vol. 6, 2015, p.269.
[32]Comité international de la Croix-Rouge, « Quand la pluie devient poussière : comprendre et atténuer ls effets conjugués des conflits armés et de la crise climatique et environnementale sur la vie quotidienne des personnes touchées. », 2020, p.22. THEISEN, Ole Magnus, « Climate Change and Violence: Insights from Political Science », *op. cit.*, p.8. BUHAUG, Halvard, «Climate–conflict research: some reflections on the way forward», *op. cit.*, p.269. BURKE, Marshall, HSIANG, Solomon S., MIGUEL, Edward, «Climate and Conflict», *Annual Review of Economics*, Vol. 7, n°1, 2015, pp. 579-580.
[33] Comité international de la Croix-Rouge, « Quand la pluie devient poussière : comprendre et atténuer ls effets conjugués des conflits armés et de la crise climatique et environnementale sur la vie quotidienne des personnes touchées. », 2020, p.22., BURKE, Marshall, HSIANG, Solomon S., MIGUEL, Edward, «Climate and Conflict», *op. cit.*, pp. 579-580.
[34] BENJAMISSEN, Tor A., « Does Climate Change Lead to Conflicts in the Sahel? », *op. cit.*, p.99.
[35] Comité international de la Croix-Rouge, « Quand la pluie devient poussière : comprendre et atténuer les effets conjugués des conflits armés et de la crise climatique et environnementale sur la vie quotidienne des personnes touchées. », 2020, p.22.

fonction des différentes échelles de temps et spatiales.[36] Par conséquent, les liens entre conflit, environnement et climat sont multidimensionnels.

Dès lors, il est nécessaire de les étudier avec prudence, notamment aux vues du côté alarmistes des enjeux sur la sécurité environnementale pouvant pousser les chercheurs à surestimer leurs résultats.[37] Plusieurs éléments nous semblent importants dans l'étude de cette potentielle corrélation. Premièrement, il faut déterminer le type d'influence climatique et environnementale, c'est-à-dire, qu'il est nécessaire de préciser les conditions climatiques pertinentes au sujet d'étude. Deuxièmement, il faut préciser les mécanismes de causalité mais également le contexte. Troisièmement, il faut préciser les acteurs et l'agence de notre sujet d'étude. Quatrièmement, il faut spécifier le résultat social. Enfin, il faut justifier le domaine spatio-temporel.[38]

1) Tout d'abord, il y a plusieurs distinctions à émettre. La première est celle entre un « choc climatique direct » et un « changement climatique ». Le premier fait référence à des événements climatiques soudain, par cela, nous entendons des catastrophes comme des inondations. Le second fait référence à des changements de l'état du climat comme quelque chose de persistants, latents, c'est-à-dire, qu'ils ne sont pas événementiels mais qui se déroulent sur le long terme comme l'augmentation des températures ou une baisse conséquente des pluies dans une région.[39] En fonction que nous soyons dans l'un ou l'autre, les résultats, et donc, les conséquences de ceux-ci seront différents. En effet, des études ont examiné l'impact des choc climatiques directs sur les conflits et la stabilité politique et ce, vis-à-vis des systèmes politiques et sociaux en place. Dans celles-ci, nous pouvons observer qu'en fonction du système politique en place et de la situation sociale, l'impact du choc climatique aura potentiellement des résultats différents. Par exemple, celles-ci auraient un lien avec les prémisses de l'instabilité politique, notamment, dans un contexte où les institutions gouvernementales sont faibles avec une gouvernance en transition.[40] La seconde est celle entre le « changement climatique » et la « variabilité climatique[41] ». L'impact sur le système social sera différent, en fonction qu'il y ait un changement sur le long terme des conditions climatiques normales ou qu'il y ait une anomalie à court

[36] *Ibidem.*
[37] BUHAUG, Halvard, «Climate–conflict research: some reflections on the way forward», *op. cit.*, p.270.
[38] *Ibidem*. pp.270-273.
[39] Comité international de la Croix-Rouge, « Quand la pluie devient poussière : comprendre et atténuer ls effets conjugués des conflits armés et de la crise climatique et environnementale sur la vie quotidienne des personnes touchées. », 2020, p.6.
[40]OMELICHEV, M.Y., « Natural disasters: triggers of political instability? », *International Interactions*, 37, 2011, p.463.
[41] Définition donnée par Organisation de Météorologie Mondiale (OMM) en 2019 : variations du climat à toutes les échelles spatiales et temporelles au-delà de la variabilité propre aux phénomènes météorologiques particuliers. Ce terme est souvent utilisé pour désigner les variations des statistiques climatiques sur une période donnée. La variabilité peut être due à des processus internes naturels au sein du système climatique ou à des variations de facteurs externes naturels ou anthropiques.

terme de valeur similaire. En effet, l'adaptation sera différente.[42] Finalement, il faut s'intéresser aux mécanismes qui menacent la sécurité environnementale.[43]

2) Ensuite, il est nécessaire de remettre les éléments dans leurs contextes particuliers et de comprendre les mécanismes de causalité dans ce contexte. En effet, si dans la littérature scientifique il en ressort l'idée d'une absence de corrélation directe entre climat et conflit, cela ne signifie pas pour autant qu'il ne peut pas y avoir de liens, plus subtils, entre les deux. Il faut prendre en compte les mécanismes via lesquels un événement climatique peut créer un résultat social dans un contexte particulier.[44] L'idée de situer les éléments dans leurs contextes est importante car les sociétés sont toutes différentes et leurs réponses à des questions environnementales, que ça soit d'adaptations ou autres, via un conflit latent seront différentes en fonction de son contexte particulier. Par exemple, des études se focalisent uniquement sur l'Afrique subsaharienne, dans le but de réduire l'hétérogénéité qui vient d'être énoncée. En effet, certains considèrent que les pays africains ont en commun des facteurs de vulnérabilité aux changements climatiques. Or, il existe, de nombreuses différences pertinentes comme la différence de la démographie, les relations inter-ethniques, la diversité écologique, la question de l'économie ou encore la stabilité politique ou démocratique d'un Etat. Les conflits comportant, en général, différentes facettes, il est important de comprendre chacune d'entre-elles afin de pouvoir percevoir quel impact les changements climatiques peuvent avoir sur eux. De plus, il ne faut pas confondre des éléments qui sont dus à une mauvaise gouvernance et un changement climatique. Dans cet ordre d'idée, une famine peut être la cause d'une politique particulière de gestion des sols par les autorités et non uniquement à cause d'un phénomène d'une hausse des températures.[45] En addition à cela, nous pouvons souligner qu'il faut également se pencher sur le type de conflits. En effet, il faut séparer les conflits dits interpersonnels et les conflits entre groupes. Le premier étant des conflits entre individus qui ont plus un rapport avec la criminalité comme les viols ou les vols mais également de la violence comme lors d'événements sportifs. Le second lui, est un conflit entre groupes d'individus précis, avec une violence politique organisée comme lors de conflits civils.[46]

3) De plus, il faut identifier les acteurs de ce contexte. En effet, il faut savoir quels sont les acteurs impactés par le changement climatique et observer si celui-ci joue un rôle dans le conflit étudié. En addition, il faut également se pencher sur les acteurs qui pourraient utiliser les victimes des dégradations climatiques et environnementales.[47] En effet, si nous reprenons notre cas du Burkina Faso, les acteurs

[42] BUHAUG, Halvard, «Climate–conflict research: some reflections on the way forward», *op. cit.*, p.270.
[43] *Ibidem*., OLE MAGNUS, Theisen, « Climate Change and Violence: Insights from Political Science », *op. cit.*, p.1.
[44] BUHAUG, Halvard, «Climate–conflict research: some reflections on the way forward», *op. cit.*, p.271.
[45] *Ibidem*.
[46] BURKE, Marshall, HSIANG, Solomon S., MIGUEL, Edward, «Climate and Conflict», *op. cit.*, p.580.
[47] BUHAUG, Halvard, «Climate–conflict research: some reflections on the way forward», *op. cit.*, p.271.

sont multiples et qu'ils soient communautaires[48], agro-pastoraux[49], ou encore des groupes « terroristes »[50], ceux-ci profitent des tensions et des situations complexes de manières différentes.

4) Une fois ceci fait, il faut examiner le répertoire des contestations probables des acteurs. En effet, il faut observer comment ceux-ci vont agir afin de revendiquer leurs mécontentements. Ici la question de l'Etat va être primordiale puisque celui-ci joue un rôle essentiel dans la manière de gérer une situation d'animosité. De manière générale, il est considéré que dans les conflits liés à l'utilisation des terres dans des régions où les ressources sont rares, les conflits de type communautaires sont souvent compris comme une conséquence potentielle de la dégradation de l'environnement plutôt que dus à la violence.[51] Même si pour rappel, tout changement climatique ne pousse pas nécessairement à des événements négatifs pour la société mais également à de la coopération.[52]

5) Enfin, il faut mettre en place une limite spatio-temporelle de son sujet d'étude. En effet, des chocs climatiques directs peuvent avoir comme son nom l'indique des effets directs sur les populations, mais à l'inverse, la question des protestations communautaires pour l'accès aux ressources communes à cause de migration climatique due à la sècheresse peut s'étendre sur une dizaine d'années.[53] Dès lors, il faut le délimiter dans le temps et l'espace afin de pouvoir étudier le sujet dans son ensemble. De plus, une faiblesse de ces études est le fait que les sociétés et ses populations évoluent plus rapidement que de nombreux changements climatiques, ce qui rend difficile notre capacité à analyser les effets d'une dégradation climatique ou environnementale diffus sur un long laps de temps.[54]

C.2) Sahel, conflit de ressource et réalité socio-économique

Notre cas se penche sur la question du Sahel burkinabè. Or, des chercheurs se sont déjà intéressés à cette question dans cette zone. Ce récit, du lien entre changement climatique et conflits au Sahel, vient du professeur Ole Danbolt Mjøss qui voyait dans le Darfour la naissance de la première guerre climatique. Les déplacements de populations dus à des phénomènes climatiques auraient poussé à une migration faisant entrer en contact de nombreuses tribus différentes avec des pratiques différentes et donc des conflits. Si les causes sont multiples, la plus évidente est celle de la désertification. Le récit que nous pouvons entendre sur le Sahel est double. Premièrement, il y a l'idée que le changement climatique pousse à la sécheresse et à la désertification, ces deux éléments, eux, conduisent à une pénurie de

[48] Voir chapitre : Les conflits communautaires, pp. 31-37.
[49] Voir chapitre : Les conflits agro-pastoraux, pp. 40-43.
[50] Voir chapitre : Le terrorisme au Sahel, pp. 27-31.
[51] BUHAUG, Halvard, «Climate–conflict research: some reflections on the way forward», *op. cit.*, p.272.
[52] *Ibidem.*, PETERS, KATIE, et al. « Climate change, conflict and fragility: information and analysis to support programme design scoping for the climate and resilience framework programme. », *op. cit.*, p.13.
[53] BUHAUG, Halvard, «Climate–conflict research: some reflections on the way forward», *op. cit.*, p.272.
[54] BURKE, Marshall, HSIANG, Solomon S., MIGUEL, Edward, «Climate and Conflict», *op. cit.*, p.580.

ressources. Deuxièmement, l'idée est que cette pénurie entraînerait également une migration et donc à l'émergence de nouveaux conflits ou le déclenchement de conflits latents déjà existants. Or, des études montrent qu'il n'y aurait pas de lien clair entre la pénurie de ressources au Sahel et le changement climatique. De plus, il semblerait que les causes des conflits au Sahel soient majoritairement liées à des éléments de la politique mise en place par l'Etat, notamment dans la marginalisation des pasteurs, ou d'éléments socio-économiques, et non par la dégradation environnementale et climatique.[55]

Il est clair que les questions qui tournent autour du changement climatique sont devenues un enjeu politique et cette idée de lien entre conflit et changement climatique attire particulièrement, notamment au Sahel mais pas que.[56] Nous pouvons tout de même nous interroger brièvement sur l'intérêt de cette problématisation. En effet, deux éléments sont à noter. Dans un premier temps, nous pouvons nous interroger sur la traduction et l'image que donne cette problématique sur le continent africain de manière générale, cela décrit, assez rapidement, celui-ci comme un continent violent et chaotique, créant l'idée d'une légitimité d'un besoin de présence Occidentale en Afrique. Deuxièmement, les Etats africains, eux-mêmes, peuvent utiliser ce récit afin d'amoindrir leurs responsabilités dans les situations de conflits, poussant à l'obtention de fonds venant du Nord, permettant de les maintenir. En effet, en mettant en avant le facteur environnemental dans l'explication de la violence cela réduit l'importance des facteurs socio-économiques et politiques.[57]

Derrière ceci, il y a la persistance du concept malthusien de pénurie des ressources comme étant responsable de la destruction de l'environnement, de la pauvreté et dès lors, d'une lutte pour les ressources. Certains vont penser que l'Afrique et ses régions arides sont les premières cibles de ce genre de phénomène. Or des critiques sont à émettre. En effet, l'idée d'une pénurie de ressources est vague et les conflits sont en grande majorité liés à la question du contrôle des terres, dès lors, la question des ressources est forcément liée. Comme dit précédemment, les conflits sont multidimensionnels et imprégnés de leurs contextes ; il serait trompeur de résumer ces conflits uniquement aux questions de ressources.[58]

[55] BENJAMISSEN, Tor A., « Does Climate Change Lead to Conflicts in the Sahel? », *op. cit.*, pp.99-100.
[56] *Ibidem.*, p.99.
[57] OLE MAGNUS, Theisen, « Climate Change and Violence: Insights from Political Science », *op. cit.*, pp.6-7.
[58] BENJAMISSEN, Tor A., « Does Climate Change Lead to Conflicts in the Sahel? », *op. cit.*, p.105.

3. Méthodologie

Notre cas d'étude se penche sur l'impact des facteurs climatiques et environnementaux dans la hausse actuelle des conflits dans la région du Sahel burkinabè. Or comme nous venons de l'observer ci-dessus, le lien entre climat, environnement et conflit n'est pas si évident. En effet, les conflits étant multi-dimensionnels, il serait trop simpliste de considérer ceux-ci comme des éléments déclencheurs de conflits et surtout cela occulterait toute la réalité sociale, économique et politique de la situation de conflits.

Ici, nous nous pencherons sur des phénomènes qui ont eu lieu sur le long terme comme la désertification. Celle-ci aura lieu notamment par manque de précipitations et une hausse des températures mais elle peut également être due à la gestion des sols. Ces éléments seront explicités de manière plus large plus tard lors de ce travail.[59] Cette désertification jouera un rôle dans un pays où les activités rurales sont le principal socle de l'économie mais également sur la question de la croissance démographique,[60] car cela pourra exacerber des tensions autour de l'accès aux terres ou aux ressources, notamment, entre éleveur et agriculteur.[61]

Ensuite, nous avons pu observer qu'une multitude d'acteurs jouent un rôle pertinent dans notre casus. Que ça soit les insurrections et donc une faiblesse étatique en transition, la montée des violences via le « terrorisme », les violences interethniques qui sont exacerbées par les tensions sociales et les conflits agro-pastoraux, le Nord du pays est sous haute tension. De plus, il faudrait observer les réactions des différents acteurs vis-à-vis de la question climatique.

Pour ce faire, après la réalisation de notre Etat de l'art et de notre méthodologie, nous allons effectuer un historique de la situation climatique au Burkina Faso, avec une attention particulière sur la zone du Sahel burkinabè. Afin de réaliser celui-ci, nous allons prendre pour référence une étude mené sur le long terme allant de 1950 à 2013. Ensuite, nous nous pencherons sur l'élément qui nous intéresse le plus sur l'environnement du Sahel burkinabè, qui est la question de la dégradation des sols et donc de la désertification.

Ensuite, nous allons réaliser un historique des conflits traversant le Burkina Faso actuel. En effet, il nous paraît nécessaire de visualiser les acteurs et les dynamiques de ces conflits afin de les resituer avec notre problématique, c'est-à-dire, si les facteurs climatiques et environnementaux en sont responsables. Or, il semblerait que les conflits armés liés aux activités dites terroristes ou liés aux ethnies ne soient pas réellement en lien direct avec l'environnement et le climat, mais se sont des conflits qui se basent

[59] Voir chapitre : Historique du climat et de l'environnement au Sahel Burkinabè, pp. 18-25.
[60] Voir chapitre : Démographie, pp. 43-45.
[61] Voir chapitre : Les conflits agro-pastoraux, pp. 40-43.

principalement sur des questions sociales et politiques. Nous nous pencherons également sur la question des conflits agro-pastoraux qui, eux, sont plus enclin à être liés à l'environnement et le climat, sachant que les activités rurales sont plus dépendantes de ceux-ci.

Après ceci, nous nous pencherons sur des questions pouvant exacerbées ces conflits et pouvant être un élément de réponse à notre problématique, comme la question de la croissance démographique qui touche le Sahel.

Enfin, nous ferons une discussion afin d'y voir plus claire sur nos éléments de réponse. Notamment sur les questions de désertification et de l'impact de celui-ci sur les conflits et sur les raisons premières des conflits dans cette région.

Outre, la littérature disponible sur ce sujet, nous nous appuierons sur deux entretiens réalisés avec Muriel Côte et Pierre Ozer, respectivement, chercheuse à l'Université d'Edinburg, ayant travaillé sur la question de la gestion de territoires au Burkina Faso et professeur à l'Université de Liège, expert dans la question du climat et de l'environnement au Sahel.

4. Historique du climat et de l'environnement au Sahel burkinabè

Dans ce chapitre, il sera question d'évoquer l'historique climatique et environnemental du Sahel burkinabè. Pour ce faire, nous parlerons en premier lieu du Sahel et du Burkina Faso. Ensuite, nous observons les résultats d'une étude sur le climat du Burkina Faso de 1950 à 2013. Enfin, nous intéresserons au phénomène de désertification qui toucherait cette région.

A. Le Burkina Faso sahélien et son climat

A.1) Le Sahel

Le Sahel est une bande de terre semi-aride qui se situe entre le Nord aride de l'Afrique et la forêt tropicale humide du Sud de l'Afrique. Sa superficie est de, plus ou moins, 3,053 millions km² et est composé d'une population d'environ 83 millions d'habitants. Il traverse de nombreux pays comme la Mali, le Sénégal, le Tchad, le Cameroun, la République centrafricaine, le Soudan, le Mali, le Burkina Faso et d'autres encore.[62] Il est caractérisé par un climat sahélien et est marqué par des faibles précipitations avec environ 450 à 500mm par an à la frontière sud du Sahel, alors qu'on enregistre moins de 200mm par an dans des latitudes plus élevées. Ensuite, nous pouvons ajouter que le Sahel est une

[62] Voir annexe : Carte du Sahel, p. 60.

zone qui fait l'objet de pâturages extensifs et donc d'une économie principalement pastorale.[63] De plus, la région est touchée par une croissance démographique qui nécessite, logiquement, plus de ressources alimentaires et hydriques, entre autres, alors que celles-ci sont de plus en plus difficiles d'accès.[64]

La question des dégradations environnementales et climatiques dues au changement climatique au Sahel est, finalement, une question de responsabilité mondiale. En effet, les pays du Sahel ont des taux d'émission de carbone très bas par rapport à d'autres pays du monde. Néanmoins, ceux-ci font face à une forte vulnérabilité quant aux impacts que les changements climatiques auraient sur ceux-ci, notamment pour les questions de précipitations mais également à cause d'une faible capacité d'adaptation et d'une forte pauvreté. Il en ressort, dès lors, pour certains, que la question du Sahel est une question de justice sociale mondiale.[65]

A.2) Le Burkina Faso

Le Burkina Faso est un pays qui repose principalement sur l'agriculture. En effet, cette activité emploie 80% de la population active. C'est un pays aux ressources limitées, classé 144e sur 157 à l'indice du capital humain de la Banque Mondiale, il compte près de 40,1% de la population qui, actuellement, vit sous le seuil national de pauvreté.[66] Ce pays de l'Afrique de l'Ouest, frontalier avec le Mali, le Niger, le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Ghana, connaît des territoires différents. En effet, ceux-ci sont au nombre de trois[67]. Le Nord est caractérisé par un climat Sahélien avec des précipitations annuelles totales inférieures à 600mm et une végétation principalement composée par la savane herbeuse et arbustive. Le Sud, lui, est caractérisé par un climat soudanien avec des précipitations annuelles totales inférieur à 900mm et une végétation de savane arborée, de forêt dense sèche, mais aussi de forêt galerie et boisée. Enfin, le Centre est caractérisé par un climat soudano-sahélien avec des précipitations annuelles totales oscillant entre 600 et 900mm et une végétation en transition entre les zones soudaniennes et sahéliennes.[68] Dans le cadre de notre recherche nous allons nous concentrer uniquement sur la zone sahélienne.

---

[63] OZER, Pierre, et al. « Désertification au Sahel : historique et perspectives. » *BSGLg*, Université de Liège, 2010, p.70.

[64] EPULE, Terence Epule, et al. « Climate Change Adaptation in the Sahel. » *Environmental Science & Policy*, vol. 75, *Elsevier Ltd*, 2017, p.122.

[65] MORTIMORE, Micheal, «Adapting to drought in the Sahel: lessons for climate change», *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 2010, p.135.

[66]Banque Mondiale, *banquemondiale.org* « Burkina Faso vue d'ensemble », [En ligne] : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#1>. (Consulté le 3 mai 2021)

[67] Voir annexe : Carte du Burkina Faso, p. 61.

[68] DE LONGUEVILLE, Florence et al., « Long-Term Analysis of Rainfall and Temperature Data in Burkina Faso (1950-2013): LONG-TERM ANALYSIS OF CLIMATE DATA IN BURKINA FASO (1950-2013). », *International Journal of Climatology*, vol. 36, no. 13, 2016, p.4394.

En Afrique de l'Ouest, il existe une grande incertitude concernant les précipitations. En effet, les tendances en matière de sécheresse ou d'aridité sont faibles. L'explication derrière cette incertitude serait, notamment, le manque d'observations directes et d'incohérences géographiques des tendances. Effectivement, les pluviomètres en Afrique de l'Ouest sont insuffisants, avec un manque des données à long terme de qualité mais aussi un faible accès à ces données, pour expliquer correctement des phénomènes climatiques locaux, régionaux et sous régionaux. Dès lors, il est difficile de mettre des chiffres sur l'impact qu'aura le changement climatique sur la zone sahélienne, notamment avec des chiffres parfois contradictoires et une grande variabilité climatique au Sahel.[69]

A.2.1) Etude des tendances climatiques au Burkina Faso de 1950 à 2013

Une étude menée par De Longueville et al. examine les tendances climatiques au Burkina Faso dans douze stations météorologiques répandues sur l'ensemble du territoire[70], sur une longue période, à savoir de 1950 à 2013. Cette étude examine les résultats lors de différentes périodes, effectivement, celle-ci considère également les précipitations et les températures à des périodes climatiques particulières comme les saisons humides par exemple. Les résultats dans la zone, qui nous intéresse le plus dans notre sujet d'étude, à savoir la zone sahélienne, se basent sur deux stations météorologiques, celle de Dori et de Gorom-Gorom.

Les résultats des indices généraux sur l'ensemble du pays nous montrent une baisse globale des précipitations annuelles[71] (figure 2 (a)) à travers l'ensemble du pays, avec une tendance négative très significative dans la zone sahélienne de Dori et une tendance négative non-significative à Gorom-Gorom. Ensuite, nous observons des résultats peu cohérents pour les précipitations moyennes par jour humide[72](figure 2 (b)), avec seulement 29% de baisse significative, nous pouvons voir que la station de Gorom-Gorom enregistre une tendance positive significative contrairement à Dori qui a une tendance positive non-significative. Pour ce qui est des résultats des nombres maximum de jours secs consécutifs[73](figure 2 (c)), nous observons une tendance positive très significative à Gorom-Gorom et positive significative à Dori. Enfin, pour les résultats de nombre maximum de jours humides

[69] DE LONGUEVILLE, Florence et al., « Long-Term Analysis of Rainfall and Temperature Data in Burkina Faso (1950-2013): LONG-TERM ANALYSIS OF CLIMATE DATA IN BURKINA FASO (1950-2013). », *op. cit.*, pp.4393-4394.
[70] Voir annexe : Carte du Burkina Faso, p. 61.
[71] L'indice est appelé TOTR dans le document de De Longueville (Total annual rainfall).
[72] L'indice est appelé SDII dans le document de De Longueville (Average rainfall by wet day).
[73] L'indice est appelé CDD dans le document de De Longueville (Maximum number of consecutive dry days).

consécutifs[74](figure 2 (d)), nous observons le phénomène inverse à Dori avec une tendance négative très significative et une tendance négative significative à Gorom-Gorom.[75]

Figure 1: tendances des précipitations au Burkina Faso.[76]

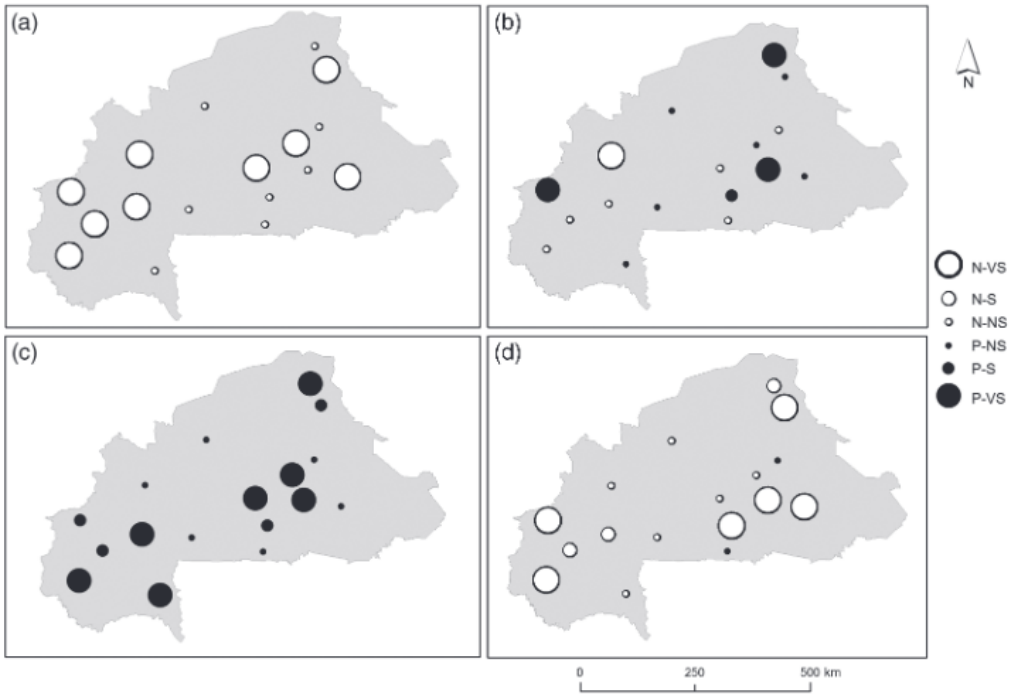


Figure 2. Trends in (a) TOTR, (b) SDII, (c) CDD and (d) CWD in Burkina Faso over 1950–2013. [N: negative trend; P: positive trend; NS: non-significant ($p > 0.05$); S: significant ($p \geq 0.01$ and ≤ 0.05]; VS: very significant ($p < 0.01$)].

Pour les tendances des précipitations annuelles, l'étude observe des tendances différentes sur le temps. En effet, puisque cette étude s'est faite sur le long terme (1950 à 2013), les tendances ne sont pas toujours linéaires. De ce fait, quatre types de tendance ont été observées, notamment à Dori (figure 3 (c)). Celui-ci concerne 10 stations réparties dans l'ensemble des zones climatiques du Burkina Faso. Nous pouvons observer une forte tendance linéaire négative de 1950 jusqu'au début des années 1970, ensuite, il y a une relative stabilité jusqu'au début des années 1990, enfin, une tendance positive apparaît à la fin des années 1990 mais malgré cela, le niveau des précipitations en 2013 reste en dessous de celui de 1950.

[74] L'indice est appelé CDW dans le document de De Longueville (Maximum number of consecutive wet days).
[75] DE LONGUEVILLE, Florence et al., « Long-Term Analysis of Rainfall and Temperature Data in Burkina Faso (1950-2013): LONG-TERM ANALYSIS OF CLIMATE DATA IN BURKINA FASO (1950-2013). », *op. cit.*, pp.4396-4397.
[76] *Ibidem*., Les indices suivants signifient selon le document de De Longueville : NV-S : tendance négative tendance très significative, N-S : tendance négative tendance significative, N-NS : tendance négative tendance non significative, P-NS : tendance positive non significative, P-S : tendance positive significative, PV-S : tendance positive très significative.

Nous pouvons également observer une tendance particulière à Ouahigouya mais également à Gorom-Gorom (figure 3 (d)), où la tendance est similaire à celle de Dori mais contrairement à celle-ci, nous pouvons observer un niveau quasi-similaire à celui du début malgré la tendance négative.[77]

Figure 2: tendance des précipitations annuelles en fonction des années dans les stations de Houde, Bobo-Dioulasso, Dori et Ouahigouya.[78]

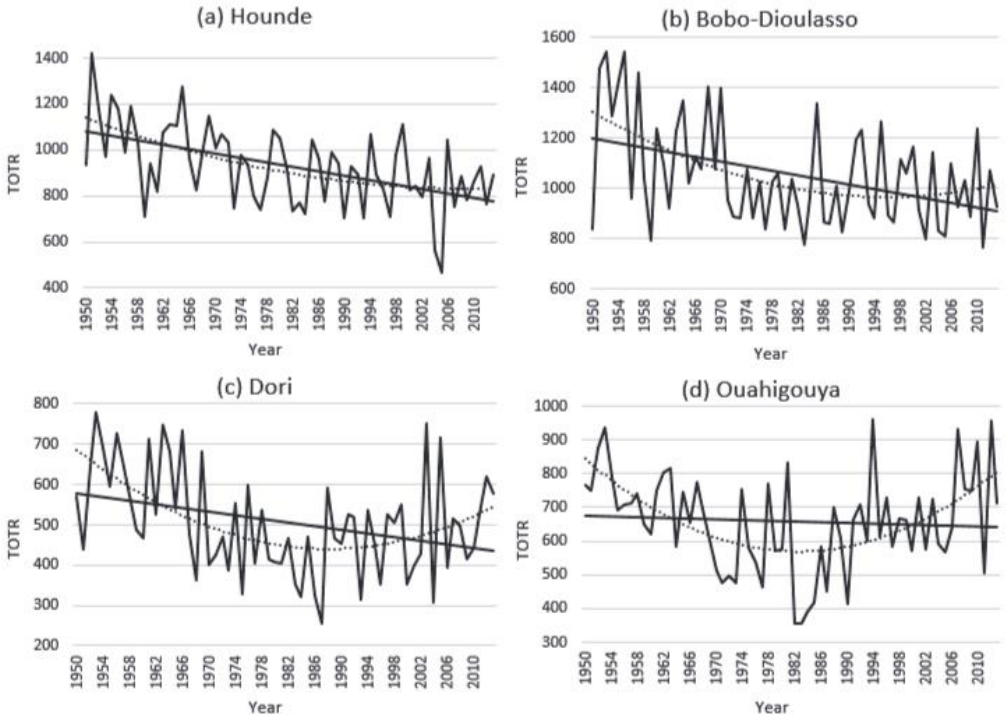


Figure 3. Evolution of total annual rainfall (TOTR) in (a) Hounde, (b) Bobo-Dioulasso, (c) Dori and (d) Ouahigouya between 1950 and 2013. Continuous line and dashed line represent respectively the linear and nonlinear (polynomial of order 2) trends.

Pour ce qui est des précipitations lors de la saison humide, nous pouvons observer une augmentation très significative des périodes sèches sur l'ensemble du territoire burkinabé dont le Nord du Burkina Faso à Dori et Gorom-Gorom.[79]

[77] *Ibidem*.
[78] *Ibidem.*
[79] *Ibidem.*

Figure 3: tendance des précipitations lors des saisons de pluies.[80]

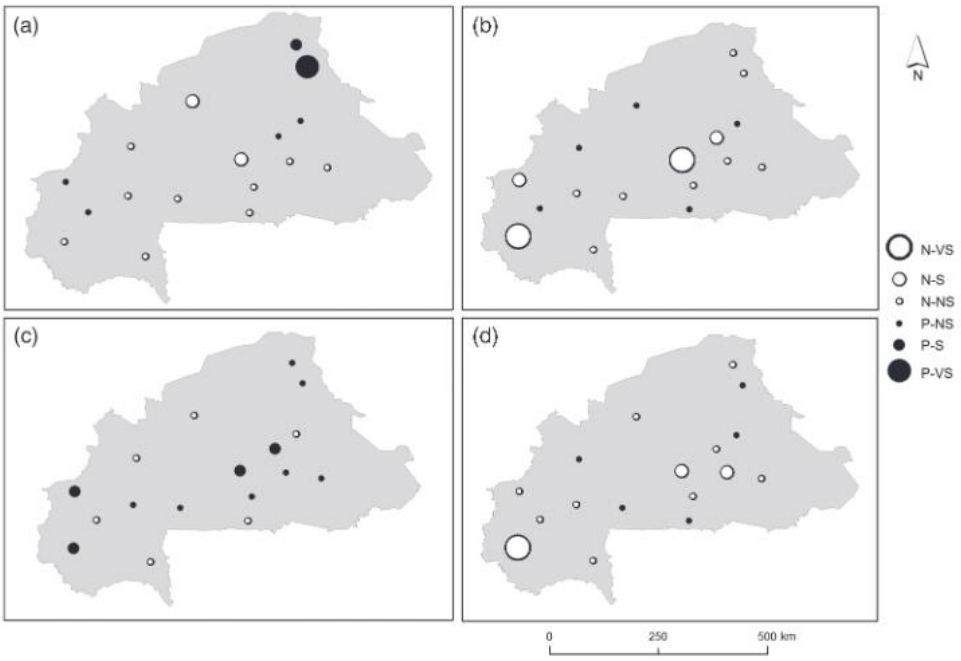


Figure 6. Trends in (a) CDDws, (b) Lws, (c) SDws and (d) EDws in Burkina Faso over 1950–2013. [N: negative trend; P: positive trend; NS: non-significant ($p > 0.05$); S: significant ($p \geq 0.01$ and ≤ 0.05); VS: very significant ($p < 0.01$)].

De plus, cette étude observe un réchauffement global au Burkina Faso et nous observons une augmentation des extrêmes chauds avec une tendance majoritairement très significative, celle-ci étant linéaire dans le temps.[81] Ce réchauffement de température est assez cohérent avec la littérature scientifique sur le Burkina Faso.[82]

Pour ce qui est des précipitations, les résultats se montrent moins cohérents, notamment sur le plan spatial. De manière générale, nous pouvons observer une baisse, relative, des précipitations sur l'ensemble du pays. Sur le point de la temporalité, l'étude s'accorde pour dire que cette chute n'est pas linéaire, qu'une diminution est visible de 1950 à 1970 suivie d'une stabilité lors des grandes sécheresses et enfin qu'il y a eu une reprise des précipitations fin des années 1990. Or, certaines stations montrent une équivalence de précipitations lors du début d'étude et de la fin de celle-ci. Cet élément semble être cohérent avec les études suggérant que la sécheresse au Sahel se serait arrêtée lors des années 1990. Alors que d'autres études vont jusqu'à dire qu'une reprise des précipitations a eu lieu au Sahel, avec globalement un climat plus humide dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest dont le Burkina

[80] *Ibidem*. p.4400., Les indices suivants signifient selon le document de De Longueville : CDDWS : Nombre maximum de jours secs consécutifs (RR <1 mm) pendant la saison des pluies. Lws : Durée de la saison des pluies. SDws : Jour du début de la saison des pluies et EDws : Jour de fin de la saison humide.
[81] *Ibidem*. p.4399.
[82] *Ibidem*. p.4400-4401.

Faso.[83] Cette reprise s'observerait par un plus grand nombre de jours de pluie, accompagné par une plus longue durée des périodes de pluies et plus d'événements pluvieux extrêmes. Néanmoins, même si des études montrent une tendance à la baisse des précipitations sur l'ensemble du Sahel de 1950 à la fin des années 1980, suivie d'un rétablissement de celles-ci jusqu'en 2003, cela ne signifie pas pour autant que les conditions de sécheresse dans cette région soient finies.[84] Les résultats de cette étude montrent qu'il tend à pleuvoir moins souvent mais de manière plus intense sur la période de 1950 à 2013 et qu'il y a moins d'événements pluvieux extrêmes sauf dans l'extrême nord, notamment à Gorom-Gorom, où ils observent une augmentation positive significative. Même s'il y a plus d'événements pluvieux extrêmes, ceux-ci restent moins présents qu'en 1950.[85] De plus, depuis la fin des années 1980, des études observent une oscillation pluriannuelle plus fréquente et plus extrême qu'auparavant.[86]

Enfin, cette étude montre, généralement en accord avec la littérature, que le Burkina Faso a connu une augmentation très significative des températures et une tendance négative des précipitations annuelles totale dans toutes les régions du Burkina Faso de 1950 à 2013. Les autres éléments restant des changements modérés, de ce fait, ceux-ci supposent que les événements socio-économiques qui sont présentés comme des conséquences directes du changement climatique ne peuvent pas être attribués uniquement à une augmentation d'événements extrêmes et à la variabilité du climat.[87]

B. La désertification et ses impacts

Ensuite, nous nous penchons sur la désertification qui toucherait la zone du Sahel burkinabè. Tout d'abord, nous pouvons nous demander en quoi la désertification poserait des problèmes à cette région ? Tout d'abord, celle-ci est définie par la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (CNULD) comme la : « *dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines* ».[88] La variation climatique ayant déjà été définie[89], nous pouvons nous pencher sur la question des activités

[83] *Ibidem*. p.4001., BENJAMISSEN, Tor A., « Does Climate Change Lead to Conflicts in the Sahel? », *op. cit.*, pp.106-110.
[84] AIGUO, Dai, et al., «The recent Sahel drought is real», *International Journal of Climatology*, vol.24, n°11, 2004, p.1329.
[85] DE LONGUEVILLE, Florence et al., « Long-Term Analysis of Rainfall and Temperature Data in Burkina Faso (1950-2013): LONG-TERM ANALYSIS OF CLIMATE DATA IN BURKINA FASO (1950-2013). », *op. cit.*, p.4402.
[86] AIGUO, Dai, et al., «The recent Sahel drought is real», *op. cit.*, p.1329.
[87] DE LONGUEVILLE, Florence et al., « Long-Term Analysis of Rainfall and Temperature Data in Burkina Faso (1950-2013): LONG-TERM ANALYSIS OF CLIMATE DATA IN BURKINA FASO (1950-2013). », *op. cit.*, p.4405
[88] OZER, Pierre, et al. « Désertification au Sahel : historique et perspectives. » *op. cit.*, p.69.
[89] Voir page 11.

humaines. Celles-ci sont considérées comme l'extension des zones agricoles, les activités d'élevage, provoquant du surpâturage et le déboisement. Ces éléments poussent à la dégradation des terres qui est comprise comme : « *la diminution ou la disparition, dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, de la productivité biologique ou économique et de la complexité des terres cultivées non irriguées, des terres cultivées irriguées, des parcours, des pâturages, des forêts ou des surfaces boisées du fait de l'utilisation des terres ou d'un ou de plusieurs phénomènes, notamment de phénomènes dus à l'activité de l'homme et à ses modes de peuplement, tels que (i) l'érosion des sols causée par le vent et/ou l'eau, (ii) la détérioration des propriétés physiques, chimiques et biologiques ou économiques des sols, et (iii) la disparition à long terme de la végétation naturelle* ».[90]

Ces éléments pourraient affecter des facteurs contextuels et alimenter des violences. En effet, les mauvaises récoltes ou une hausse des prix des denrées alimentaires à cause du climat peuvent accroitre un risque de violence. Ensuite, ces éléments climatiques peuvent obliger une partie de la population à migrer, ce qui aura potentiellement pour effet de déclencher des conflits via une compétition entre les migrants et les locaux pour les ressources : les migrants peuvent être perçus négativement, ceux-ci peuvent aussi porter atteinte aux relations de pouvoir locales et la migration peut accentuer des tensions préexistantes entre groupes.[91] En effet, les clivages identitaires sont considérés comme des facteurs des conflits de ressources. Enfin, les Etats à faible capacité sont considérés comme un facteur contextuel pouvant augmenter la possibilité que le manque de ressources se transforme en violence, que ça soit via une accaparation des ressources par une élite, une mauvaise distribution à des fins économiques ou encore un manque de légitimité.[92]

5. Historique des conflits armés au Sahel burkinabè

Dans ce chapitre, il sera question d'énoncer les différents éléments constitutifs des conflits actuels[93] au Burkina Faso et principalement dans la région Nord du pays à savoir le Sahel. En effet, comme explicité auparavant la question des conflits est multidimensionnelle. Dès lors, si nous voulons pouvoir émettre des hypothèses de liens potentiels entre les problèmes environnementaux et climatiques et la hausse des conflits et des violences au Burkina Faso, il nous est nécessaire d'observer les autres éléments constitutifs de ces conflits. Plusieurs éléments seront abordés ici, mais, tout d'abord, il ne s'agira pas de parler des éléments liés aux climats dans ce point. En effet, ici, nous nous pencherons principalement sur les questions de type socio- politiques. Pour ce faire, nous nous intéresserons dans un premier temps

[90] OZER, Pierre, et al. « Désertification au Sahel : historique et perspectives. » *op. cit.*, p.70.
[91] Voir annexe, chapitre : La migration des populations Burkinabès et son impact sur les conflits, pp.67-69.

[92] OLE MAGNUS, Theisen, « Climate Change and Violence: Insights from Political Science », *op. cit.*, p.2.
[93] C'est-à-dire depuis plus ou moins 2015 à aujourd'hui.

à la question des conflits de manière introductive. Ensuite, nous nous intéresserons à la présence de terroristes sur le territoire burkinabè et les impacts qu'ils ont sur la population, principalement rural et au Sahel. Enfin, nous nous pencherons sur la question des conflits ethniques qui traversent le pays.

A. Un état de violence entrelacé

Le Burkina Faso, qui est pourtant un Etat qui n'aura presque pas connu la guerre de son indépendance jusqu'à la fin de l'année 2015.[94] Le Burkina Faso qui était le contre-exemple de la corrélation entre pauvreté et conflit, puisque malgré son classement parmi les plus pauvres des pays, il n'a connu que très peu de violences armées sur son sol. Mais, il est, aujourd'hui, en proie à une vague de violences. En effet, il semblerait que la corruption, la mauvaise gouvernance, le manque de protection de ses citoyens, pour ne citer que ces éléments, aient poussé le pays dans un Etat de conflit.[95]

Tout d'abord, il est important de comprendre que les conflits et la violence sont entremêlés les uns aux autres. En effet, la question du terrorisme, des insurrections dus à la gouvernance en générale, et les conflits communautaires sont liés.[96] Ceux-ci jouent des rôles dans l'ensemble des conflits et vont tantôt être utilisés par les acteurs de ces conflits, à l'instar des groupes dit « terroristes » qui vont profiter de la méfiance vis-à-vis de l'Etat et des conflits ethniques pour s'attirer la sympathie d'ethnies laissées pour compte[97], tantôt, ils vont avoir un effet d'augmentation des tensions et de la violence, comme par exemple, la stigmatisation des Peuls comme étant des sympathisants aux/et terroristes.[98] De plus, la politique antiterroriste du Burkina Faso ne pousse qu'à créer plus de violences.[99] En effet, celle-ci repose principalement sur une réponse violente avec un contrôle limité sur celle-ci. Nous pouvons observer des abus de la part des forces de sécurité étatique mais également des forces d'autodéfense, encouragé par l'Etat, principalement à l'encontre de la communauté Peul, qui aura des effets contre-productifs.[100]

Après la chute de Blaise Compaoré[101], la violence n'a fait que s'amplifier, laissant place à une crise aux visages multiples. Après celle-ci, la capacité de l'Etat pour conserver une stabilité dans le monde rural

[94] Outre le bref conflit frontalier avec le Mali autour de la Bande d'Agacher.
[95] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, p.22.
[96] *Ibidem*. p.21.
[97] SAVADOGO, Mahamoudou, « Comment s'explique la prolifération des groupes extrémistes au Burkina Faso ? », *op. cit.*, [En ligne] : <https://theconversation.com/comment-sexplique-la-proliferation-des-groupes-extremistes-au-burkina-faso-122566>. (Consulté le 10 juin 2021).
[98] Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, p.34.
[99] Voir sous-chapitre : La gestion du terrorisme par le Burkina Faso, pp. 28-29.
[100] International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *op. cit.*, 2020, p.i.
[101] Voir annexe, chapitre : Putch manqué et instabilité, pp. 62-65.

s'est amoindrie, créant ainsi un espace propice à la violence qu'elle soit via du banditisme, du terrorisme, des conflits ethniques ou encore des forces de sécurité et des groupes d'autodéfense.[102]

B. Le terrorisme au Sahel

Dans ce sous chapitre, il sera question d'aborder la question du terrorisme au Burkina Faso et principalement au Sahel. Tout d'abord, nous nous concentrerons sur l'impact que celui-ci a sur les citoyens dans la région du Sahel. Enfin, nous nous pencherons sur la gestion par l'Etat burkinabè de la question du terrorisme en nous penchant en premier lieu sur la réponse violente et contre-productive mené par celui-ci mais également sur la récente volonté de négocier avec les groupes terroristes.

Malgré une transition démocratique après 27 ans au pouvoir d'un seul et même homme, cela ne signifie pas pour autant un avenir sécuritaire pour le Burkina Faso. Bien au contraire, les espoirs de changements ont laissé place à la désillusion. Comme explicité ci-dessus, la question sécuritaire est un élément majeur de la déception de la population burkinabé. En effet, si il fut un temps où le Burkina Faso était considéré comme une terre d'accueil, aujourd'hui, le pays est déconseillé par l'ensemble des Etats occidentaux, avec pour motif le risque d'attentat et d'enlèvement[103]. La question du terrorisme n'étant pas un élément propre au Burkina Faso mais bien un « mal » touchant l'ensemble de la région Sahélienne, atteignant, également, ses voisins comme le Mali ou encore le Niger. Effectivement, l'ONG : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) ressence près de 6 800 morts du terrorisme dans ces trois pays depuis 2012.[104]

Un bref feuilletage de la presse et autres rapports sur la question du terrorisme au Burkina Faso permet de saisir l'ampleur de la violence que ces groupes produisent sur ce territoire. Viol, torture, exécution, destruction d'écoles et d'hôpitaux, tous ces actes de barbaries sont le produit de ces groupes « terroristes », provoquant, outre la terreur, des déplacements de population interne mais également externe vers les pays voisins[105]. En effet, le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les

---

[102] International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *op. cit.*, p.ii.

[103] Ministère des Affaires étrangères de Belgique, www.*diplomatie.belgium.be*, [En ligne] : <https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/voyager_a_letranger/conseils_par_destination/burkina_faso>. (Consulté le 31 août 2021)., Ministère de l'Europe et des affaires étrangères de France, *www.diplomatie.gouv.fr*, [En ligne] : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/burkina-faso/>. (Consulté le 31 août 2021).

[104] DOUCE, Sophie, « Présidentielle au Burkina Faso : de l'euphorie à la désillusion, le bilan mitigé de Kaboré », *Le Monde*, 2020, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/20/presidentielle-au-burkina-faso-de-l-euphorie-a-la-desillusion-le-bilan-mitige-de-kabore_6060493_3212.html>. (Consulté le 6 mai 2021).

[105] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, pp.19-29. , Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, pp.1-65. , ONU, *news.un.org*, « Le nombre de victimes d'attaques terroristes multipliés par cinq en trois ans au Burkina Faso, au Mali et au Niger. », 2020, [En ligne] : < https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059551>. (Consulté le 10 juin 2021).

réfugiés (UNHCR) ressence près de 800 000 déplacés de janvier 2019 à avril 2020.[106] De plus, de 2018 à 2019, rien que pour le Nord du pays, nous pouvons constater une augmentation des déplacés, passant de 280 000 au mois de mai à 480 000 en novembre 2019.[107]

Cette violence au Sahel s'est installée après la révolution de 2011 en Libye et puis au Mali en 2012 jusqu'à atteindre le Burkina Faso en 2015[108]. Ces groupes terroristes ont utilisés les tensions préexistantes dans ces pays, comme les tensions ethniques, celles étant dus à la pauvreté ou à la mauvaise gouvernance, afin de s'y implanter.[109] En effet, la genèse du terrorisme au Sahel et plus précisément dans la région de l'Afrique de l'Ouest prend comme point de départ le Mali. C'est via celui-ci que la question sécuritaire du Sahel c'est internationalisé au fil du temps, avec notamment, l'intervention militaire française au Mali via l'opération Serval suivie de l'opération Barkhane. Cette internationalisation a permis de mettre en avant la menace terroriste au Sahel entrainant, de ce fait, des acteurs internationaux dans ces conflits comme l'Union Européenne, l'ONU et autres gouvernements africains et européens.[110]

B.1) Le terrorisme et ses impacts au Burkina Faso

Comme nous venons de voir ci-dessus, la situation d'insécurité au Sahel malienne s'est diffusée sur l'ensemble de la région du Sahel et donc également chez son voisin, le Burkina Faso, comme l'explique, Mohamed Ibn Chambas, le chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) lors d'un conseil de sécurité : « *La cible géographique des attaques terroristes s'est déplacée vers l'est, du Mali vers le Burkina Faso, et menace de plus en plus les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Le nombre de personnes tuées au Burkina Faso est passé d'environ 80 en 2016 à plus de*

[106] MAHONEY, Kathryn, Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *unhcr.org*, « Les 6 visages de la crise au Sahel », 2020, [En ligne] : <https://www.unhcr.org/spotlight/fr/2020/04/les-6-visages-de-la-crise-au-sahel/>. (Consulté le 3 juin 2021).

[107] CHÂTELOT, Christophe, « Le Burkina Faso est devenu partie intégrante de la crise au Sahel », *Le Monde*, 2019, [En ligne] :< https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel_6018055_3212.html>. (Consulté le 6 juin 2021).

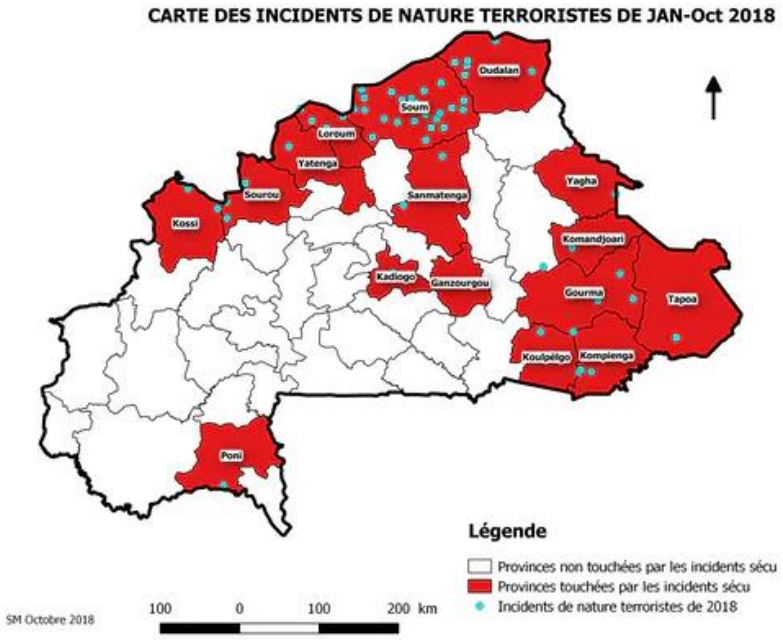
[108] Voir annexe, chapitre : Bref contextualisation du terrorisme au Sahel malien et burkinabè, pp.65-66.

[109] *Ibidem*. ; SAVADOGO, Mahamoudou, « Comment s'explique la prolifération des groupes extrémistes au Burkina Faso ? », *op. cit.*, [En ligne] : <https://theconversation.com/comment-sexplique-la-proliferation-des-groupes-extremistes-au-burkina-faso-122566>. (Consulté le 10 juin 2021).

[110] CHARBONNEAU, Bruno, « De Serval à Barkhane : les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel », *Les Temps Modernes*, vol. 693-694, n°2, 2017, p.324.

1.800 en 2019 »[111]. En effet, nous pouvons observer une augmentation de 174% d'attaques entre 2018 et 2019, faisant près de 1 889 victimes.[112]

Figure 4 : Carte des incidents de nature terroristes de janvier-octobre 2018.[113]



Comme la figure n°4[114] nous le montre, nous pouvons observer que la majorité des incidents de nature terroristes lors de l'année 2018 ont eu lieu dans le Nord du pays, dans la région du Sahel et principalement dans la région de Soum. De plus, 2019 fut une année de consolidation des zones occupées par les groupes « terroristes », principalement dans les zones du Sahel.[115]

Nous pouvons identifier deux grands groupes « terroristes » au Burkina Faso, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). Le premier agi principalement au Nord du pays et le second à l'Est et est situé entre le Burkina Faso et le Niger.[116]

Au-delà de la question terroriste en tant que tel, il ne faut pas perdre de vue que la situation d'insécurité vient également des choix des gouvernements[117]. Dès lors, il ne peut être le bouc émissaire de la situation au Nord du pays. De plus, le terme « terrorisme » constitue un moyen pour les Etats du Sahel d'une

[111] ONU, *news.un.org*, « Le nombre de victimes d'attaques terroristes multipliés par cinq en trois ans au Burkina Faso, au Mali et au Niger. », 2020, [En ligne] : < https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059551>. (Consulté le 10 juin 2021).
[112] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, p.19.
[113] SAVADOGO, Mahamoudou, « Comment s'explique la prolifération des groupes extrémistes au Burkina Faso ? », *op. cit.*, [En ligne] : <https://theconversation.com/comment-sexplique-la-proliferation-des-groupes-extremistes-au-burkina-faso-122566>. (Consulté le 10 juin 2021).
[114] *Ibidem*.
[115] *Ibidem*.
[116] *Ibidem.*
[117] Voir chapitre : Un état de violence entrelacé, pp. 26-27.

rente. En effet, en analysant la situation d'insécurité au Burkina Faso sous le prisme d'une lutte contre le terrorisme, nous passons sous silence les questions des problèmes de gouvernance défaillante et de la corruption à haut degré. Or, le Burkina Faso est traversé par une multitude d'éléments de conflits comme la corruption ou le manque de protection des populations.[118]

De manière générale au Sahel, les populations reprochent aux Etats un manque de protection et des forces de sécurité violentes, phénomène qui serait accentuer par la lutte antiterroriste.[119] Au Burkina Faso, ce phénomène ferait resortir un ciblage communautaire. En effet, la politique menée par le gouvernement burkinabé pousse à une cible communautaire envers les populations Peuls comme le démontre l'International Crisis Group (ICG), en raison d'un grand nombre de terroristes dans la communauté concernée. [120] Depuis 2018, nous pouvons observer des abus à l'encontre de la population Peul, notamment de la part des forces de sécurité mais également de milices armées comme les Koglweogo[121], une communauté Mossi, poussant ceux-ci vers un rapprochement avec les groupes terroristes.[122] De plus, ces groupes terroristes ont changé leur manière de recruter, originairement, ces groupes étaient exogènes mais actuellement, ceux-ci se sont implanté dans un système local. En effet, ils ont utilisé les failles locales, les tensions sociales et communautaires afin de recruter les plus mécontents.[123]

B.2) La gestion du terrorisme par le Burkina Faso

Ces éléments soulignent les faiblesses de la gouvernance du Burkina Faso en matière de gestion de conflits. En effet, cette politique antiterroriste basée sur la force, sur un prisme ethnique et ignorant les autres dimensions sociales et économiques des conflits créent une polarisation de la société burkinabé et une augmentation de la violence.[124] Ici, nous soulignons, également, l'importance de situer le terrorisme comme « *un état de la violence parmi d'autres, entrelacé avec des questions communautaires et insurrectionnelles.* »[125]

[118] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, p.22.
[119] Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), «State Atrocities in the Sahel: The Impetus for Counter insurgency Results is Fueling Government Attacks on Civilians », 2020, [En ligne] :<https://reliefweb.int/report/burkina-faso/state-atrocities-sahel-impetus-counterinsurgency-results-fueling-government>. (Consulté le 8 juin 2021).
[120] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, p.26.
[121] Voir chapitre : Les conflits communautaires, pp. 31-37.
[122] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, p.22.
[123] SAVADOGO, Mahamoudou, « Comment s'explique la prolifération des groupes extrémistes au Burkina Faso ? », *op. cit.*, [En ligne] : <https://theconversation.com/comment-sexplique-la-proliferation-des-groupes-extremistes-au-burkina-faso-122566>. (Consulté le 10 juin 2021).
[124] *Ibidem*.
[125] *Ibidem*. p.21.

Récemment, le gouvernement burkinabè semble avoir changer son fusil d'épaule pour gérer les conflits terroristes. En effet, il semblerait que des négociations ont eu lieu entre ces groupes et le gouvernement, et ce, malgré les propos tenus par le Président et l'impossibilité de négociations avec les groupes « terroristes ». Cela aura découlé vers une trêve dans la région de Soum, au Nord, une région fortement touchée par les attaques terroristes. D'après une source proche des milieux militaires du « Monde » : « *L'ordre a été donné en interne de ne pas mener d'offensives dans les régions du Sahel et de l'Est. En contrepartie, les GAT* [groupes armés terroristes] *les laissent tranquilles* ».[126] Cela montre un changement de stratégie, passant d'une stratégie uniquement basée sur la force vers une stratégie de négociation et de dialogue. De plus, des initiatives voient le jour afin d'encourager le dialogue et la paix, notamment par des leaders religieux. Le but étant de réunir les différentes communautés et les groupes d'autodéfense afin de trouver des solutions aux situations de conflits. Néanmoins, la tâche semble ardue comme les déclarations du responsable des « volontaires pour la défense de la patrie » (VDP), nous l'indiquent : « *Nous sommes prêts à pardonner, mais on ne lâchera pas nos armes avant les terroristes* ».[127] Pour rappel, de nombreuses représailles ont eu lieu par ce genre de groupe d'autodéfense et notamment à l'encontre d'autres groupes communautaires considérés comme proche des groupes terroristes.

C. Les conflits communautaires

Outre la situation politique incertaine et la présence de groupes armés terroristes sur le territoire, les conflits au Burkina Faso passent également par les communautés comme cela a été brièvement évoqué ci-dessus. Dans ce chapitre, il sera question, tout d'abord, d'introduire les différentes communautés au sein du Burkina Faso et leurs interactions. Ensuite, il sera question de la remettre en lien avec les violences touchant l'Etat par les groupes terroristes. Enfin, nous nous attarderons sur les violences actuelles entre ces communautés sur le sol burkinabé.

C.1) Violence étatique sur fond ethnique

Tout d'abord, la violence au Burkina Faso est entrelacée entre la question terroriste, insurrectionnelle et communautaire. En effet, il existe un lien entre les tensions ethniques et le terrorisme, notamment dans la région du Sahel au Nord du Burkina Faso, les communautés Bella, Foulsé, Mossi et Peuls étant

[126] Douce, Sophie, « Négocier avec les djihadistes ? Au Burkina Faso, une option de moins en moins taboue », *Le Monde*, 2021, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/10/negocier-avec-les-djihadistes-au-burkina-faso-une-option-de-moins-en-moins-taboue_6069462_3212.html>. (Consulté le 10 juin 2021).

[127] *Ibidem.*

embrigadées dans des conflits, tantôt par les groupes terroristes, tantôt entre eux. Malheureusement, les premières victimes sont les habitants de cette région, ceux-ci sont menacés d'exécution par les terroristes si ils collaborent avec le gouvernement et de l'autre côté, les forces de sécurité leurs demandent des renseignements sur les groupes armés et surtout, commettent des punitions collectives si ceux-ci n'ont pas de renseignements.[128] Les actions négatives de ces deux côtés ont pour résultat d'augmenter les tensions ethniques, principalement entre le groupe des Peuls et celui des Mossi et Foulsé : les premier étant ciblé par les forces de sécurité de l'Etat car ils sont considérés comme des soutiens aux terroristes, poussant ceux-ci dans les bras des terroristes[129] et les seconds étant victimes des violences des terroristes car ils sont perçus comme des soutiens aux forces de sécurité.[130]

En effet, Muriel Côte nous expliquera qu'il y a une longue histoire de stigmatisation des Peuls accentuée par l'histoire coloniale ; « *Moi, ce que j'ai vu dans mes entretiens, dans mon projet sur les Kogleweogo, c'est qu'il y a un stigmate, il y a un stéréotype du Peul, pas forcément terroriste, le stéréotype est plus ancien, […], le Peul qui est nomade, qui vole, et qui ne veut pas s'insérer dans la société et donc à partir de là, […] les Peuls, les Touaregs, les populations itinérantes, ont due rester en marge de la société car le climat dans laquelle elle vivait ne leur permettait pas de faire des champs de cultures et de rester,[…]. Mais du coup, il y a eu cette stigmatisation qui est certainement aussi venue de l'époque coloniale, quand on a commencé à vouloir contrôler la population, […], on a promu la sédentarité et donc les nomades sont devenus incontrôlables car on ne savait pas où ils étaient, on ne savait pas les compter. […] Cette tension entre les populations nomades et sédentaires a très certainement été exacerbé lors de la période coloniale et son administration. Ce stigmate, aujourd'hui, qu'on a ce stéréotype du Peul terroriste, […], moi je la vois au Yatenga, il y a des contrats avec des amis que j'ai qui sont plutôt mossis qui travaillaient avec des Peuls qui ont cessé de travailler avec eux car ils avaient peur. Il y a vraiment des dynamiques comme cela qui se passe mais ce n'est pas nouveau, cela se construit sur des relations beaucoup plus anciennes et notamment des tensions qui peuvent remonter à la colonisation.* »[131]

Cette dichotomie se ressent particulièrement lors de témoignages, recueilli par l'ONG : Human Rights Watch (URW), d'exactions situées dans le Nord du pays dans les régions administratives d'Arbinda, de Tongomayel et les communes de la province de Soum. En effet, ce témoignage d'exécution dans le village de Taouremba[132] en octobre 2018 met en avant le ciblage sur base d'ethnie, notamment Peuls, par les militaires : « *Vers 10 heures les soldats sont descendus sur la place du marché. […] Ils ont*

[128] Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, p.3.
[129] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, p.26.
[130] Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, p.3.
[131] Entretien réalisé avec Muriel Côte le 17/07/2021, p.71.
[132] Village de Tongomayel dans la province de Soum.

encerclé le marché, fouillé les maisons et les boutiques, mais je ne les ai pas vus confisquer d'armes. […] J'ai entendu l'un d'eux dire : « Vous, les Peuls, on va vous tuer. » Quelques instants après leur départ, nous avons entendu des coups de feu. Tous ceux que j'ai vus, lorsque nous sommes partis à la recherche des corps, plus tard dans la journée, avaient été visés à la tête... Je n'ai pu les reconnaître qu'à l'aide de leurs vêtements. »[133]

De plus, nous pouvons observer, via ce témoignage recueilli après l'arrestation de 15 Peuls, l'idée d'affiliation qui règne, dans l'esprit des forces de sécurités burkinabés, que les Peuls sont affiliés aux groupes djihadistes mais également que ceux-ci cherchent à profiter de ces conflits sur base ethnique : « *Le problème, c'est que les djihadistes venaient tout le temps, prêchaient en parlant de leur projet, et ensuite l'armée nous arrête et nous tue, comme si c'était notre faute.* »[134] Cette idée est partagée par les leaders communautaires qui estiment que ces arrestations et exécutions sont le fruit d'une appartenance ethnique Peuls. De plus, ils affirment que ces arrestations se basent sur des renseignements parfois faussés avec pour but de régler des querelles personnelles. Si parfois, ceux-ci vendent des denrées alimentaires à des groupes islamistes armés, ce serait via un sentiment forcé et cela n'exprimerait pas pour autant un soutien à ceux-ci.[135]

Outre cette violence ciblée, c'est également une violence de plus en plus radicale. En effet, il n'est plus question d'arrêter les personnes accusées d'être en lien avec les groupes terroristes mais il est question d'exécutions. Des membres de groupe de la société civile burkinabè se focalisant sur les prisons témoignent d'une forte diminution d'arrestations depuis 2018. « *Avant, ils accusaient les gens de terrorisme et les envoyaient en prison à Djibo ou Ouagadougou, mais maintenant ils se contentent de les tuer.* »[136]

Cette violence a pour effet des déplacements de populations Peuls, notamment de la province d'Arbinda vers le Mali. Ceux-ci se sentant pris entre le marteau et l'enclume, fuyant à la fois les violences islamistes et des services de sécurité.[137] L'autre effet négatif, qui a déjà été énoncé plus haut, est celui d'une sorte de prophétie auto-réalisatrice d'un « djihad Peul ».[138] En effet, ces exactions créent chez les victimes et les familles de victimes Peuls une méfiance envers les autorités. D'autant plus que la question de porter plainte pour ceux-ci n'est pas envisageable comme le décrit un homme Peul : « *Si les forces de sécurité nous tuent, comment voulez-vous qu'on aille porter plainte auprès de ceux qui justement nous tuent ?* ».[139] Ces éléments créant un cercle vicieux comme l'indique un officier des forces de sécurité : « *En*

[133] Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, p.34.
[134] *Ibidem*. p.37.
[135] *Ibidem*. p.29.
[136] *Ibidem*. p.48.
[137] *Ibidem*. p.49
[138] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, p.26.
[139] Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, p.49.

tuant des gens sans justification, surtout des sages d'une communauté, vous créez vingt nouveaux terroristes ; la lutte contre le terrorisme engendre plus de problèmes que le terrorisme lui-même. »[140] Muriel Côte nous expliquera que : « *les Peuls en ont marre et donc ne sont pas mécontent d'avoir des groupes politiques qui s'intéressent à leurs causes ; donc, ça je peux imaginer aussi que certains Peuls vont rejoindre des groupes islamistes ou pas islamistes, […], mais on peut très bien imaginer que ces populations Peuls marginalisées peuvent trouver « refuge » vers ces groupuscules politiques et donc c'est après c'est une prophétie auto-réalisatrice.* »[141]

C.2) Violence terroriste envers les communautés

Ensuite, la violence terroriste touche l'ensemble des communautés situé dans le Nord du pays, au Sahel, que ce soient les Bella, Foulsé, Mossi ou Peuls. Et ce, afin de les dissuader d'émettre des informations aux services de sécurité étatiques, notamment de localisation. HRW a recensé près de 42 assassinats présumés et plusieurs enlevés par des groupes terroristes entre avril 2018 et janvier 2019, majoritairement Foulsé ou Bella et Mossi. Plusieurs de ces attaques semblaient être dues au fait que des communautés étaient sur le point de créer des forces d'autodéfense, comme ce témoignage l'indique : « *Je pense qu'ils nous lançaient un avertissement pour que nous ne montions pas de milice d'autodéfense. Auparavant, nous avions été protégés par une dizaine de miliciens venus de deux villages voisins, mais ils ne sont restés que quelques semaines... C'est comme si les djihadistes attendaient qu'ils partent pour pouvoir nous tuer plus facilement.* ».[142] En effet, les cibles principales des groupes terroristes visent, d'après les dirigeants des communautés Bella, Foulsé et Mossi, ceux qui sont perçus comme des soutiens au gouvernement ou au groupe d'autodéfense, forçant ceux-ci à s'enfuir.[143] Bien que la majorité des attaques recensées par HRW touchent les communautés Bella, Foulsé et Mossi, celles-ci touchent également la communauté Peul[144] pour des raisons similaire, d'accusations de soutien au gouvernement.[145]

---

[140] *Ibidem*.
[141] Entretien réalisé avec Muriel Côte le 17/07/2021, p.72.
[142] Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, pp.13-16.
[143] *Ibidem*. p.17.
[144] DOUCE, Sophie, « Au Burkina Faso, « les djihadistes tirent dans le tas, peu importe ton ethnie, que tu sois un enfant ou une femme », *Le Monde*, 2020, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/11/burkina-faso-ici-c-est-la-famine-qui-nous-guette-la-bas-l-enfer_6029181_3212.html>. (Consulté le 11 juin 2021).

[145] Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, pp.22-24.

Nous pouvons observer que la question des ethnies joue un rôle dans les attaques des groupes djihadistes et quelles influent sur les relations intercommunautaires, augmentant les tensions et les violences entre elles.

C.3) Les groupes d'autodéfense

Comme cela a été évoqué auparavant, il existe au Burkina Faso des groupes d'autodéfense d'essence ethnique. Le début de la création de ceux-ci est daté à 2014. En effet, avec l'insurrection de 2014, les tensions foncières du milieu rural se transforment petit à petit en conflit à dimension communautaire. Cette mutation sera accompagnée de la création de ces groupes d'autodéfense, notamment celui des Kogleweogo[146], qui vont reprendre la mission de maintien de l'ordre en zone rurale à la place de l'Etat, afin de compenser un vide de celui-ci[147]. Cela aura pour effet de déstabiliser les relations locales et de créer des tensions nouvelles.[148]

Derrière la création de ces groupes d'autodéfense, il y a une tension due à la compétition pour l'accès aux terres et aux ressources naturelles. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette compétition comme : la croissance démographique entrainant une migration agricole interne, la détérioration de sols à cause des changements climatiques, la spéculation foncière, des projets mal conçus et la valorisation d'autres sols via l'irrigation attisant les convoitises.[149] Au Sahel et dans le Centre-Nord, la migration agricole, principalement par la population Mossi, augmente la pression déjà présente sur les terres. Cette migration est le fruit d'une volonté des communautés autochtones ne disposant pas suffisamment de mains d'œuvre et donc souhaitant prêter leurs terres. Mais ceci pousse à des tensions depuis plusieurs années, notamment à cause de l'augmentation de la valeur des terres qui poussent les autochtones à revoir leurs accords passés. En effet, une loi de 2009 pousse les propriétaires autochtones à vouloir récupérer leurs terres car elle accorde celle-ci aux migrants agricoles après 30 ans d'occupation continue des terres.[150] A cela, nous pouvons ajouter que dans l'esprit des autres communautés, les Mossi jouiraient d'une influence dans le domaine économique mais également politique et donc auraient un accès favorisé à l'administration.[151] D'autant plus que dans la région du Sahel, lors des récentes élections

[146] International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *op. cit.*, p.6.
[147] DOUCE, Sophie, « Au Burkina Faso, l'essor périlleux des milices villageoises face aux djihadistes », *Le Monde*, 2020, [En ligne] :< https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/au-burkina-faso-l-essor-perilleux-des-milices-villageoises-face-aux-djihadistes_6059406_3212.html>. (Consulté le 12 juin 2021).
[148]International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *op. cit.*, p.6.
[149] *Ibidem*.
[150] *Ibidem*.
[151] *Ibidem*. p.7.

législatives de 2020, des villageois Peuls se sont plaints de ne pas avoir pu s'engager en raison de leurs ethnies.[152]

De plus, un autre défi apparait comme faisant augmenter la création de groupes d'autodéfense, celui du secteur pastoral. En effet, avant 2014, 49% des conflits opposaient agriculteurs et éleveurs. Ceux-ci font face également au grignotage de leurs terres par l'agriculture et la spéculation foncières, à la baisse des ressources fourragères et hydrauliques notamment. Aussi, les éleveurs font face à des extorsions des forces de défense et de sécurité[153] mais également des forces terroristes.[154] Depuis 2015, ces conflits prennent une dimension communautaire, notamment entre les éleveurs Peuls et les communautés sédentaires, mettant à mal la cohésion sociale au Sahel et à l'Est.[155]

Ces éléments de tension communautaires additionnées aux faits de banditismes, spécialisé dans le vol de bétail et les coupures de routes, dans les régions de l'Est et du Centre-Nord, poussent les communautés à vouloir assurer eux-mêmes leurs protections. Si ces mécanismes de défense locale dans le milieu rural ont vu le jour, c'est surtout à cause d'un manque de contrôle de l'Etat sur ces zones. De plus, l'Etat, conscient de son manque de contrôle, a incité à la mise en place d'initiative locale de sécurité.[156] C'est de ce contexte que les Koglweogo, les gardiens de la brousse en mooré[157], ont vu le jour en 2014. Ceux-ci sont composé de près de 4 500 groupes formant en tout près de 45 000 membres. Les Koglweogo mettent en place une justice populaire souvent violente et bénéficient d'un soutien de la population, tant l'insécurité est grande. En plus de cela, ils s'accordent des privilèges régaliens comme la levée de taxes.[158] Son caractère communautaire, car ils recrutent en majoritaire dans la communauté Mossi et Foulsé, aliment les tensions ethniques, notamment au Sahel et Centre-Nord.[159] En effet, les pouvoirs qu'ils se sont auto-accordés, et ce, malgré un encouragement du pouvoir étatique de se mettre en place pour lutter contre le terrorisme[160], ont poussé ceux-ci à se rendre complice de règlements de

---

[152] DOUCE, Sophie, « Au Burkina Faso, l'essor périlleux des milices villageoises face aux djihadistes », *op. cit.*, [En ligne] :<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/au-burkina-faso-l-essor-perilleux-des-milices-villageoises-face-aux-djihadistes_6059406_3212.html>. (Consulté le 12 juin 2021).

[153] International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *op. cit.*, p7.

[154] Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, p.19.

[155] International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *op. cit.*, p.8.

[156] *Ibidem*. p.9.

[157] La langage Mossi.

[158] International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *op. cit.*, pp.9-10.

[159] *Ibidem*. p.24.

[160] DOUCE, Sophie, « Au Burkina Faso, des civils armés pour lutter contre le terrorisme », *Le Monde Afrique*, 2020, [En ligne] : < https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/19/au-burkina-faso-des-civils-armes-pour-lutter-contre-le-terrorisme_6030131_3212.html>. (Consulté le 12 juin 2021). DOUCE, Sophie, « Au Burkina Faso, l'essor périlleux des milices villageoises face aux djihadistes », *op. cit.*, [En ligne] :< https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/au-burkina-faso-l-essor-perilleux-des-milices-villageoises-face-aux-djihadistes_6059406_3212.html>. (Consulté le 12 juin 2021).

compte, principalement à l'encontre de la communauté Peul. Par exemple, en 2017, à Boulsa[161], les Kogleweogo ciblèrent principalement la communauté Peul dans leurs lutte « antiterroriste ». Mais leur stigmatisation n'existe pas uniquement sur la question du terrorisme comme nous l'indique Muriel Côte : « *les groupes d'autodéfense viennent se greffer ou s'ajouter sur ça (la stigmatisation du Peul), dans la mesure où il y a une suspicion de vols, ça va être les Peuls du village qui vont être suspectés, […]. Et donc les populations qui suspectent les Peuls de vole vont faire appel à des groupes d'autodéfense et ceux-ci vont aller directement chez les Peuls. Tout cela est un peu compliqué, là je te fais un schéma un peu d'une histoire « stéréotype ».* » [162] Outre les Kogleweogo, le groupe des « volontaires pour la défense de la patrie » (VDP), est aussi accusé de violence envers la communauté Peul.[163] Les Peuls se sont, dès lors, tournés vers les Rouga, un groupe Peul chargé de la protection de troupeaux, pour se protéger. Tous ces éléments de banditismes, de la question foncière, de terrorisme, de communauté se recoupent et deviennent indissociables dans la conception des conflits violents au Burkina Faso. Malheureusement, ceci conduit à des massacres ethniques, à des vengeances ethniques.[164]

La seule certitude que nous pouvons tirer dans cette vague de violence est que les premières victimes sont les civils. Le manque de contrôle des forces de sécurité officielles et des groupes d'autodéfense additionnés aux attaques terroristes auraient fait près de 6 800 décès chez les civiles au Burkina Faso, au Malo et au Niger depuis 2012.[165]

6. Les activités rurales

Bien que la question de la désertification actuelle du Sahel puisse être débattue, l'idée globale d'une dégradation climatique et environnementale est une certitude. Or, le Burkina Faso est, comme dit précédemment, un pays qui repose fortement sur l'activité rurale. Dès lors, ces dégradations peuvent et pourraient se montrer particulièrement impactant sur celui-ci. Le Sahel burkinabè est caractérisé par des faibles précipitations et une irrégularité dans celles-ci. Ce qui aura des impacts sur le rendement et la production des secteurs ruraux, à savoir les activités agro-pastorales.[166]

---

[161] Village du Centre-Nord du Burkina Faso.
[162] Entretien réalisé avec Muriel Côte le 17/07/2021, p. 71.
[163] DOUCE, Sophie, « Au Burkina Faso, l'essor périlleux des milices villageoises face aux djihadistes », *op. cit.*, [En ligne] :< https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/au-burkina-faso-l-essor-perilleux-des-milices-villageoises-face-aux-djihadistes_6059406_3212.html>. (Consulté le 12 juin 2021).
[164] International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *op. cit.*, p.24.
[165] DOUCE, Sophie, « Au Burkina Faso, l'essor périlleux des milices villageoises face aux djihadistes », *op. cit.*, [En ligne] :< https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/au-burkina-faso-l-essor-perilleux-des-milices-villageoises-face-aux-djihadistes_6059406_3212.html>. (Consulté le 12 juin 2021).
[166] OUEDRAOGO, Mathieu, « Impact des changements climatiques sur les revenus agricoles au Burkina Faso », *journal of Agricolture and Environment for International Development*, vol. 106, no. 1, Università degli Studi di Firenze, 2012, p.4.

Ces activités rurales sont essentielles pour le pays, celles-ci contribuant à près de 40% du PIB avec 25% pour l'agriculture et 12% pour l'élevage. De plus, 30% de la superficie du pays représente les zones cultivables soient 9 millions d'hectares dont seulement la moitié sera utilisée annuellement. Ces zones cultivables seront principalement utilisées pour la culture de céréales notamment pour le sorgho, le mil, le maïs, le riz et le fonio, avec 77% des superficies cultivables entre 2001 et 2010. Ensuite, elles seront utilisées pour les légumineuses et les tubercules avec environ 3% de la superficie cultivable utilisée. Mais également près de 20% des zones seront utilisées pour la culture de rente, c'est-à-dire, pour le coton, le sésame, l'arachide et le soja. Cette agriculture repose principalement sur un système pluvial, il n'y a que très peu de culture irriguée. Elle est, par conséquence, dépendante du climat et des précipitations.[167]

A. Les systèmes agricoles et le climat sahélien

Historiquement, les systèmes agricoles sahéliens ont pu s'adapter aux conditions climatiques peu favorables grâce à l'abondance de terres disponibles et d'une faible densité de populations. En effet, grâce à ces éléments, il a été possible de mettre en place de l'agriculture extensive avec des longues jachères.[168]

Une étude menée par Ouédraogo et al., se penche sur l'impact des changements climatiques sur l'agriculture au Burkina Faso. Dans celle-ci, ils ont pu montrer que le lien entre les revenus de l'agriculture et le climat est non linéaire. De plus, celle-ci montre l'importance des précipitations pour l'agriculture au Burkina Faso. En effet, une augmentation de 1% de celles-ci entraînent une hausse de 14,7% des revenus. A l'inverse, une hausse de 1% des températures poussera à une baisse de 3,6% des revenus.[169] Or, déjà en 2016, lors d'une étude menée dans le village de Bourasso dans la province de Kossi, deux tiers des ménages n'avaient pas un rendement suffisant, à causes des précipitations, pour se nourrir correctement, mettant en avant l'importance de celle-ci sur l'agriculture.[170]

Nous pouvons observer l'importance des précipitations au Burkina Faso mais également pour la région sahélienne de celui-ci. En effet, un déficit pluviométrique pour cette zone du pays est fortement dommageable pour l'agriculture. Enfin, ceux-ci doivent faire preuve d'adaptation pour maintenir la

[167] *Ibidem*. p.6.
[168] MAY, John F., GUENGANT, Jean-Pierre, « Les défis démographiques des pays sahéliens. » *Etudes (Paris. 1897)*, n°6, S.E.R, 2014, p.26.
[169] *Ibidem*. pp.15-17.
[170] SORGHO, Raissa, et al., «NUTRItion and CLIMate (NUTRICLIM): investigating the relationship between climate variables and childhood malnutrition through agriculture, an exploratory study in Burkina Faso», *Public Health Reviews*, vol.31, n°1, 2016, p.3.

production agricole, notamment via l'irrigation et d'autres innovations technologiques qui pourraient endiguer un déclin de la production agricole.[171]

B. Les systèmes pastoraux et le climat sahélien

L'élevage, lui, représente près de 40% du PIB agricole et 15% du PIB total des pays du Sahel. Dans celui-ci, le système pastoral ressort avec comme moyen la transhumance, c'est-à-dire, la migration saisonnière et régionale du bétail entre les pâturages d'hiver et d'été. Elle a pour but d'optimiser le choix des plantes broutées par son bétail. De plus, elle constitue une pratique d'adaptation aux changements climatiques. En effet, le déplacement des troupeaux permet de s'adapter aux conditions et de réduire les risques de dégradations de la végétation et des sols. Le Sahel ayant un climat composé d'une alternance entre une brève saison des pluies de juin à septembre et d'une longue période sèche d'octobre à mai, mais également de précipitations avec des quantités variables et une hétérogénéité spatiale.[172]

Néanmoins, cette pratique est obstruée par l'augmentation des cultures et des infrastructures mais également par des facteurs socio-économiques, comme la privatisation des terres ou encore l'insécurité. En effet, la mobilité du bétail est entravée par la diminution et la division des espaces pastoraux. Il est observé une augmentation de 2% par an en moyenne des terres cultivées, en réponse à l'expansion démographique. En plus de cela, il y a un phénomène de privatisation des terres.[173] Enfin, si nous ajoutons l'insécurité croissante dans la région du Sahel, les déplacements de transhumance sont devenus trop dangereux. [174]

En revanche, une politique de sédentarisation est mise en place et est présentée comme un processus moderne et sécurisé. Malheureusement, la variation du climat et des précipitations avec des forts orages et de longue période sèche en saison des pluies rend la sédentarisation de l'élevage non viable sans avoir recours à des aliments agroalimentaires pour le bétail, le pâturage n'étant pas suffisant. Cette

---

[171] OUEDRAOGO, Mathieu, « Impact des changements climatiques sur les revenus agricoles au Burkina Faso », *op. cit.*., pp.17-18.

[172] HIERNAUX, Pierre, DIAWARA, Mamadou Oumar, ASSOUMA, Mohamed Habibou, « Au Sahel, maintenir l'élevage pastoral pour s'adapter au changement climatique » *Le Monde Afrique*, 2018, [En ligne] : < https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/26/au-sahel-maintenir-l-elevage-pastoral-pour-s-adapter-au-changement-climatique_5388932_3212.html>. (Consulté le 19 juin 2021).

[173] HELLENDORFF, Bruno, « Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel », *Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité GRIP*, 2012, pp.7-8.

[174] HIERNAUX, Pierre, DIAWARA, Mamadou Oumar, ASSOUMA, Mohamed Habibou, « Au Sahel, maintenir l'élevage pastoral pour s'adapter au changement climatique » *op. cit.*, [En ligne] : < https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/26/au-sahel-maintenir-l-elevage-pastoral-pour-s-adapter-au-changement-climatique_5388932_3212.html>. (Consulté le 19 juin 2021).

alimentation industrielle diminue la rentabilité de l'élevage. Dès lors, la sédentarisation aura un impact sur l'environnement avec des risques de surcharge.[175]

Il faut noter que pour les éleveurs, l'activité n'est pas uniquement économique mais également une partie de leur culture, notamment pour l'ethnie Peul, qui est le groupe ethnique d'éleveurs le plus important.[176]

C. Les conflits agro-pastoraux

Nous observons en Afrique de l'Ouest et au Sahel une augmentation non linéaire des conflits impliquant des éleveurs et des agriculteurs. En effet, la compétition pour l'accès aux terres, à l'eau et à la nourriture, accompagnée de facteurs politiques et socio-économiques liés à l'accès aux ressources créent des conflits. De plus, ces conflits apparaissent de manière plus importante dans des zones déjà instables.[177] Les stratégies d'adaptation des populations locales ont su les maintenir à flot face aux changements climatiques mais avec une augmentation progressive de ceux-ci, ces stratégies d'adaptation pourraient se montrer insuffisantes à cause de facteurs socio-économiques.[178]

Nous pouvons observer à l'origine de ces conflits, des tensions communautaires pouvant être instrumentalisées via des ligne ethniques ou religieuse.[179] A cela, nous pouvons observer depuis la colonisation, une gestion des ressources pyramidale et centralisée. De ce fait, les politiques publiques en matière foncières et agricoles se sont éloignées de leurs contextes locaux et des pratiques qui les régit vers une politique d'augmentation de rendement et une concentration sur des cultures particulières afin de répondre aux besoins de l'Etat. Ces éléments d'intégrations aux marchés mondiaux, de privatisation de ressources partagées, de marginalisation des populations transhumantes ont accentué une distance entre les communautés sédentaires et transhumantes.[180]

Comme explicité ci-dessus, la question des variations climatiques, potentiellement, accentuées par les changements climatiques, joue un rôle primordial dans les activités rurales au Sahel, notamment pour les éleveurs, poussant ceux-ci à s'adapter à ces conditions. A cela, la violence des groupes terroristes et autres groupes armés accentue les tensions en lien avec le pastoralisme. En effet, nous pouvons observer

[175] *Ibidem*.
[176] Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS), « Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une coexistence pacifique », *UNOWAS*, 2018, p.13
[177] *Ibidem.* p.12.
[178] HELLENDORFF, Bruno, « Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel », *op. cit.*, p.1.
[179] *Ibidem*. p.10.
[180] HELLENDORFF, Bruno, « Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel », *op. cit.*, pp.7-8.

des vols de bétails et de cultures, en plus, de la violence directe sur les populations vivant de l'élevage et de l'agriculture, provoquant de la migration.[181]

De plus, au fils des années, il y a une augmentation de la surface des terres cultivées alors qu'à l'inverse, les zones de pâturages, elles, diminuent. Ce phénomène est due, en partie, à un problème foncier. En effet, les éleveurs possèdent rarement les terres à titre collectif ou individuel et ceux-ci comptent sur un accès à des zones de pâturages et à l'eau comme une ressource commune via des accords avec les communautés locales. Ces terres de passage, sur lesquels les éleveurs comptent, peuvent être utilisées à d'autres fins comme l'agriculture. Dès lors, cela pousse ceux-ci à quitter le Sahel vers d'autres zones. Nous observons donc, un problème de gestion des terres et des ressources en eau pour les éleveurs et les agriculteurs. Or, il semblerait que la résolution de ce problème soit compromise par un soutien faible des Etats, l'insécurité ambiante et un droit à l'accès aux ressources limités.[182]

En effet, l'insécurité foncière est liée à l'idée que la pression grandissante sur la terre, due à une croissance démographique, créerait des problèmes de droits fonciers, qui eux, sont à la source de conflit de ressources. Dès lors, l'objectif d'officialiser les contrats fonciers locaux aurait pour but d'avoir un usage plus rationnel des ressources, mettant ainsi, au centre de la question foncière la rareté des ressources. Néanmoins, il semblerait, selon des études, que le rapport entre croissance démographique, environnement et production ne soit pas toujours linéaire. De ce fait, se focaliser uniquement sur la question de l'accès aux ressources tend à oublier les autres éléments liés à la question foncière comme les inégalités sociales, les jeux de pouvoir ou encore l'importance des contextes locaux, notamment dans la gestion des terres par les communautés locales.[183]

De plus, une étude comparative des conflits entre fermiers et bergers, au Burkina Faso et au Cameroun, met en évidence que l'intensité des conflits ne résulte pas de la disponibilité ou l'indisponibilité des ressources mais d'avantage d'une logique différente de la notion de partage du territoire venant de l'héritage colonial.[184]

Cependant, au Burkina Faso, les violences entre agriculteurs et éleveurs restent relativement rares.[185] Cet élément confirmé par Muriel Côte : « *Les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ce n'est pas ce qui est le plus présent dans les médias en ce moment. C'est vrai qu'il y en a, il y en a toujours eu des conflits entre éleveurs et agriculteurs mais je n'ai pas l'impression que ça soit les conflits qui soient le plus en*

[181] *Ibidem*. p.14.
[182] Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS), « Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une coexistence pacifique », *op. cit.*, pp. 13-14.
[183] CÔTE, Muriel, « Résister à la nouvelle course pour la terre. Vers une « écologie politique » de la question de la terre au Sahel », *Écologie & politique*, vol. 42, no. 2, 2011, p.85.
[184] *Ibidem*. p.87.
[185] Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS), « Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une coexistence pacifique », *op. cit.*, p.24.

augmentation en ce moment. »[186] Malgré cela, il existe une forte pression sur les terres, l'eau et les moyens de subsistances rurales. De ce fait, une partie des éleveurs ont migré vers d'autres pays voisins du Sud, créant une pression importante sur les terres de ces pays. Nous pouvons observer un problème principal d'accès aux ressources naturelles au Burkina Faso.[187]

Au Burkina Faso, l'ethnie Peul constitue le plus grand groupe d'éleveurs, mais il y a également les Mossi et d'autres groupes qui élèvent du bétail comme agro-éleveurs. Ceux-ci pratiquent, en général, une transhumance transfrontalière et interne. Dès lors, lors des saisons sèches, les éleveurs se déplacent vers le sud et remontent vers le nord lors du début des saisons des pluies. Néanmoins, il semblerait que la période de transhumance augmente dans la durée à cause de la rareté des zones de pâturages et de l'eau.[188] La politique locale et nationale influence sur l'intensité des conflits impliquant les éleveurs. En effet : « *c'est quand l'État fait montre d'un fort préjugé envers un groupe, pratique l'exclusion, ou néglige la population rurale, que surviennent les conflits* »[189]. Or comme nous avons pu l'observer plutôt, l'ethnie Peul est sujette à une discrimination par les forces de sécurité de l'Etat.[190] De plus, Muriel Côte reviendra sur l'ethnie Peul dans les conflits agro-pastoraux, notamment sur l'idée de la marginalisation de cette ethnie : « *il y a une marginalisation des Peuls et donc, les personnes qui se considèrent plus agriculteurs vont avoir tendance à s'éloigner un peu plus. De par mon expérience, en parlant avec des amis qui sont dans le Yatenga, qui s'éloignent un peu plus de leurs voisins Peuls. Il y a eu des collaborations pendant un certain temps, maintenant, il y en a un peu moins, mais tout cela est due à la situation sécuritaire, j'ai l'impression, au fait qu'on va associer les peuls comme étant de mèche avec les groupes qui génèrent les attaques terroristes (soi-disant islamistes).* »[191]

Ces conflits sont avant tout des conflits sociaux portant, néanmoins, une dynamique environnementale. En effet, ces tensions ne datent pas des modifications climatiques mais depuis que ces deux activités se superposent durant la saison des pluies. De plus, « *Ils expriment les dissensions qui peuvent exister au sein de groupes sociaux trop souvent perçus comme homogènes et questionnent ainsi la vision des « communautés » et « institutions » sahéliennes en tant qu'unités sociales isotropes. Ils mettent en scène le jeu « micropolitique » entourant l'accès aux ressources locales. Plus que les symptômes d'un manquement ou d'une faiblesse des institutions reconnues ou mises en place par les autorités étatiques, ils sont la manifestation des jeux de pouvoir qui se déroulent en leur sein* ».[192] Dans cette optique, le

[186] Entretien réalisé avec Muriel Côte le 16/07/2021, p.69.
[187] Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS), « Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une coexistence pacifique », *op. cit.*, p.24.
[188] *Ibidem.* p.24.
[189] *Ibidem*. p.14-15.
[190] Voir chapitre : Les conflits communautaires, pp. 31-37.
[191] Entretien réalisé avec Muriel Côte le 16/07/2021, p.69.
[192] HELLENDORFF, Bruno, « Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel », *op. cit.*, p.13.

climat joue d'avantage un rôle contextuel et non de déclencheur. Malgré cela, la crainte reste que les changements climatiques accentuent les tensions déjà présentes, notamment via les migrations.[193]

7. Démographie

A. La croissance démographique et son impact sur les conflits

Comme explicité ci-dessus, la question de la désertification s'accompagne d'éléments anthropiques comme, notamment, la croissance démographique. Or, nous pouvons observer depuis 1950 que la population sahélienne a été multipliée par quatre et pourrait attendre en 2050 près de 187 millions d'habitants, soit 12 fois plus qu'en 1950.[194]

Figure 5: Les indicateurs démographiques clés des pays du Sahel, 2014.[195]

PAYS	POPULATIONS (EN MILLIONS)	TAUX ANNUEL D'ACCROISSEMENT (%)	DENSITÉ DE POPULATION (PERSONNES PAR KM²)	INDICE SYNTHÉTIQUE DE FÉCONDITÉ (NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME)
Burkina Faso	17,9	3,1	65	5,9
Tchad	13,3	3,3	10	6,6
Érythrée	6,5	2,6	56	4,7
Gambie	1,9	3,1	169	5,6
Guinée Bissau	1,7	2,5	48	5,0
Mali	15,9	2,9	13	6,1
Mauritanie	4,0	2,6	4	4,1
Niger	18,2	3,9	14	7,6
Sénégal	13,9	3,2	71	5,3
Soudan	38,8	2,5	21	5,2

Note : Le Soudan ne comprend pas le Sud Soudan.

Le taux d'accroissement démographique nous montre que la population va augmenter jusqu'à un moment où la région ne sera plus capable d'accueillir autant de populations.[196] De plus, comme nous avons pu l'observer, si les températures continuent d'augmenter et que les précipitations, elles, continuent de diminuer, les résultats sur la production agricole seraient destructeurs pour ces

[193] *Ibidem*. p.14
[194] OZER, Pierre, et al. « Désertification au Sahel : historique et perspectives. », *op. cit.*, p. 75.
[195] Population Reference Bureau, *prb.org*, « Défis démographiques au Sahel », 2015, [En ligne] :< https://www.prb.org/resources/defis-demographiques-du-sahel/>. (Consulté le 18 juin 2021).
[196] *Ibidem.*

populations.[197] Dès lors, la croissance démographique devient un stress anthropique supplémentaire sur cette région, d'autant plus que cette région est déjà caractérisée par des problèmes de malnutrition et de pauvreté. En effet, la croissance démographique combinée aux changements climatiques pourrait faire décliner la production agricole de plus ou moins 13% au Burkina Faso.[198] Cette croissance va créer de la migration interne, un exode rural vers les villes, ce qui aura pour effet d'augmenter les stress sur les niveaux de la gestion de l'eau et du déboisement sur ces zones.[199]

Le surpâturage est une conséquence directe de la croissance démographique. En effet, nous pouvons observer une augmentation des cheptels dans toute la région du Sahel. Avec les différentes sécheresses que le Sahel avait subies, le nombre de têtes des cheptels avait fortement diminué mais après celles-ci, il y a eu un accroissement annuel moyen de 5,1% et ce, en l'absence de sécheresse extrême. En addition de cette augmentation des troupeaux, le fait que la surface d'approvisionnement se soit réduite par l'aridification des sols lors des sécheresses et le fait qu'il y ait eu une transformation de pâturages en zones de cultures, ont des résultats catastrophiques pour l'environnement. En effet, cela crée du surpâturage, ne laissant plus la place à la régénération des pâturages, provoquant par la suite l'érosion des sols.[200] En addition à cela, le système agraire a pu répondre à l'augmentation de la population en augmentant les surfaces cultivées mais pour cela, il a fallu supprimer la jachère permettant la régénération des sols, ce qui a poussé à l'érosion de ceux-ci et par après la désertification. Mais également à l'augmentation de conflits entre cultivateurs et éleveurs.[201] C'est, en effet, ce que M.Ozer confirmera en disant : « *On a de plus en plus d'élevages, donc il manque de plus en plus de parcours et on a de plus en plus d'agricultures donc il manque de plus en plus de terres agricoles mais à un moment ça a tendance à saturer tu vois ? Il fut une époque où tu cultivais deux années un champ et puis tu le laissais en jachères 4,5 ans et donc les terres se regénéraient. Maintenant les périodes de jachères sont quasi inexistantes et les sols ont tendance à se dégrader.* »[202]

[197] Voir les sous-chapitres : Les systèmes agricoles et le climat sahélien et les systèmes pastoraux et le climat sahélien, pp. 36-38.
[198]Population Reference Bureau, *prb.org*, « Défis démographiques au Sahel », *op. cit.*, [En ligne] :< https://www.prb.org/resources/defis-demographiques-du-sahel/>. (Consulté le 18 juin).
[199] OZER, Pierre, et al. « Désertification au Sahel : historique et perspectives. », *op. cit.*, pp. 75-76.
[200] *Ibidem*. pp.77-78
[201] MAY, John F., GUENGANT, Jean-Pierre, « Les défis démographiques des pays sahéliens. » *op. cit.*, p.27.
[202] Entretien avec Pierre Ozer réalisé le 25/07/2021, p.75.

8. Discussion

Dans ce chapitre, il sera question de discuter des différents éléments cités ci-dessus afin d'émettre des potentielles réponses à notre problématique. Celui-ci se déroulera en trois points principaux. Dans un premier temps, il sera question de discuter sur les questions problématiques climatiques et environnementales traitées précédemment qui touchent la région du Sahel burkinabè à savoir les mauvaises précipitations créant ainsi un phénomène de sécheresse et de désertification. Ensuite, nous nous pencherons sur une étude de cas, mettant en avant les liens entre les conflits étudiés et les dégradations environnementales et climatiques. Enfin, il sera question de s'interroger sur les liens entre les tensions et conflits récents au Burkina Faso énoncés précédemment et ses problèmes climatiques et environnementaux.

A. Remise en question de la désertification

Tout d'abord, nous pouvons nous interroger sur le phénomène de désertification qui serait due au réchauffement climatique. Depuis la fin des années 80, l'idée que la désertification généralisée au Sahel a été critiquée par de nombreuses études. En effet, il y a notamment une remise en question de la théorie de l'écologique d'équilibre. L'idée serait que la végétation des zones sèches varie en fonction des précipitations annuelles, du climat et non de l'utilisation de ces terres notamment via le nombre de bétails. A cela, nous pouvons ajouter que dans le Sahel de l'Afrique de l'Ouest, l'utilisation des pâturages par les éleveurs s'est adaptée à cette zone sèche et à ses changements saisonniers. En effet, ceux-ci sont en mouvement lors des saisons des pluies et donc n'exercent que peu de pressions sur la végétation.[203]

Malgré cela, le Sahel est fortement dépendant de ses précipitations. Dès lors, le réchauffement climatique et la chute de précipitations, sur le long terme, pourrait bel et bien entrainer une désertification. Mais il règne une incertitude sur les projections actuelles des précipitations et comment le changement climatique touchera le Sahel.[204] D'un côté, certains affirment que celui-ci deviendra de plus en plus sec, d'autres qu'il pourrait y avoir une augmentation des pluies. Néanmoins, il semblerait que le Sahel soit devenu plus vert au cours des 20 dernières années.[205]

Malgré cette critique de Benjamissen, nous observons tout de même une chute des précipitations et une augmentation des températures de manière générale au Sahel, même si, effectivement, il existe une

[203] BENJAMISSEN, Tor A., « Does Climate Change Lead to Conflicts in the Sahel? », *op. cit.*, p.105.
[204] *Ibidem*., IBRAHIM, Boubacar, et al. «Changes in rainfall regime over Burkina Faso under the climate change conditions simulated by 5 regional climate models», *op. cit.*, p.1363.
[205] BENJAMISSEN, Tor A., « Does Climate Change Lead to Conflicts in the Sahel? », *op. cit.*, p.105.

remontée des précipitations depuis la fin de la grande sécheresse, soit depuis la fin des années 1980. Il est nécessaire d'observer la question de la désertification au Sahel sur le long terme. Cette région a connu trois périodes de sécheresses au 20ième siècle, à savoir lors des années 1910, 1940 et lors de la grande sécheresse qui débuta en 1968[206]. Or comme l'affirme Benjamissen, le Sahel serait plus vert depuis une vingtaine d'années. En effet, depuis la fin des années 1980 et vers 2010, la tendance pluviométrique dessine que dans certaines zones, il y a un retour vers des normes de précipitations d'avant les années 1970. Malgré cela, cette amélioration serait le résultat, partiellement, d'une intensité des pluies plus importante et non d'une augmentation de la durée des saisons des pluies par rapport à des périodes de sécheresse.[207] D'autant plus que beaucoup de zones du Sahel n'ont pas retrouvés leurs précipitations annuelles d'avant 1950, comme le montre la station de Dori au Burkina Faso.[208] En effet, comme nous l'explique Pierre Ozer : « *on n'est ni dans une période de sécheresse, ni dans un retour à la normale comme quand a vécu avant les années 70. Pour moi, on est dans une situation instable, qui est différente encore de ce qu'on a connu de par le passé. […] Depuis les années 90, on a un retour à la normale des pluies lorsqu'on les observe de manière annuelle, donc, quand on prend les totaux annuels, […], ça remonte. Mais ce qu'on observe c'est qu'on a une différence extrêmement importante dans la distribution de ces précipitations, […]. La saison des pluies, telle qu'on peut l'utiliser de manière agronomique, elle est très instable, elle a tendance à commencer plus tard et elle a tendance à se terminer plutôt, parfois à la même période qu'avant. Donc la saison des pluies, utile pour l'agriculture, à tendance à se rétracter, avec des événements majeurs qui ponctuent la saison des pluies. Et donc là, on a un total pluviométrique qui tend à ressembler à ce qu'on avait dans les années 50, 60 mais la distribution des pluies est totalement aléatoire et elle n'est pas aussi bien répartie qu'auparavant, et donc, ça crée une illusion que tout va mieux par rapport aux années 70 et 80 – et ça va mieux, bien évidemment, mais en réalité ce n'est pas aussi optimum que dans les années 50, 60.* »[209] Donc, en réalité, ce que nous pouvons observer, c'est que même s'il y a une progression des précipitations par rapport à la dernière période de sécheresse, les pluies, ne tombent pas de la manière qu'auparavant, ne sont pas bien réparties créant ainsi l'illusion d'une reprise des précipitations aussi bonne qu'auparavant mais en réalité, elles ne le sont pas d'un point de vue agricole et, de plus, les saisons des pluies sont plus courtes.

[206] OZER, Pierre, et al. « Désertification au Sahel : historique et perspectives. » *op. cit.*, p. 71.
[207] *Ibidem*. p. 69.
[208] Voir le sous-chapitre : Etude des tendances climatiques au Burkina Faso de 1950 à 2013, pp.18-22.
[209] Entretien réalisé avec Pierre Ozer le 25/07/2021, p.74.

B. Sécheresse et conflit : deux études de cas au Sahel malien

Ensuite, revenons sur la problématique de la sécheresse et des conflits. Pour répondre à cette question, nous allons nous intéresser à deux cas d'études menés par Benjamissen, l'un étant un conflit entre agriculteur et éleveur au Mali et l'autre étant une rébellion touarègue au Mali également.

La première étude montre que la sécheresse a eu des impacts sur l'entente entre les différents acteurs intégrés dans cette situation. En effet, la sécheresse, en 1980, a eu un impact sur la perte de pâturage et sur la marginalisation des éleveurs provoquant des conflits entre éleveurs et agriculteurs. Si fin des années 80, il y a eu de nombreuses pluies, la situation ne s'est pas spécialement améliorée car la marginalisation économique et politique de l'espace pastoral et des pasteurs, elle, est restée. Dès lors, le problème, ici, réside dans la politique mise en place par l'Etat qui a conduit à cette marginalisation, le principal facteur de conflits autour de l'utilisation des terres est le facteur politique et économique plutôt que climatique.[210]

La seconde étude se penche sur une rébellion Touareg entre 1990 et 1996. Si certains expliquaient ce conflit via la désertification et la raréfaction des ressources naturelles, d'autres se méfient de ces liens. Or comme dit précédemment, il est observé une augmentation des précipitations lors des 20 dernières années, allant donc vers un verdissement relatif du Sahel. Dès lors, Benjamissen se penche sur l'histoire politique de cette partie du Sahel pour comprendre les dynamiques de conflits. Il a pu remarquer qu'après l'indépendance du Mali en 1960, il y a eu la mise en place d'une modernisation de l'agriculture forçant ceux-ci à se sédentariser. La conséquence de celle-ci, a été la transition de zones de pâturages humides lors de la saison sèche en rizière. En plus de ceci, une politique hostile s'est mise en place à l'encontre des populations Touaregs du Mali. Ceci créa un manque de sentiment d'appartenance à la nationalité malienne et a petit à petit poussé à des révoltes. S'ensuivent des occupations vécues comme militaires par les Touaregs.[211] Même si la question de la sécheresse des années 70-80 a joué un rôle, elle n'est pas celle entre climat et conflit. Ces sécheresses ont poussé à un déplacement de populations vers la Lybie et l'Algérie, où il y a eu de la radicalisation qui ensuite, pour certains, ont planifié un soulèvement au Mali. De plus, ces sécheresses ont eu pour résultat de recevoir de l'aide qui a été détournée en partie par des fonctionnaires du gouvernement. Dès lors, ici, c'est la question de la corruption qui est importante.[212] Avec ceci, des problèmes ethniques s'implantent et s'intensifient : d'un côté les Touaregs sont principalement pasteurs et leurs besoins entrent en contradiction avec les Songhaïs, une ethnie qui se focalise principalement sur les rizières. Mais la cause principale du soulèvement Touareg de 1990 est la politique de modernisation qui a marginalisé les nomades et a créé

[210] [210] BENJAMISSEN, Tor A., « Does Climate Change Lead to Conflicts in the Sahel? », *op. cit.*, pp.106-110.
[211] *Ibidem*. pp.110-111.
[212] *Ibidem*.p.112.

un sentiment de méfiance vis-à-vis de l'Etat. Encore une fois, ce sont les facteurs politiques qui sont les causes principales des conflits et les causes climatiques sont mineures selon cet auteur.[213]

Ici, ce que nous pouvons en tirer de ces deux études de cas, c'est l'idée que, comme la théorie l'indique[214], il faut comprendre le sujet dans son entièreté et il est nécessaire « *d'interroger d'autres facteurs que ceux de la raréfaction des ressources.* »[215] Mais néanmoins, il n'est pas dit que « *la raréfaction des ressources ne soient pas vraies ou n'est pas importantes dans les conflits mais que c'est un élément parmi d'autres*. »[216] Comme nous l'explique Muriel Côte. En effet, celle-ci continue en nous expliquant : « *Le changement climatique est réel, la désertification est réelle et elle a vraiment une incidence sur les dynamiques sociales, il ne faut pas oublier ça non plus. […] La pluie tombe moins bien ou elle tombe bizarrement, la chaleur augmente, les zones dénudées augmentent aussi. Tout ça c'est bien réel, la question c'est de savoir comment on comprend le changement climatique ? Est-ce qu'on le comprend à travers l'expansion des champs des africains parce qu'ils sont de plus en plus nombreux, parce qu'ils coupent les arbres, etc. ? Ou est-ce qu'on le comprend dans une dynamique un peu plus large […].* »[217]

De plus, Pierre Ozer nous expliquait que : « *On a différentes strates, qui interagissent les unes avec les autres, qui font en sorte qu'un système résiliant peut être mis à mal par des stress, on va dire, extérieurs comme le climat par exemple. Donc, le climat, sauf dans des conditions vraiment extrêmes, peut être isolé comme étant un facteur majeur de conflits mais de toute manière, il faut qu'il y ait un terrain qui soit favorable à cela. Ce terrain favorable c'est quoi ? C'est le fait qu'il n'y ait plus de résilience possible. Il y a plusieurs zones dans le Sahel que ça soit au Burkina, au Mali ou ailleurs, où finalement on est arrivé un peu au bout des stratégies d'adaptation. Et donc, à ce moment-là quand le système est super tendu, une petite perturbation climatique peut engendrer un problème majeur, tout comme une petite perturbation sociale ou le Covid qui passe par là, n'importe quelle perturbation peut ruiner le système.* »[218].

La réflexion de Benjamissen s'inscrit dans une logique d'écologie politique, où il faut étudier notre sujet dans son ensemble via différentes disciplines : sociale, environnementale et politique. En effet, lorsque nous éludons ces autres aspects, nous passons outre une partie de la réalité qui englobe notre sujet.

[213] *Ibidem*.
[214] Voir chapitre : Les conflits, le climat et l'environnement dans la littérature, pp.11-17.
[215] Entretien réalisé avec Muriel Côte le 17/07/2021, p.72.
[216] *Ibidem*.
[217] *Ibidem*. p.73.
[218] Entretien réalisé avec Pierre Ozer le 25/07/2021, p.77.

C. Eléments de conflits actuels et réalité climatique et environnementale du Sahel burkinabè

Dans ce point, il sera question de mettre en lien les éléments de conflits actuels qui touchent la région du Sahel burkinabè et leurs liens avec la réalité climatique et environnementale qui touche cette région.

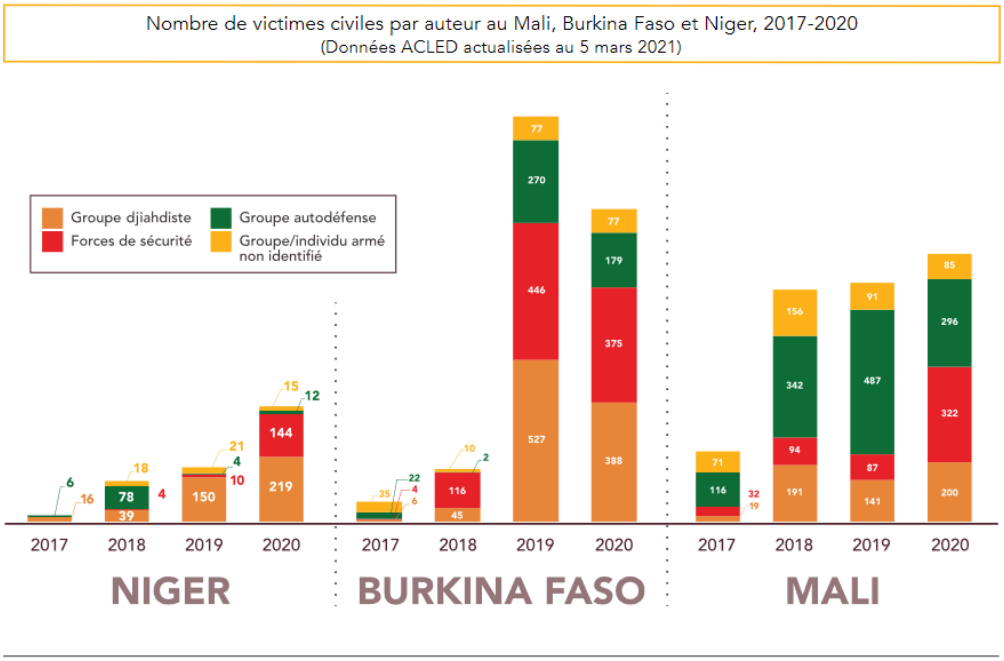
Avant cela, nous avons pu observer que le Burkina Faso était un pays considéré comme peu traversé par des conflits armés.[219] Et ce malgré, les différentes sécheresses dont il a due faire face. En effet, lors des années 1910, 1940 et en 1968 le Burkina Faso a été frappé par des périodes de sécheresse.[220] Or, lors de ces périodes, il a été difficile de trouver dans la littérature des éléments de conflits armés dans la région.

Néanmoins, cet argument étant trop faible pour tirer une quelconque conclusion, nous avons développé trois types de conflits qui traversent le Burkina Faso : les conflits liés à la présence de groupes considérés comme « terroristes » par l'Etat burkinabè, les conflits liés aux ethnies, principalement Peul et Mossi et les conflits agro-pastoraux.

A première vue, seuls les conflits agro-pastoraux ont un lien direct avec l'environnement, du fait de la dépendance de ces acteurs envers les précipitations et les sols. Néanmoins, comme nous l'indique la littérature, les conflits entre agriculteurs et éleveurs restent peu nombreux au Burkina Faso.[221] D'autant plus que lorsque nous observons le graphique ci-dessous, nous pouvons observer que la majorité des victimes civiles sont causées par les groupes de force de sécurité, les groupes dit « djihadistes » et les groupes d'autodéfense.

[219] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, p.22.
[220] OZER, Pierre, et al. « Désertification au Sahel : historique et perspectives. » *op. cit.*, p. 71
[221] Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS), « Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une coexistence pacifique », *op. cit.*, p.24.

Figure 6: Nombre de victimes civiles par autour au Mali, Burkina Faso et Niger, 2017-2020.[222]



Néanmoins, comme dit précédemment, les agriculteurs et les éleveurs sont dépendants du climat et de l'environnement.[223] Dès lors, un déficit pluviométrique peut se montrer comme un facteur de stress supplémentaire dans la création de tensions ou de conflits. En effet, Pierre Ozer nous explique que : « *Quand tu as un incident climatique quelconque, imaginons un déficit pluviométrique, […] les conséquences que ça risque d'avoir sont beaucoup plus importantes que par le passé. Pourquoi ? Parce qu'en fait, on a une demande plus importante sur les ressources naturelles, que ça soit l'eau, la terre ou les ressources en pâturage et donc, un moment, lorsque que tu n'as plus de pâturages, cela engendre des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs.* »[224]. Malgré cette possibilité d'accentuation de tension, cela ne signifie pas pour autant que le climat et l'environnement jouent le rôle de déclencheur dans ces conflits. En effet, comme nous avons pu l'observer précédemment, les facteurs sont surtout socio-politiques.[225]

Ensuite, pour ce qui est des conflits en lien avec les groupes dit « terroristes », nous n'avons pas pu trouver de lien direct avec la question de l'environnement ou du climat. Outre le fait, que ces groupes jouent sur les tensions et les conflits déjà existants pour créer une sympathie envers les groupes ethniques marginalisés à l'instar des Peuls. En effet, ces conflits trouveraient plus leur source dans des éléments de gouvernance, que ça soit dans une réponse uniquement violente, créant plus d'insécurité ou par une

[222] Recommandations de la Coalition citoyenne pour le Sahel, « Sahel : Ce qui doit changer : pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations », 2021, p.9.
[223] OUEDRAOGO, Mathieu, « Impact des changements climatiques sur les revenus agricoles au Burkina Faso », *op. cit.*, p.4.
[224] Entretien réalisé avec Pierre Ozer le 25/07/2021, p.75.
[225] Voir chapitre : les conflits agro-pastoraux, pp. 40-43.

réponse via un ciblage communautaire à l'encontre des Peuls. Néanmoins ces violences semblent être liées à des questions communautaires et insurrectionnelles et non environnementales ou climatiques.[226]

De plus, les conflits ethniques, eux aussi, ne sont pas réellement en lien avec la question du climat ou de l'environnement dans la région du Sahel burkinabè mais résultent principalement de facteurs socio-politiques. En effet, outre la question de la stigmatisation des Peuls qui est une ethnie principalement d'éleveurs, il n'y a pas réellement de lien direct avec la question du climat et de l'environnement dans l'influence dans cette hausse de conflits. La hausse des conflits, ici, résident plus dans les rapports entre les différentes communautés et ces tensions sont accentués par la question de l'insécurité ambiante frappant la région du Sahel. Cela se traduit, notamment, par la proximité présumée des Peuls et des groupes considérés comme « terroristes » ou également par la violence des forces de sécurité contre cette communauté mais aussi par la place que l'Etat a laissé aux groupes d'autodéfense.[227] Néanmoins, la stigmatisation des Peuls pourrait jouer un rôle dans l'augmentation des conflits sur base du prisme éleveurs-agriculteurs.

Enfin, pour ce qui est de la question de la démographie et de l'accès aux ressources. Nous avons pu observer que la croissance démographique au Sahel peut être un stress supplémentaire sur les terres et sur les ressources. Celui-ci combiné avec des mauvaises précipitations et une augmentation de la température pourrait se montrer catastrophique pour les productions agricoles. Ces éléments peuvent jouer un rôle de facteurs aggravant pour les conflits agro-pastoraux.[228] Néanmoins, cela ne signifie pas pour autant que l'augmentation démographique va jouer un rôle de déclenchement de conflits. Muriel Côte nous expliquera qu'elle a commencé son doctorat sur l'hypothèse : « *que la pression démographique mènerait aux conflits.* »[229] Or, elle a remarqué qu'il y avait plus de conflits, lors de son étude, au Sud du pays alors que la région du Nord était plus peuplée. De ce fait, pour elle, « *la pression démographique n'est pas suffisante pour expliquer l'émergence des conflits autour de la terre.* »[230] Ici, l'idée n'est pas de dire que la démographie ne joue pas un rôle mais que celle-ci, seule, n'est pas suffisante pour expliquer l'émergence des conflits.

De manière générale, nous pouvons observer que l'environnement et le climat ne jouent pas un rôle de déclencheur principal dans nos conflits, voire pas du tout dans certains cas. Mais celui-ci peut être un élément supplémentaire. Pierre Ozer résumera la situation au Nord du Burkina Faso comme telle : « *tu as tout le Nord qui est maintenant complétement déserté par les forces armées, donc tu as les hooligans, qu'on dit qu'ils sont des terroristes, […], bref, tu as des tensions là-bas, et pourquoi elles peuvent voir*

[226] Voir chapitre : Le terrorisme au Sahel, pp. 27-31.
[227] Voir chapitre : Les conflits communautaires, pp. 31-37.
[228] Voir chapitre : Démographie, pp. 43-45.
[229] Entretien réalisé avec Muriel Côte le 17/07/2021, p.69.
[230] *Ibidem*. p.70

le jour, simplement parce que tu n'as plus d'ordre, il n'y a plus aucune stabilité, le système est devenu extrêmement instable. Et donc si tu as une perturbation pluviométrique, si quelqu'un perd tous son cheptel, et qu'on lui dit en échange tu auras des armes, tu pourras bouffer, eh bien, il prendra les armes. C'est simpliste ce que je dis mais c'est malheureusement la réalité de terrain. Le terreau devient extrêmement fertile pour le développement de ces conflits et n'importe quelle perturbation peut engendrer des conséquences monstrueuses. »[231] Cet élément nous montre que les perturbations climatiques et environnementales peuvent jouer un rôle d'accentuation dans des situations déjà précaires.

9. Conclusion

Pour conclure, nous avons tenté de répondre à notre question de recherche qui était : « Est-ce que les problèmes climatiques et environnementaux au Sahel burkinabè sont responsables de la hausse de conflits que connaît cette région actuellement ? » Pour cela, nous avons dans un premier temps réalisé un état de l'art sur deux approches qui traitent de notre question, qui sont la sécurité environnementale et l'écologie politique. Dans cet état de l'art, nous avons également traité la question du lien entre climat, changement climatique, environnement et déclenchement de conflits. Dans cette littérature, nous avons pu observer qu'il est difficile de dire que ces facteurs peuvent jouer un rôle de déclencheur dans les conflits. En effet, les conflits étant multi-dimensionnels, il faut avoir une compréhension complète des éléments constitutifs, des acteurs et du contexte du conflit afin d'y comprendre les éléments de celui-ci.

Ensuite, nous avons réalisé une méthodologie en nous basant sur notre état de l'art. Nous avons choisi de suivre le prisme de l'approche de l'écologie politique, en nous penchant sur différents aspects de la situation au Burkina Faso, notamment sur les éléments politiques et sociaux de celui-ci. De plus, nous avons réalisé deux entretiens avec des experts sur la situation climatique et environnementale, au Sahel et sur la gestion du territoire au Burkina Faso.

Après ceci, nous avons suivi notre méthodologie, en réalisant, dans un premier temps, un historique du climat au Burkina Faso et sur la question de la désertification. Dans un second temps, nous avons réalisé un historique des conflits traversant le Burkina Faso actuel, en nous attardant sur la question des groupes dit « terroristes », des conflits communautaires, mais aussi des conflits agro-pastoraux. Ensuite, nous nous sommes penchés sur la question de la croissance démographique qui est un élément susceptible d'accroître le risque de conflits, notamment en rapport avec l'accès aux ressources et les déplacements de populations qui pourraient créer des conflits en mettant en relation différentes populations.

[231] Entretien réalisé avec Pierre Ozer le 25/07/2021, p.78.

Enfin, nous avons tenté de discuter des différents éléments observés lors de ce travail. Dans un premier temps, nous nous sommes attardés sur la question de la désertification au Sahel burkinabè. En effet, la hausse récente de précipitations présageait une fin de sécheresse, or il semblerait que la question des précipitations au Sahel est complexe et que les précipitations, même si la situation reste meilleure que lors de la dernière sécheresse, sont toujours préoccupantes. Ensuite, nous nous sommes intéressés en particulier à un article de Benjamissen qui prenait deux études de cas au Sahel malien afin d'expliciter que le climat à lui seul, n'est pas un élément suffisamment complet pour expliquer un conflit. En effet, celui-ci présentait des éléments historiques et socio-politiques pour expliquer les raisons principales de ces conflits. Après ceci, nous avons terminé en mettant en lien nos éléments de conflits et la réalité climatique et environnementale du Burkina Faso. Dans celui-ci, nous avons pu observer que les principaux éléments de conflits qui traversent actuellement le Sahel burkinabè ne sont pas directement liés à ces éléments mais sont plus en lien avec des éléments socio-politiques. Outre la question des conflits agro-pastoraux qui relèvent d'éléments environnementaux mais également des éléments socio-politiques. Néanmoins, ces conflits restent mineurs dans l'augmentation inquiétante dont le Sahel burkinabè fait fasse aujourd'hui.

A travers ces éléments, nous pouvons conclure qu'il est très difficile d'émettre une corrélation concrète entre problèmes climatiques et environnementaux et hausses des conflits au Burkina Faso. En effet, il ressort que les principaux éléments de conflits sont d'ordre socio-politiques que ce soit pour les conflits en lien avec le « terrorisme », les conflits ethniques ou encore les conflits agro-pastoraux. Néanmoins, la question climatique et environnementale peut jouer un rôle d'influence, notamment, dans l'accès aux ressources, principalement dans les conflits agro-pastoraux. De plus, la dégradation climatique et environnementale, qui se montre bien **réelle** dans la région, est un élément de précarité supplémentaire pour ces populations qui souffrent déjà de ces conflits. La pression démographique croissante et les prévisions du GIEC pourraient être des éléments aggravant de plus en plus la situation déjà précaire de ces populations.

10. Bibliographie

Ouvrage :

- BROADUS, J. M., VARTANOV, R. V., *The Oceans and Environnemental Security: Shared U.S. and Russian Perspectives*, Island Press, Washington et Covelo, 1994, p. 1797.

-LE PRESTRE, P. G., *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*., Paris, Armand Colin, 2005, pp. 1106-1108.

- SERFATI, C., *Une économie politique de la sécurité*, KARTHALA Editions, 2009, p.336.

- TERTRAIS, B., « Chapitre 3. Un mythe moderne », *Les guerres du climat. Contre-enquête sur un mythe moderne*, sous la direction de Tertrais Bruno. C.N.R.S. Editions, 2016, pp. 39-44.

- WELZER, H., *Les guerres du climat. Pourquoi on tue au XXIè siècle*, Paris, Gallimard, 2009, p.448.

Article scientifique :

- ANTIL, A., « Violence sans fin au Sahel », *Études*, n°9, 2020, pp.19-30

- AIGUO, D., et al., «The recent Sahel drought is real», *International Journal of Climatology*, vol.24, n°11, 2004, pp. 1323–1331.

- BENJAMISSEN, T. A., « Does Climate Change Lead to Conflicts in the Sahel? », *Springer Berlin Heidelberg*, 2016, pp. 99–116.

- BUHAUG, H., «Climate–conflict research: some reflections on the way forward», *WIREs Clim Change*, vol. 6, 2015, pp.269-275.

- BURKE, M., HSIANG, S.S., MIGUEL, E., «Climate and Conflict», *Annual Review of Economics*, Vol. 7, n°1, 2015, pp. 577–617

- CHARBONNEAU, B., « De Serval à Barkhane : les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel », *Les Temps Modernes*, vol. 693-694, n°2, 2017, pp.322–340.

- CHOULI, L., « L'insurrection populaire et la Transition au Burkina Faso », *Review of African Political Economy*, vol.42, n°143, 2015, pp. 148-155

- CÔTE, M., « Résister à la nouvelle course pour la terre. Vers une « écologie politique » de la question de la terre au Sahel », *Écologie & politique*, vol. 42, no. 2, 2011, pp.81-92.

- DE LONGUEVILLE, F. et al., « Long-Term Analysis of Rainfall and Temperature Data in Burkina Faso (1950-2013): LONG-TERM ANALYSIS OF CLIMATE DATA IN BURKINA FASO (1950-2013). », *International Journal of Climatology*, vol. 36, no. 13, 2016, pp. 4393-4405.

- EPULE, T. E., et al. « Climate Change Adaptation in the Sahel. » *Environmental Science & Policy*, vol. 75, *Elsevier Ltd*, 2017, pp. 121-137.

- HELLENDORFF, B., « Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel », *Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité GRIP*, 2012, pp.1-14.

- IBRAHIM, B., et al. «Changes in rainfall regime over Burkina Faso under the climate change conditions simulated by 5 regional climate models», *Climate Dynamics*, vol. 42, no. 5, Springer Berlin Heidelberg, 2014, pp. 1363–1381.

- MAY, J. F., GUENGANT, J. P., « Les défis démographiques des pays sahéliens. » *Etudes (Paris. 1897)*, n°6, S.E.R, 2014, pp. 19–30.

- MORTIMORE, M., «Adapting to drought in the Sahel: lessons for climate change», *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 2010, pp. 134-143.

- NEL, P, RIGHARTS, M, « Natural disasters and the risk of violent civil conflict », *International Studies Quaterly*, 52, 2008, pp.159–185.

- OLE MAGNUS, T., « Climate Change and Violence: Insights from Political Science », *Current climate Change Reports*, Springer, 2017, p.210–221.

- OMELICHEV, M.Y., « Natural disasters: triggers of political instability? », *International Interactions*, 37, 2011, pp. 441–465.

- OUEDRAOGO, M., « Impact des changements climatiques sur les revenus agricoles au Burkina Faso », *journal of Agricolture and Environment for International Development*, vol. 106, no. 1, Università degli Studi di Firenze, 2012, pp. 3–21.

- OZER, P., et al. « Désertification au Sahel : historique et perspectives. » *BSGLg*, Université de Liège, 2010, pp. 69-84.

- SELBY, Jan, « Climate change and the Syrian civil war revisited. », *Political Geography*, 2017, pp.232-244.

- SORGHO, R., et al., «NUTRItion and CLIMate (NUTRICLIM): investigating the relationship between climate variables and childhood malnutrition through agriculture, an exploratory study in Burkina Faso», *Public Health Reviews*, vol.31, n°1, 2016, pp.16–16

- PETERS, KATIE, et al. « Climate change, conflict and fragility: information and analysis to support programme design scoping for the climate and resilience framework programme. », *CLARE*, 2020, pp.1-134.

- VENUGOPAL, R., YASIR, S. «The politics of natural disasters in protracted conflict: the 2014 flood in Kashmir», *Oxford Development Studies* 45, 2017, pp.424–442.

Article en ligne :

- Banque Mondiale, *banquemondiale.org* « Burkina Faso vue d'ensemble », [En ligne] : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#1>. (Consulté le 3 mai 2021)

- HULME, M., « Climate, armed conflict and the problem of attribution slippage », 2019, [En ligne]: <https://mikehulme.org/climate-armed-conflict-and-the-problem-of-attribution-slippage/>. (Consulté le 26 août 2021).

- MAHONEY, K., Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *unhcr.org*, « Les 6 visages de la crise au Sahel », 2020, [En ligne] : <https://www.unhcr.org/spotlight/fr/2020/04/les-6-visages-de-la-crise-au-sahel/>. (Consulté le 3 juin 2021).

-Ministère des Affaires étrangères de Belgique, www.*diplomatie.belgium.be*, [En ligne] : <https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/voyager_a_letranger/conseils_par_destination/burkina_faso >. (Consulté le 31 août 2021).

-Ministère de l'Europe et des affaires étrangères de France, *www.diplomatie.gouv.fr*, [En ligne] : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/burkina-faso/>. (Consulté le 31 août 2021).

- ONU, *news.un.org*, « Le nombre de victimes d'attaques terroristes multipliés par cinq en trois ans au Burkina Faso, au Mali et au Niger. », 2020, [En ligne] : < https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059551>. (Consulté le 10 juin 2021).

- ONU, *un.org.fr*, « Le Conseil de sécurité examine les conséquences humanitaires de la dégradation de l'environnement, source croissante de conflits », [En ligne] <https://www.un.org/press/fr/2020/sc14307.doc.htm>.(Consulté le 2 février 2021)

- Population Reference Bureau, *prb.org*, « Défis démographiques au Sahel », 2015, [En ligne] :< https://www.prb.org/resources/defis-demographiques-du-sahel/>. (Consulté le 18 juin 2021).

- SAVADOGO, M., « Comment s'explique la prolifération des groupes extrémistes au Burkina Faso ? », *The Conversation*, 2019, [En ligne] : <https://theconversation.com/comment-sexplique-la-proliferation-des-groupes-extremistes-au-burkina-faso-122566>. (Consulté le 10 juin 2021).

Article de presse :

- ASSOUMA, M. H., DIAWARA, M. O., HIERNAUX, P., « Au Sahel, maintenir l'élevage pastoral pour s'adapter au changement climatique » *Le Monde Afrique*, 2018, [En ligne] : < https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/26/au-sahel-maintenir-l-elevage-pastoral-pour-s-adapter-au-changement-climatique_5388932_3212.html>. (Consulté le 19 juin 2021).

- BENSIMON, C., « Au Burkina Faso, l'ex-dauphin de Blaise Compaoré remporte largement l'élection présidentielle », *Le Monde*, 2015, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/01/au-

burkina-faso-l-ex-dauphin-de-blaise-compaore-remporte-largement-l-election-presidentielle_4821271_3212.html>. (Consulté le 5 mai 2021).

- CHÂTELOT, C., « Le Burkina Faso est devenu partie intégrante de la crise au Sahel », *Le Monde*, 2019, [En ligne] :< https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel_6018055_3212.html>. (Consulté le 6 juin 2021).

- DOUCE, S., « Au Burkina Faso, « les djihadistes tirent dans le tas, peu importe ton ethnie, que tu sois un enfant ou une femme », *Le Monde*, 2020, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/11/burkina-faso-ici-c-est-la-famine-qui-nous-guette-la-bas-l-enfer_6029181_3212.html>. (Consulté le 11 juin 2021).

- DOUCE, S., « Au Burkina Faso, des civils armés pour lutter contre le terrorisme », *Le Monde Afrique*, 2020, [En ligne] : < https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/19/au-burkina-faso-des-civils-armes-pour-lutter-contre-le-terrorisme_6030131_3212.html>. (Consulté le 12 juin 2021).

- DOUCE, S., « Au Burkina Faso, l'essor périlleux des milices villageoises face aux djihadistes », *Le Monde*, 2020, [En ligne] :< https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/au-burkina-faso-l-essor-perilleux-des-milices-villageoises-face-aux-djihadistes_6059406_3212.html>. (Consulté le 12 juin 2021).

-DOUCE, S., « Négocier avec les djihadistes ? Au Burkina Faso, une option de moins en moins taboue », *Le Monde*, 2021, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/10/negocier-avec-les-djihadistes-au-burkina-faso-une-option-de-moins-en-moins-taboue_6069462_3212.html>. (Consulté le 10 juin 2021).

- DOUCE, S., « Présidentielle au Burkina Faso : de l'euphorie à la désillusion, le bilan mitigé de Kaboré », , *Le Monde*, 2020, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/20/presidentielle-au-burkina-faso-de-l-euphorie-a-la-desillusion-le-bilan-mitige-de-kabore_6060493_3212.html>. (Consulté le 6 mai 2021).

- DOUCE, S., « Présidentielle : la réélection contestée de Kaboré, dans un Burkina Faso sous pression djihadiste », *Le Monde*, 2020, [En ligne] :<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/27/la-reelection-contestee-de-kabore-dans-un-burkina-sous-pression-djihadiste_6061288_3212.html>. (Consulté le 6 mai 2021).

- GRISOT, M., « Le jour où le colonel Zida a pris le pouvoir à Ouagadougou », *Le Monde*, 2014, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/11/01/le-jour-ou-le-colonel-zida-a-pris-le-pouvoir-a-ouagadougou_4516457_3212.html>. (Consulté le 4 mai 2021).

- MARIN, C., « L'armée française doit-elle quitter le Sahel ? », *Le Monde Diplomatique*, Février 2021, [En ligne] : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/sahel-guerres>. (Consulté le 3 mai 2021).

- Le Monde, « Au Burkina Faso, les putschistes nomment un proche de l'ex-président Compaoré », 2015, [En ligne] :<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/17/burkina-les-putschistes-annoncent-la-demission-du-president-et-la-dissolution-du-gouvernement_4760561_3212.html>. (Consulté le 4 mai 2021).

- Le Monde, « Au Burkina Faso, le général Diendéré reconnaît ses « torts » après son coup d'Etat »,2015, [En ligne] :<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/23/au-burkina-faso-le-president-de-transition-de-retour-au-pouvoir_4768404_3212.html>. (Consulté le 5 mai 2021).

- Le Monde, « Burkina : Compaoré quitte le pouvoir, la présidence encore vacante », 2014, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/10/31/burkina-faso-l-opposition-maintient-la-pression-et-exige-le-depart-de-compaore_4516035_3212.html>. (Consulté le 4 mai 2021).

-Le Monde, « Burkina : le lieutenant-colonel Zida nommé premier ministre », 2014, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/11/19/burkina-le-lieutenant-colonel-zida-nomme-premier-ministre_4525884_3212.html>. (Consulté le 4 mai 2021).

- Le Monde, « Burkina Faso : le président et le premier ministre retenus par des militaires », 2015, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/16/burkina-faso-le-president-et-le-premier-ministre-retenus-par-des-militaires_4759872_3212.html>. (Consulté le 5 mai 2021).

-Le Monde, « Présidentielle au Burkina Faso : Roch Marc Christian Kaboré réélu au premier tour », 2020, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/26/presidentielle-au-burkina-faso-roch-marc-christian-kabore-reelu-au-premier-tour_6061232_3212.html>. (Consulté le 6 mai 2021.)

- Le Monde, « Une centaine de morts dans une attaque au Burkina Faso », 2021, [En ligne] : < https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/05/au-moins-14-personnes-tuees-dans-l-attaque-d-un-village-au-burkina-faso_6082999_3212.html>. (Consulté le 10 juin 2021).

Article d'ONG :

- Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), «State Atrocities in the Sahel: The Impetus for Counter insurgency Results is Fueling Government Attacks on Civilians », 2020, [En ligne] :<https://reliefweb.int/report/burkina-faso/state-atrocities-sahel-impetus-counterinsurgency-results-fueling-government>. (Consulté le 8 juin 2021).

- Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS), « Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une coexistence pacifique », *UNOWAS*, 2018, pp.1-108.

- Comité international de la Croix-Rouge, « Quand la pluie devient poussière : comprendre et atténuer ls effets conjugués des conflits armés et de la crise climatique et environnementale sur la vie quotidienne des personnes touchées. », 2020, pp.1-72.

- Human Right Watch, *hwr.org*, « « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », 2019, pp.1-73.

- International Crisis Group, « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences », *Rapport Afrique de Crisis Group*, N°287, 2020, pp.1-51.

- Recommandations de la Coalition citoyenne pour le Sahel, « Sahel : Ce qui doit changer : pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations », 2021, pp.1-39.

Législation :

-Résolution 2100 du Conseil de Sécurité des Nations Unis, S/RES/2100, 2013, p.7

11. Annexe

A. Carte

Figure 7: Carte du Sahel.[232]

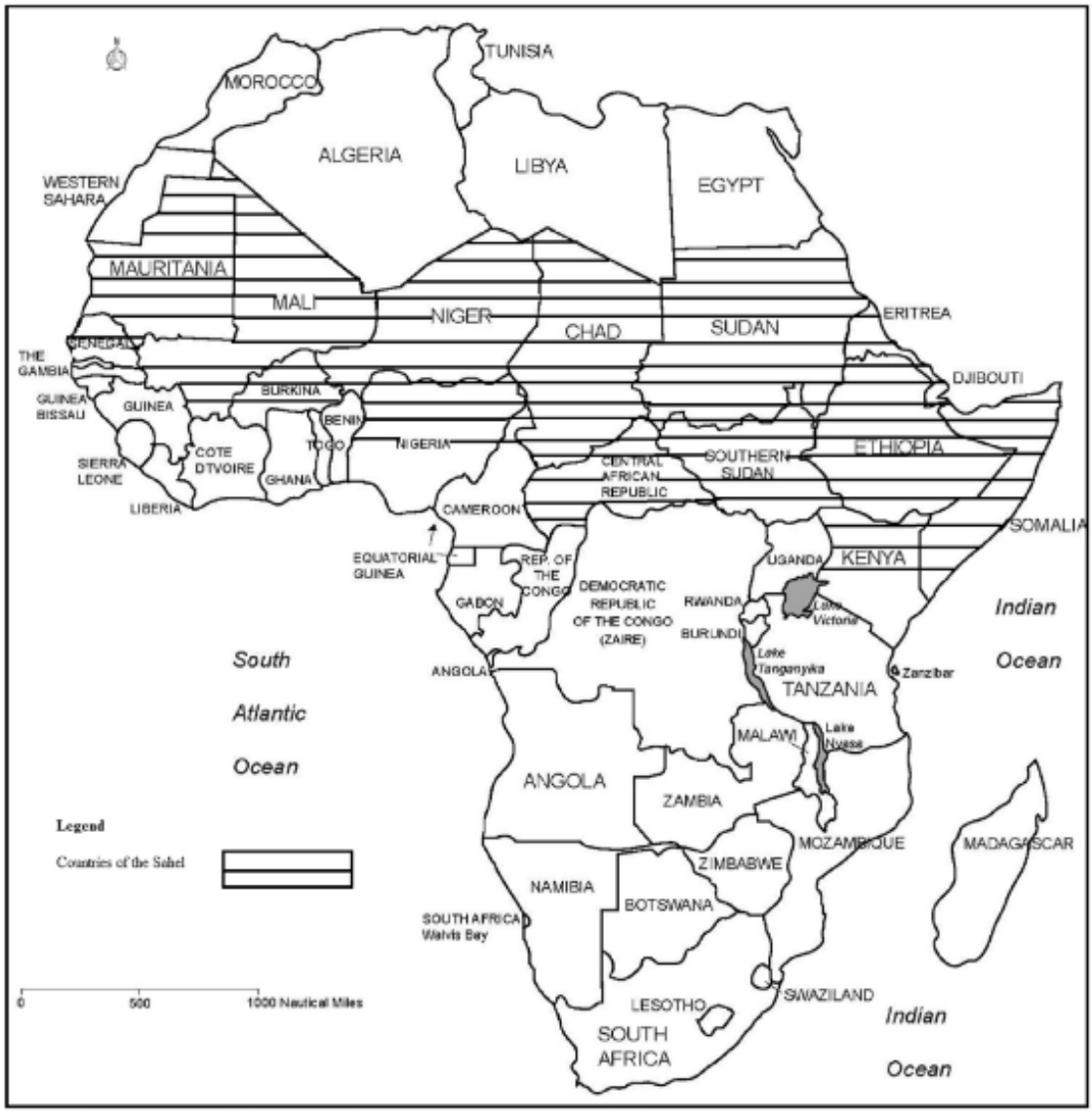


Fig. 1. Location of the various countries in the Sahel.

[232] EPULE, Terence Epule, et al. « Climate Change Adaptation in the Sahel. » *op. cit.*, p.123.

Figure 8 : Carte des 3 types de zones climatiques du Burkina Faso et des Stations météorologiques utilisés lors de l'étude de De Longueville.[233]

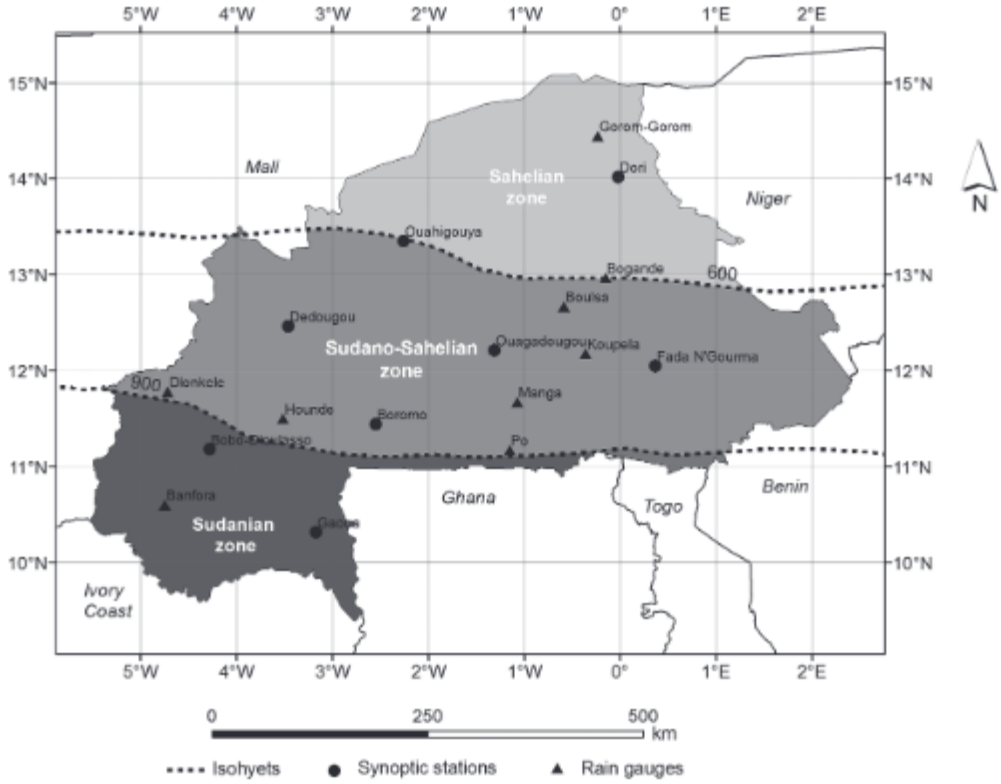


Figure 1. Location of Burkina Faso weather stations in used in this study.

[233] DE LONGUEVILLE, Florence et al., « Long-Term Analysis of Rainfall and Temperature Data in Burkina Faso (1950-2013): LONG-TERM ANALYSIS OF CLIMATE DATA IN BURKINA FASO (1950-2013). », *op. cit.*, p.4395.

B. Putsch manqué et instabilité :

Dans ce chapitre, il sera question de retracer la chute de Blaise Compaoré après 27 ans de pouvoir. En effet, ici, il sera question de mettre en avant cette transition forcée par la rue vers une démocratie, parsemée de jeux de pouvoir mettant à mal la souveraineté de l'Etat et sa capacité à garantir la sécurité de ces citoyens.

B.1) La chute de Compaoré par la rue

Après 27 ans à la tête du Burkina Faso, son ex-président, Blaise Compaoré, est mis à la porte par la "rue". En effet, le 31 octobre 2014 signe l'aboutissement d'une colère croissante qui s'est installée dans la société civile burkinabé. Une multitude de problématiques passant de la corruption à des questions d'accès à la terre mobilisa une partie des citoyens burkinabés, tantôt venant de zones urbaines, tantôt de zones rurales, à l'encontre du pouvoir en place. Déjà, en 2011, le pays connaissait une situation insurrectionnel similaire à celle de 2014, mettant en scène une opposition multi-classière mais également des mutineries au sein de certains groupes militaires.[234] Si en 2011, Compaoré a su garder la mainmise sur le pouvoir, en 2014, celui-ci ne put être maintenu comme président. En effet, en 2013 les élections présidentielles se rapprochent, or Compaoré ne peut pas se présenter pour des raisons de limitation constitutionnelle de mandat. Si le pouvoir se dirigeait vers une modification de la constitution afin de permettre à Blaise Compaoré de se représenter aux élections, des mobilisations en ont décidé autrement. À la suite de ces mobilisations, le pouvoir décide de faire passer la mesure non pas à l'Assemblée nationale mais via référendum. Encore une fois, cette tentative sera un échec puisque de nombreuses insurrections mettront à mal ce projet.[235]

B.2) Entre Putsch et lutte de pouvoir

Le 31 octobre 2014, Compaoré est contraint de démissionner de sa présidence à la suite des contestations. Dans cette foulée, le lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida prend les événements en main, au dépend du chef d'état-major qui aurait due mettre en place la transition du chef de l'Etat.[236] Or, le chef d'état-major convoquera la presse afin d'annoncer que ce sera sa personne, le général Nabéré Traore, qui assumera l'intérim au pouvoir en attendant des élections conformément à la Constitution. En effet, la Constitution précise dans son article 43 " *qu'en cas de vacance de pouvoir, des élections*

[234] CHOULI, Lila « L'insurrection populaire et la Transition au Burkina Faso », *Review of African Political Economy*, vol.42, n°143, 2015, pp.148-149.
[235] *Ibidem*, pp.149-150.
[236] Le Monde, « Burkina : Compaoré quitte le pouvoir, la présidence encore vacante », 2014, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/10/31/burkina-faso-l-opposition-maintient-la-pression-et-exige-le-depart-de-compaore_4516035_3212.html>. (Consulté le 4 mai 2021).

doivent être organisées dans un délai maximum de soixante jours par le président de l'Assemblée nationale qui assure l'intérim. Mais il ne précise pas la marche à suivre lorsque cette institution a été dissoute."[237] Le Burkina Faso assistera à une lutte de pouvoir entre deux branches de son armée. Finalement, Zida s'autoproclame chef de l'Etat et l'armée communique son soutien à celui-ci.[238] Avant de transmettre le pouvoir à Kafando, ancien diplomate, comme chef de l'Etat en attendant la transition mais celui-ci occupera tout de même le poste de premier ministre.[239]

Cependant le 17 septembre 2015, des militaires putschistes annoncent la destitution de Michel Kafando, président par intérim, ainsi que la dissolution du gouvernement et la mise en place d'un Conseil national de démocratie. Par la même occasion, ceux-ci ont désigné Gilbert Diendéré, ancien bras droit de Compaoré, comme leader de ce conseil ayant pour but d'organiser les élections du 11 octobre 2015.[240] Ces événements font suite à une démonstration de force de l'ancienne garde prétorienne de Compaoré, les soldats du régiment de sécurité présidentielle (RSP), qui s'étaient introduits dans la résidence de Kafando lors d'un conseil des ministres et avaient pris en otages ceux-ci.[241] Ce coup d'Etat sera condamné par la communauté internationale à l'instar du Conseil de sécurité ou encore de la France.[242] Le coup d'Etat fut de courte durée puisque Kafando sera officiellement réinstallé à son poste une semaine après le putsch, réaffirmant sa volonté d'organiser des élections libres. Ce changement rapide correspond à un refus de la population face à ce putsch.[243]

B.3) L'avènement de Kaboré et la transition démocratique

Enfin, ce sera, paradoxalement, Roch Marc Christian Kaboré, candidat du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) et ancien dauphin de Blaise Compaoré, qui sera élu dès le premier tour avec plus de

[237] Grisot, Maureen, Le Monde, « Le jour où le colonel Zida a pris le pouvoir à Ouagadougou », 2014, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/11/01/le-jour-ou-le-colonel-zida-a-pris-le-pouvoir-a-ouagadougou_4516457_3212.html>. (Consulté le 4 mai 2021).
[238] *Ibidem*.
[239]Le Monde, « Burkina : le lieutenant-colonel Zida nommé premier ministre », 2014, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/11/19/burkina-le-lieutenant-colonel-zida-nomme-premier-ministre_4525884_3212.html>. (Consulté le 4 mai 2021).
[240] Le Monde, « Au Burkina Faso, les putschistes nomment un proche de l'ex-président Compaoré », 2015, [En ligne] :<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/17/burkina-les-putschistes-annoncent-la-demission-du-president-et-la-dissolution-du-gouvernement_4760561_3212.html>. (Consulté le 4 mai 2021).
[241] Le Monde, « Burkina Faso : le président et le premier ministre retenus par des militaires », 2015, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/16/burkina-faso-le-president-et-le-premier-ministre-retenus-par-des-militaires_4759872_3212.html>. (Consulté le 5 mai 2021).
[242] Le Monde, « Au Burkina Faso, les putschistes nomment un proche de l'ex-président Compaoré », 2015, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/17/burkina-les-putschistes-annoncent-la-demission-du-president-et-la-dissolution-du-gouvernement_4760561_3212.html>. (Consulté le 4 mai 2021).
[243] Le Monde, « Au Burkina Faso, le général Diendéré reconnaît ses « torts » après son coup d'Etat »,2015, [En ligne] :<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/23/au-burkina-faso-le-president-de-transition-de-retour-au-pouvoir_4768404_3212.html>. (Consulté le 5 mai 2021).

53 % des voix le 1er décembre 2015.[244] Signant ainsi une réelle transition démocratique pour le Burkina Faso après 27 ans du régime Compaoré et un an d'instabilité politique.

Récemment, après 5 ans de mandat de Roch Marc Christian Kaboré, de nouvelles doubles élections, législatives et présidentielles, ont eu lieu au Burkina Faso sur fond d'instabilité sécuritaire. En effet, si une transition démocratique a pu avoir lieu au Burkina Faso, celle-ci doit également faire face à la déception que celle-ci peut entraîner. La question sécuritaire est un élément majeur de la déception burkinabè, ce n'est qu'après deux semaines de mandat que la première attaque terroriste a eu lieu à Ouagadougou, faisant 30 morts. Celle-ci fut la première d'une longue liste d'autres à travers l'ensemble du pays, faisant près de 1 600 morts et un million de déplacés.[245] Outre la question terroriste, la question des violences ethniques a également surgi.[246] Kaboré se lance dans une campagne sur base d'une déception, 63% des Burkinabés seraient déçus selon un sondage du Centre pour la gouvernance démocratique, en retenant principalement sa gestion de la question sécuritaire et ses promesses non tenues.[247]

Malgré ceci, Kaboré sera réélu avec un meilleur score qu'aux élections précédentes : 57,87 % des suffrages. Le coup de K.O. promis par celui-ci a bien vu le jour, puisqu'il n'y a pas eu de second tour en raison de l'écart important des suffrages. Kaboré a pu compter sur une opposition morcelée dans plusieurs candidats.[248] L'opposition avait, dans un premier temps, contesté ce résultat car ils y avaient selon eux une possibilité de fraude et mettant en avant les difficultés de vote pour certains. En effet, les élections n'ont pas pu avoir lieu sur un cinquième du territoire, cela concerne donc plus ou moins 300 000 et 350 000 personnes.[249] Élection un taux de participation assez faible avec environ 50% contre 60%

---

[244] BENSIMON, Cyril, « Au Burkina Faso, l'ex-dauphin de Blaise Compaoré remporte largement l'élection présidentielle », *Le Monde*, 2015, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/01/au-burkina-faso-l-ex-dauphin-de-blaise-compaore-remporte-largement-l-election-presidentielle_4821271_3212.html>. (Consulté le 5 mai 2021).

[245] DOUCE, Sophie, « Présidentielle au Burkina Faso : de l'euphorie à la désillusion, le bilan mitigé de Kaboré », , *op. cit.*, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/20/presidentielle-au-burkina-faso-de-l-euphorie-a-la-desillusion-le-bilan-mitige-de-kabore_6060493_3212.html>. (Consulté le 6 mai 2021).

[246] DOUCE, Sophie, « Présidentielle : la réélection contestée de Kaboré, dans un Burkina Faso sous pression djihadiste », *Le Monde*, 2020, [En ligne] :<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/27/la-reelection-contestee-de-kabore-dans-un-burkina-sous-pression-djihadiste_6061288_3212.html>. (Consulté le 6 mai 2021).

[247] DOUCE, Sophie, « Présidentielle au Burkina Faso : de l'euphorie à la désillusion, le bilan mitigé de Kaboré », *op. cit.*, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/20/presidentielle-au-burkina-faso-de-l-euphorie-a-la-desillusion-le-bilan-mitige-de-kabore_6060493_3212.html>. (Consulté le 6 mai 2021).

[248] DOUCE, Sophie, « Présidentielle : la réélection contestée de Kaboré, dans un Burkina Faso sous pression djihadiste », *Le Monde*, 2020, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/27/la-reelection-contestee-de-kabore-dans-un-burkina-sous-pression-djihadiste_6061288_3212.html>. (Consulté le 11 mai 2021).

[249] Le Monde, « Présidentielle au Burkina Faso : Roch Marc Christian Kaboré réélu au premier tour », 2020, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/26/presidentielle-au-burkina-faso-roch-marc-christian-kabore-reelu-au-premier-tour_6061232_3212.html>. (Consulté le 6 mai 2021.)

en 2015.[250]

Comme explicité ci-dessus, ces élections se sont faites sur fond d'insécurité. En effet, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) ne pensait pas que cette élection puisse avoir lieu, et ce, à cause de la possibilité d'attaques par des groupes terroristes, empêchant près de 2 000 bureaux de vote sur 21 154 d'être ouverts dans le nord et l'est du pays. Ces éléments ont rendu l'opposition suspicieuse et la crainte de fraudes s'est étendue chez certains.[251]

Dans une optique de contextualisation, l'opération Serval est une opération militaire française situé exclusivement au Mali, ayant pour but de détruire et de repousser les groupes terroristes sur le territoire malien afin de créer une situation propice à une résolution politique des conflits au sein du Mali.[252] Celle-ci voit le jour le 11 janvier 2013 à la suite d'une situation politique et sécuritaire instable dans l'Etat du Mali. En effet, depuis janvier 2012 des mouvements rebelles, associés avec des groupes islamistes en lien avec AQMI menaient des attaques dans le Nord du Mali. Ces mouvements rebelles finirent par être évincés par les groupes islamistes et celles-ci prirent le contrôle de trois régions au Nord. Pendant ce temps-là, la situation politique interne de l'Etat fut mise sous tension avec un coup d'Etat contre le régime en place du Président Amadou Toumani Touré. A la barre de ce coup d'Etat, le capitaine Sanogo qui justifia celui-ci par la détérioration de la situation au Nord, l'incapacité de l'Etat de répondre à ces menaces et l'état interne de l'armée malienne. Ce coup d'Etat aura pour résultat d'exacerber la situation, déjà, complexe au Mali. Cette double situation plongea le pays dans une incertitude totale, laissant la communauté internationale indécise sur l'idée d'une intervention. C'est François Holland qui décida de lancer l'opération Serval sur demande du Président Malien par intérim Traoré reconnaissant l'incapacité de son Etat à gérer la menace terroriste. Cette opération fut considérée par le gouvernement français comme une réussite avec comme preuve le bon déroulement des élections de juillet 2013.[253]

C. Bref contextualisation du terrorisme au Sahel malien et burkinabè

C'est via celle-ci et sa réussite militaire, plus ou moins discutable, que vint au jour l'opération Barkhane et la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali[254] (MINUSMA). En effet, les succès exprimés par les institutions françaises ont été validées par le Conseil

[250] DOUCE, Sophie, « Présidentielle : la réélection contestée de Kaboré, dans un Burkina Faso sous pression djihadiste », *Le Monde*, 2020, [En ligne] : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/27/la-reelection-contestee-de-kabore-dans-un-burkina-sous-pression-djihadiste_6061288_3212.html>. (Consulté le 11 mai 2021).
[251] *Ibidem*.
[252] *Ibidem.* p.338.
[253] *Ibidem*. pp. 331-334.
[254] Ci-après MINUSMA.

de Sécurité, en avril 2013, autorisant par la suite la mise en place d'une force de maintien de la paix : MINUSMA[255], qui aura pour rôle la « *stabilisation des principales agglomérations et contribution au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays*.[256] » Malheureusement, la situation étant trop complexe, c'est en été 2014 qu'un engagement sur le long terme vu le jour via la transformation de l'opération Serval en opération contre-terrorisme Barkhane. Celle-ci ne se focalisant non plus sur un seul Etat mais sur l'ensemble de la zone G5 Sahel, c'est-à-dire, le Mali, la Mauritanie, le Tchad, le Niger et le Burkina Faso. Celle-ci est composée en un double dispositif, avec d'un côté, la France jouant un rôle antiterroriste, ayant pour but de recréer, par ses interventions, des conditions stables pour la résolution de conflits et l'établissement de la paix, et de l'autre côté, la MINUSMA qui a pour rôle de facilité la paix entre les acteurs considérés comme légitimes.[257] Or, le constat de ces opérations n'est pas celui d'une réussite. En effet, l'opération Serval et la MINUSMA n'aura pas permis la fin des activités terrorismes puisque nous pouvons observer une régionalisation des activités terroristes en 2017.[258] Mais également pour l'opération Barkhane, et ce, aux vues de la continuité des attaques terroristes dans la région du Sahel[259], notamment au Burkina Faso, qui a vu récemment l'attaque la plus meurtrière depuis le début des activités terroristes sur ces terres avec près 138 morts à Solhan, une province frontalière du Niger.[260]

D. La compréhension du climat par la population burkinabè

Nous pouvons nous interroger sur la question de la perception du changement climatique sur les populations. En effet, il nous semble légitime de penser que le lien entre conflit et changement climatique soit amoindri dans le cas où les populations n'ont pas réellement de ressenti particulier sur le climat, bien que les conséquences puissent être ressenties de manière inconsciente. Néanmoins, une étude montre qu'il existe un consensus parmi les populations soudano-sahéliennes sur l'idée qu'il y a une hausse des températures sur les dernières décennies. De plus, il y aurait aussi un ressenti d'une diminution des quantités totales des précipitations annuelles dans la sous-région, ainsi qu'un ressenti de

[255] *Ibidem*. p.338.
[256] Résolution 2100 du Conseil de Sécurité des Nations Unis, S/RES/2100, 2013, p.7.
[257] CHARBONNEAU, Bruno, « De Serval à Barkhane : les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel », *op. cit.*, p.338.
[258] *Ibidem*. p.337.
[259] ANTIL, Alain, « Violence sans fin au Sahel », *op. cit.*, p.19.
[260] Le Monde, « Une centaine de morts dans une attaque au Burkina Faso », 2021, [En ligne] : < https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/05/au-moins-14-personnes-tuees-dans-l-attaque-d-un-village-au-burkina-faso_6082999_3212.html>. (Consulté le 10 juin 2021).

diminution de la durée de la saison des pluies et une augmentation des sécheresses périodiques et de précipitations irrégulières.[261]

Néanmoins, ce ressenti n'est pas totalement exact puisque la réduction claire de la durée des saisons des pluies n'est pas significative sur l'ensemble du Burkina Faso mais uniquement sur quelques stations. De plus, la perception d'augmentation de sécheresses périodiques et de précipitations irrégulières ne se retrouve également pas dans les résultats de 1950 à 2013 au Burkina Faso. Mais plusieurs éléments peuvent expliquer cette distance. Premièrement, les précipitations sont fortement variables d'un endroit à un autre. Deuxièmement, ces perceptions peuvent être influencées par les médias. Troisièmement, les témoins peuvent préférer mettre en avant un décor en difficulté pour attirer des aides. Dernièrement, les perceptions ne sont pas à l'image de l'évolution des précipitations au niveau du climat mais serait influencées par des tendances perçues à travers des conditions socio-économiques.[262]

De plus, il est important de comprendre comment les populations ressentent l'impact climatique ou le choc des ressources car les acteurs peuvent percevoir un autre acteur comme coupable de la situation, ce qui pourrait avoir un impact sur la conception du conflit.[263] Du fait que les populations sahéliennes soient de plus en plus vulnérables dû à des éléments démographiques ou encore socio-économiques, la perception des changements de précipitations et de température sera plus importante que le changement climatique. En effet, les décisions seront prises en fonction de leurs perceptions, il y a plus de chance qu'une décision de migration soit prise sur leurs perceptions du climat que sur des données réelles.[264]

E. La migration des populations Burkinabès et son impact sur les conflits

Il y a phénomène de déplacement de population qui a lieu dans la région de l'Afrique de l'Ouest, dont le Burkina Faso qui n'y échappe pas. En effet, il y aurait près de 2 453 000 de déplacés internes dans cette région en 2016, ceux-ci se déplacent pour des raisons diverses comme : des crises économiques, des conflits armés, la violence généralisée, des violations des Droits humains ou encore des catastrophes naturelles. D'autant plus que le changement climatique pourrait aggravées les crises politiques, sociales et environnementales déjà existante dans la région créant de plus en plus de déplacements. De plus, malheureusement pour les populations déplacées, notamment par des conflits, leurs situations sont parfois aggravées lorsqu'elles sont touchées par des catastrophes naturelles dans leurs lieux de refuge,

[261] DE LONGUEVILLE, Florence et al., « Long-Term Analysis of Rainfall and Temperature Data in Burkina Faso (1950-2013): LONG-TERM ANALYSIS OF CLIMATE DATA IN BURKINA FASO (1950-2013). », *op. cit.*, pp.4403-4404.
[262] *Ibidem.*
[263] OLE MAGNUS, Theisen, « Climate Change and Violence: Insights from Political Science », *op. cit.*, p.8.
[264] DE LONGUEVILLE, Florence et al., « Long-Term Analysis of Rainfall and Temperature Data in Burkina Faso (1950-2013): LONG-TERM ANALYSIS OF CLIMATE DATA IN BURKINA FASO (1950-2013). », *op. cit.*, p.4405.

ce qui créera des nouveaux déplacements de populations.[265] En effet, nous pouvons observer, notamment, l'existence d'événements pluviométriques extrêmes arrivant dans des périodes hors normes créant des dégâts via, par exemple, les inondations. D'après M.Ozer : « *ces événements pluviométriques extrêmes qui apparaissent parfois à des périodes qui ne sont pas identifiées comme étant la norme […], ensuite crée des dégâts, notamment à travers d'inondations.* »[266] Ces inondations auront un impact particulier sur les populations migrantes puisqu'elles iront parfois s'installer dans ces régions par faute de choix. Encore une fois M.Ozer, nous expliquera que : « *On a un paramètre assez récent qui est dû au fait qu'on a de plus en plus de déplacés internes au Burkina, on parle quand même de plus d'un million d'habitants qui se déplacent, et qui sont mis là où il y a de la place. Et où il y a de la place ? Malheureusement, là où personne ne se trouve. Et pourquoi personne ne s'y trouve ? Parce que les locaux savent, malheureusement que ça peut être inondé. Donc les impacts sont assez importants.* »[267]

Comme souligné précédemment, les populations du Sahel sont dépendantes de la qualité des précipitations, du fait de la proéminence des activités rurales dans l'économie. Afin de s'adapter aux changements climatiques les communautés, notamment agricoles, utilisent diverses stratégies qui dépendent en fonction des régions mais aussi des facteurs culturels. En effet, il existe, notamment, la migration temporaire ou permanente comme stratégie d'adaptation afin de maintenir un niveau de vie.[268]

Une étude menée par De Longueville et al. se penche sur les intentions des populations de migrer en fonction des précipitations. Dans celle-ci, il ressort que 41,5% des personnes interrogées prévoient de migrer de manière temporaire ou permanente dans le cas où les conditions pluviométriques se dégradent dans le futur. En effet, 28,5% des personnes interrogées au Burkina Faso prévoient de migrer temporairement en cas de déficit pluviométrique donc dans une situation de sécheresse ou de climat plus sec. Ensuite, près de 13% des personnes interrogées prévoient de migrer de manière permanente si le climat devient plus sec. Néanmoins, d'autres stratégies d'adaptations sont évoquées, et parfois avant la migration, comme la vente de bétails, la diminution de rations alimentaires ou encore la recherche de nouvelles variétés de cultures.[269]

Dans cette étude, nous pouvons observer, premièrement que la perception des changements climatiques est négative par la population burkinabè.[270] En effet, ceux-ci estiment que les précipitations ont diminué

[265] GEMENNE, François, et al, « Changement climatique, catastrophes naturelles et déplacements de populations en Afrique de l'Ouest. », 2017, p.6.
[266] Entretien réaliser avec Pierre Ozer le 25/07/2021, p.74.
[267] *Ibidem*.
[268] DE LONGUEVILLE, Florence, et al., « Perception des changements de précipitation et migration au Burkina Faso. » 2015, p.457.
[269] *Ibidem*. pp. 460-461.
[270] Voir annexe chapitre : La compréhension du climat par la population burkinabè, pp.66-67.

alors que la réalité entre 1988 et 2008 montre qu'elles ont été généralement stables voir en augmentation. De ce fait, il paraît envisageable d'imaginer que les mouvements de migrations "*pourraient augmenter de manière significative avant l'occurrence d'une sécheresse ou d'un changement majeur.*"[271] A cela, il faudra ajouter les mouvements de populations pour des raisons climatiques, créant encore plus d'incertitudes.

F. Entretien

F.1) Muriel Côte :

1) Que pensez-vous de l'augmentation démographique et ses conséquences environnementales, comme par exemple, le surpâturage ou l'augmentation de cultures sédentaires, vis-à-vis de l'augmentation de conflits, notamment entre éleveurs et agriculteurs, dans la région du Sahel burkinabè ?

   Les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ce n'est pas ce qui est le plus présent dans les médias en ce moment. C'est vrai qu'il y en a, il y a toujours des conflits entre éleveurs et agriculteurs mais je n'ai pas l'impression que ça soit les conflits qui soient le plus en augmentation en ce moment. Du moins, les formes de violences par rapport à d'autres région, par exemple, au Ghana, où je sais que ça été beaucoup plus poignant. Mais effectivement, il y a des tensions, je ne sais pas si entre éleveurs et agriculteurs ça soit réellement le cas au Burkina, je suis un peu en dehors du circuit, mais en tout cas il y a une marginalisation des Peuls et donc les personnes qui se considèrent plus agriculteurs vont avoir tendance à s'éloigner un peu plus, de par mon expérience, en parlant avec des amis qui sont dans le Yatenga, qui s'éloignent un peu plus de leurs voisins peuls. Il y a eu des collaborations pendant un certain temps, maintenant, il y en a un peu moins, mais tout cela est dû à la situation sécuritaire, j'ai l'impression, au fait qu'on va associer les peuls comme étant de mèche avec les groupes qui génèrent les attaques terroristes (soi-disant islamistes). A savoir, si c'est la pression démographique qui génèrent ça ou autre chose ? Moi ce que je peux te dire, c'est que j'ai commencé mon doctorat en essayant d'explorer cette hypothèse : que la pression démographique mènerait aux conflits. Et quand je suis arrivée au Burkina, au Burkina Faso la partie du Nord, pas le Sahel, qui est plus peuplée, en tout cas à l'époque, que la région du Sud. Moi ce que je me suis dit, si tout le monde a raison, il va y avoir plus de conflits au Nord et quand je suis arrivée, je me suis rendu compte qu'il y avait plus de conflits au Sud. J'ai essayé de comprendre ce paradoxe : pourquoi, il y avait plus de conflits au niveau de la terre par rapport à l'accès aux ressources, dans le Sud du Burkina,

[271] *Ibidem*. p.462.

qu'au Nord. Finalement, je suis restée au Nord et je me suis rendu compte que c'était très compliqué d'étudier l'absence de quelque chose (de conflits), ma thématique a un peu changé mais en tout cas, ce qui était claire, c'est qu'en creusant un petit peu, les conflits qu'on voyait plus dans le Sud c'était parce qu'il y avait des nouvelles ressources qui étaient cultivées, parce qu'on mettait beaucoup plus de bétails sur les terres, ce n'était pas forcement parce qu'ils étaient plus nombreux mais parce que le bétail c'est du business et donc il y a des personnes qui sont en charge d'immense troupeaux, par forcement des peuls, les peuls se sont des bergers mais ceux qui ont la propriété de ces riches troupeaux ce sont des riches commerçants qui sont dans la capitale donc de par ces observations, je penche un peu plus vers l'explication qui dirait que la pression démographique n'est pas suffisante pour expliquer l'émergence des conflits autour de la terre.

2) Un autre élément en matière de conflits potentiels entre éleveurs et agriculteurs est celui de la gestion des terres et des ressources de manière générale. Dès lors, comment qualifieriez-vous les politiques publiques en matière foncière misent en place par le Burkina Faso ?

   Les politiques publiques au niveau des couloirs de transhumance, je n'ai pas lu quoi que ce soit dessus ou il y a très longtemps. Encore une fois, là, une poste qu'il serait intéressante d'explorer, c'est le fait que, la façon dont les conflits sont présentés entre éleveurs et agriculteurs, je me demande si ça n'invisibilise pas des dynamiques plus larges, à savoir : ok les fermiers, ils font quoi ? ils cultivent quoi et pour qui ? est-ce que c'est des petits champs pour la consommation domestiques ou est-ce que ce sont des denrées pour l'exportation comme du coton ? Est-ce que c'est des cultures de consommations domestiques ou est-ce qu'elles sont faites pour assouvir des besoins d'autres populations ? Par agriculteur qu'est-ce qu'on veut dire exactement ? par expansion des terres qu'est ce qu'on veut dire exactement ? Comme je disais avec la question des éleveurs et des pasteurs, encore une fois : on élève quoi et pour qui ? on élève pour la consommation domestiques ou pour un marché d'exporte ? Par exemple, on va avoir des énormes troupeaux qui vont être voué à être envoyé au Ghana et faire des énormes profits pour une poignée de commerçants au Burkina Faso ou bien est-ce que c'est vraiment les modes de vie ?

   Et là, je serai intéressée de savoir si les travaux qui sont fait autour de ces couloirs de transhumance, questionnent non pas seulement la façon dont ces politiques sont appliqués, si il y assez de couloirs etc, donc la technicité de ces politiques mais la façon ces politiques sont pensées, sur quelle base problématique elles sont pensée, est-ce qu'elle prenne en compte qu'il y a agriculteur et éleveur, que ce n'est pas forcément les éleveurs qui doivent être encadré mais plus les propriétaires des troupeaux.

3) Nous pouvons observer que les tensions communautaires sont exacerbées par les groupes considérés comme terroristes, notamment l'ethnie Peul qui est prise à partie par certains membres des forces de sécurité mais également par des groupes d'autodéfense majoritairement composé d'ethnie autre que Peuls, les considérant comme complice des groupes dit « terroristes ». Quel impact ont ces tensions sur l'accès aux ressources et aux terres sur la région du Sahel burkinabè ?

C'est très compliqué, je dois avouer que je ne connais pas suffisamment l'histoire des relations entre les peuls et les Mossis, les Mossis se sont surtout ceux qui sont aux postes d'administrations, c'est un peu l'ethnie majoritaire en terme politique. Je ne la connais pas suffisamment, je sais qu'il y a une relation de parenté à plaisanterie, c'est un mécanisme de gestion des conflits. Par exemple, toi tu es belge, moi je suis française, il y a une histoire de blague entre les Belges et les Français, là c'est pareil. Il y a des stéréotypes des peuls, les mossis vont « insulter » les peuls et ça va les rappeler qu'ils sont frères, qu'ils ont une histoire, etc. C'est un mécanisme intéressant en Afrique de l'Ouest, un mécanisme innovant des gestions des conflits, qui pourrait rentrer dans le cadre de ta recherche, non pas dans le sens des causes des conflits mais de comment on les gère. Tout ça pour dire qu'il y a une histoire plus longue que celle que je connais, mais effectivement, moi ce que j'ai vu dans mes entretiens, dans mon projet sur les Koglweogos c'est qu'il y a un stigmate, il y a un stéréotype du peul, pas forcément terroriste, le stéréotype est plus ancien, un peu comme chez les gitans chez nous, le peul qui est nomade, qui vole, et qui ne veut pas s'insérer dans la société et donc à partir de là, et c'est vrai que les peuls, les Touaregs, les populations itinérantes, ont dû rester en marge de la société car le climat dans laquelle elle vivait ne leur permettait pas de faire des champs de cultures et de rester, ça n'a aucun sens. Mais du coup, il y a eu cette stigmatisation qui est certainement aussi venue de l'époque coloniale, quand on a commencé à vouloir contrôler la population, la garder dans des cases, on a promu la sédentariser et donc les nomades sont devenues incontrôlables car on ne savait pas où ils étaient, on ne savait pas les compter, donc tout ça cette tension entre les populations nomades et sédentaires à très certainement été exacerbé lors de la période coloniale et son administration. Ce stigmate aujourd'hui qu'on a ou ce stéréotype du peul terroriste, cette suspicion qui est vraie, moi je la vois au Yatenga, il y a des contrats avec des amis que j'ai qui sont plutôt Mossi qui travaillaient avec des peuls qui ont cessé de travailler avec eux car ils avaient peur. Il y a vraiment des dynamiques comme cela qui se passe mais ce n'est pas nouveau, cela se construit sur des relations beaucoup plus anciennes et notamment des tensions qui peuvent remonter à la colonisation. Et effectivement, les groupes d'autodéfense viennent se greffer ou s'ajouter sur ça, dans la mesure où il y a une suspicion de vol, ça va être les peuls du village qui vont être suspecter, malheureusement la police ne peut rien faire car elle n'a pas suffisamment de ressources ou bien elle a du marché au fuel de la corruption parce

qu'elle n'est pas suffisamment payée et donc elle a dû se soutenir comme ça. Et donc les populations qui suspectent les peuls de vole vont faire appel à des groupes d'autodéfense et ceux-ci vont aller directement chez les peuls. Tout cela est un peu compliqué, là je te fais un schéma un peu d'une histoire « stéréotype », plus pour peut-être proposer un type de logique qui peut être à l'œuvre dans ce contexte sur lequel tu t'interroges. Et effectivement, les peuls en ont marre et donc ne sont pas mécontent d'avoir des groupes politiques qui s'intéressent à leurs causes donc ça je peux imaginer aussi que certains peuls vont rejoindre des groupes islamistes ou pas islamistes, c'est très très compliqué d'avoir des informations si on n'est pas au cœur du machin, mais on peut très bien imaginé que ces populations peuls marginalisées peuvent trouver « refuge » vers ces groupuscules politiques et donc c'est après c'est une prophétie auto-réalisatrice.

4) Est-ce que la question de la migration pourrait être également un élément anthropique pouvant accentuer dans un premier temps, le stress sur les terres et dans un second temps, les tensions entre les communautés ou entre les éleveurs et agriculteurs ?
(déplacement de population/réfugié) la situation des camps de réfugiés au Burkina est désastreuse, j'ai un collège qui est revenu d'un camp vers Kaya, qui me faisait un rapport qui était vraiment alarmant des conditions de vies. Les populations sont les uns sur les autres, qui n'ont pas d'espace, pas leur espace, ça c'est une bombe à retardement. Parce qu'effectivement, tu as plein d'ethnie mélangé, un peu comme chez nous, la crise migration, on a plein de gens pour qui on n'a pas ressource allouer et donc les gens vont chercher ailleurs, et ils ont l'air un peu suspect et donc ils se font marginalisés, stigmatisé. Donc je pense que, la situation du déplacement de population et la formule du camp, il faut garder un œil dessus.

5) Dans une étude de Tor Benjaminsen, celui-ci remet en cause l'idée que la désertification joue un rôle principal dans le déclenchement de conflits. En effet, celui-ci prend pour exemple, deux études de cas dans la région du Sahel malien, celui-ci montre que les conflits sont surtout causés par des éléments sociétaux et politiques. Dès lors, pensez-vous que les éléments socio-économiques et politiques sont en première ligne des tensions dans le Sahel burkinabè, avec la question du climat et des problèmes environnementaux (à savoir la dégradation des sols) comme des éléments jouant un rôle en fond de toile ?

J'ai l'impression ce qu'il essaye de faire, c'est d'interroger d'autres facteurs que ceux de la raréfaction des ressources mais je n'ai pas l'impression que c'est pour dire que la raréfaction des ressources ne soient pas vraies ou n'est pas importantes dans les conflits mais que c'est un élément parmi d'autres.

Mon premier point, c'est-à-dire, on est dans un contexte multifactoriel et le danger de mettre tout sur le dos de l'environnement c'est d'oublier ces dynamiques politiques dont des pays, dans lesquels nous faisons de la recherche, font partis comme la France, les pays qui envoient de l'aide au développement font partie de ces dynamiques politiques. La façon dont je lis le travail de Tor c'est plus pour dire : n'ignorer pas des facteurs dont nous façon partie aussi, les gens du nord quoi. Ça ça serait une partie de ma réflexion sur la question. La deuxième partie ça serait de dire : attention le changement climatique est réel, la désertification est réelle et elle a vraiment une incidence sur les dynamiques sociales, il ne faut pas oublier ça non plus. Moi quand j'ai fait ma recherche sur les forêts, la pluie tombe moins bien ou elle tombe bizarrement, la chaleur augmente, les zones dénudées augmentent aussi. Tout ça c'est bien réel, la question c'est de savoir comment on comprend le changement climatique ? Est-ce qu'on le comprend à travers l'expansion des champs des africains parce qu'ils sont de plus en plus nombreux, parce qu'ils coupent les arbres, etc. ? Ou est-ce qu'on le comprend dans une dynamique un peu plus large qu'on a essayé de dérouler à travers tes questions, à savoir pour qui est-ce que cette expansion des terres se fait, qui en profite et pareil pour le bétail, on coupe des arbres pour faire des champs ce qui entraîne du changement climatique et une raréfaction de la pluie et des tensions, etc. mais en réalité ces ressources elles vont profiter à qui ? Encore une fois, la désertification c'est beaucoup trop neutre, c'est quoi exactement la désertification ? Et là ça serait mon deuxième élément de questionnement par rapport à ta propre question : oui mais qu'est ce qu'on entend par désertification ? Le changement climatique on sait qu'il est produit par des gaz à effet de serres qui sont peu produit par les populations du Sahel, comment est-ce qu'on comprend la désertification ?

F.2) Pierre Ozer :

1) Le Sahel a été frappé par des périodes de sécheresse, néanmoins, nous pouvons observer que plus récemment, il y a eu une augmentation des pluies depuis la dernière sécheresse. Malgré cela, les précipitations sont rarement au même niveau qu'avant et les saisons des pluies sont souvent plus courtes avec des événements pluvieux plus extrêmes. De ce fait, comment qualifieriez-vous la situation climatique actuelle au Sahel burkinabè, sommes-nous dans une période de recul de la désertification, ou encore de reverdissement du Sahel comme certains pensent, ou sommes-nous toujours dans une période de sécheresse ?

Selon moi, on n'est ni dans une période de sécheresse, ni dans un retour à la normal comme quand a vécu avant les années 70. Pour moi, on est dans une situation instable, qui est différente encore de ce qu'on a connu de par le passé depuis qu'on a des enregistrements, notamment pluviométrique, en fait, on a très peu de recul. Si tu veux avoir une vision globale sur les précipitations au Burkina, on va dire que les précipitations sont disponibles pour une série de stations depuis les années 1920, ensuite ça devient beaucoup plus fréquent depuis les années 1950. Mais ceci étant dit, si tu fais des études sur le siècle qui vient de s'écouler, de 1920 à 2020, on voit qu'il y a eu une période de, dans les 40, 50, 60, de pluviométrie assez importante, bien répartie dans le temps, avec, bien évidemment, comme d'habitude, une année qui disjoncte parce que c'est les aléas. Ensuite, on a depuis la fin des années 60, 68, 69, une sorte de diminution des précipitations avec début des années 70 et jusqu'au milieu des années 80, de très très large déficit pluviométrique. Et depuis les années 90, on a un retour à la normal des pluies lorsqu'on les observe de manière annuelle, donc quand on prend les totaux annuels, on a un retour à la normal, pas entièrement comme dans les années 50, 60 mais néanmoins ça remonte. Mais ce qu'on observe c'est qu'on a une différente extrêmement importante dans la distribution de ces précipitations, donc tu peux avoir des précipitations intenses au mois de mars mais suivie d'une période de sécheresse normale qui va durer 4, 5, 6 semaines et puis rebelote, il va pleuvoir très fort et puis rien pendant 2 semaines et donc si tu veux, la saison des pluies, telle qu'on peut l'utiliser de manière agronomique, elle est très instable, elle a tendance à commencer plus tard et elle a tendance à se terminer plutôt, parfois à la même période qu'avant. Donc la saison des pluies, utile pour l'agriculture à tendance à se rétracter, avec des événements majeurs qui ponctuent la saison des pluies. Et donc là, on a un total pluviométrique, qui tend à ressembler à ce qu'on avait dans les années 50, 60 mais la distribution des pluies est totalement aléatoire et elle n'est pas aussi bien répartie qu'auparavant et donc ça crée une illusion que tout va mieux par rapport aux années 70 et 80 – et ça va mieux, bien évidemment, mais en réalité ce n'est pas aussi optimum que dans les années 50, 60. Et ces événements pluviométriques extrêmes qui apparaissent parfois à des périodes qui ne sont pas identifiées comme étant la norme, on va dire de mi-juin à Mi-septembre, ensuite crée des dégâts, notamment à travers d'inondations, d'autant plus qu'on a un paramètre assez récent qui est dû au fait qu'on a de plus en plus de déplacés internes au Burkina, on parle quand même de plus d'un million d'habitants qui se déplacent, et qui sont mis là où il y a de la place, et où il y a de la place ? Malheureusement là où personne ne se trouve. Et pourquoi personne ne s'y trouve ? parce que les locaux savent, malheureusement que ça peut être inonder. Donc les impacts sont assez importants. En plus de cela, on a les températures qui tendent à augmenter au Sahel comme un peu partout dans le monde, et donc, on se retrouve avec des saisons comme le mois de mai où l'humidité volatile est extrêmement importante comme d'habitude mais ce conjugue

avec des températures qui ne cessent d'augmenter et donc là on a un autre souci, c'est la question de la supportable de ces conditions météorologiques et ça ça devient une norme malheureusement.

2) Nous pouvons observer qu'il y a une baisse des précipitations au Burkina Faso depuis 1950 et une augmentation des températures. Quel est l'impact de ces changements climatiques sur les activités rurales du Sahel burkinabè ?

Je pense il faut voir ça de manière assez systémique et holistique, parler de ces températures et de ces précipitations par rapport aux activités rurales, c'est trop étroit, faut regarder ça de manière plus large et faut mettre ça en rapport avec la question de l'extrême de pauvreté qui se repend mais également de l'augmentation de population et donc de l'accès de ressources. On a de plus en plus d'élevage, donc il manque de plus en plus de parcours et on a de plus en plus d'agriculture donc il manque de plus en plus de terres agricoles mais à un moment ça a tendance à saturer tu vois ? il fut une époque où tu cultivais deux années un champ et puis tu le laissais en jachères 4,5 ans et donc les terres se regénéraient. Maintenant les périodes de jachères sont quasi inexistantes et les sols ont tendance à se dégrader.

3) Nous pouvons observer au Sahel de manière générale ainsi qu'au Sahel burkinabè, une forte croissance démographique. Quel est l'impact de cette croissance démographique sur l'accès aux ressources au Sahel burkinabè ?

Le problème c'est évidemment, quand tu as un incident climatique quelconque, imaginons un déficit pluviométrique, peut-être moins importante que dans les années 82, 83, 84, 85, mais néanmoins un déficit pluviométrique, on va dire mineur, bon, d'ampleur moyenne les conséquences que ça risque d'avoir sont beaucoup plus importante que par le passé. Pourquoi ? Parce qu'en fait, on a une demande plus importante sur les ressources naturelles, que ça soit l'eau, la terre ou les ressources en pâturage et donc, un moment, lorsque que tu n'as plus de pâturages, cela engendre des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. De même que lorsque tu as des mouvements massifs de bétail du nord envers le sud et que le sud il y a encore des éleveurs locaux, un moment il y a des conflits par rapport à l'utilisation des ressources. Tu vois, un éleveur qui peut tenir compte qu'il peut rester encore là 15 jours, sur un territoire bien précis et bien, si tu as un autre troupeau qui débarquent et qui commencent à tout bouffer, et bien évidemment, tu n'en as plus que pour une semaine et ça te mets en difficulté, et donc ça peut créer des tensions. Mais les tensions majeures se déroulent entre les éleveurs et les agriculteurs.

4) Vous parlez d'une pression anthropique plus importante engendrant : "un déboisement incontrôlé pour satisfaire les besoins en énergie des populations, la demande en bois d'œuvre et l'expansion agricole." Est-ce que ces expansions agricoles et le déboisement est uniquement le résultat d'une croissance démographique ou alors celle-ci résulte également de l'augmentation du secteur commerciale visant à l'exportation ?

A mon sens, moi je ne connais pas trop le sud du Burkina, mais c'est plus dans le nord que je m'intéresse, tu vois, la zone Sahélienne, dans le nord je ne pense pas qu'il y ait des essences qui soient extrêmement prisés par les Chinois ou des trucs comme ça. Donc à mon sens, on a plutôt, la conjugaison d'une augmentation de la population, qui une augmentation de ses besoins, les alternatives il y en a, qui tendent justement à diminuer ou du moins à améliorer, par exemple les foyers améliorer, différentes techniques d'utilisation du bois et des énergies, mais étant donné que la demande augmente, si tu diminues la pression, d'un côté du diminue la pression et de l'autre tu augmentes la demande et les ressources tiers, elles, ont tendance à se raréfier donc ça veut dire que l'un dans l'autre, si tu te maintiens une même équation sur une ressource qui est de plus en plus contractée, le déboisement s'accélère ou du moins il continue.

5) Nous pouvons observer que la qualité de l'environnement et du climat peut et pourra être source de migration temporaire ou définitive de population, notamment en raison de sécheresse ou de période plus sèche dans la région du Sahel. Est-ce que la question de la migration (volontaire ou involontaire) pourrait être également un élément anthropique pouvant accentuer dans un premier temps, le stress sur les terres et dans un second temps, les tensions entre les communautés ?

C'est une thématique qui a mon sens, doit encore être explorée parce qu'un camp de réfugié n'est pas l'autre, la manière dont on va le gérer non plus, il y a des camps de réfugiés de quelques centaines de personnes et d'autres qui cumulent des milliers et des milliers de gens. Ce qu'il se passe souvent, c'est qu'une fois que tu as un camp de réfugié identifié, tu vas avoir l'aide international qui va débarquer, qui va amener de l'énergie, de la nourriture, de l'eau, des couvertures, enfin bref tous les besoins primaires nécessaires. Le problème c'est lorsque que tu conjugues cela avec, par exemple la covid et l'isolement, et bien il n'y a plus rien qui arrive et donc pour continuer à vivre ces gens-là ils sont obligés d'aller couper chic et chac, et donc ça crée une pression supplémentaire sur les ressources, oui, cela est évident. Bien souvent, ce qu'il se passe aussi, c'est qu'une fois que les camps sont là et qu'il y a d'autres qui s'installent ailleurs, peut-être que les efforts ne sont pas suffisants pour couvrir la demande de plus d'un million de personne qui sont en déplacement interne, bah en fait certains camps vont

être abandonnés au profit d'autres et donc là, on va avoir, de nouveau des pressions sur l'environnement mais également des pressions sur les communautés accueillantes, tu vois ? Qui parfois peuvent faire ça correctement et qui parfois se sentent débordées et donc ça crée des tensions supplémentaires.

6) Dans une étude de Tor Benjaminsen, celui-ci remet en cause l'idée que la désertification joue un rôle principal dans le déclenchement de conflits. En effet, celui-ci prend pour exemple, deux études de cas dans la région du Sahel malien, celui-ci montre que les conflits sont surtout causés par des éléments sociétaux et politiques. Dès lors, pensez-vous que les éléments socio-économiques et politiques sont en première ligne des tensions dans le Sahel burkinabè, avec la question du climat et des problèmes environnementaux (à savoir la dégradation des sols) comme des éléments jouant un rôle en fond de toile ?

C'est un peu comme je disais tout au début, c'est-à-dire, qu'on a différentes strates, qui interagissent les unes avec les autres, qui vont en sorte qu'un système résilient peut être mis à mal par des stress, on va dire, extérieur comme le climat par exemple. Donc, le climat, sauf dans des conditions vraiment extrêmes, peut être isoler comme étant un facteur majeur de conflits mais de toute manière, il faut qu'il y ait un terrain qui soit favorable à cela. Ce terrain favorable c'est quoi ? C'est le fait qu'il n'y ait plus de résilience possible. Il y a plusieurs zones dans le Sahel que ça soit au Burkina, au Mali ou ailleurs, où finalement on est arrivé un peu au bout des stratégies d'adaptations. Et donc, à ce moment-là quand le système est super tendu, une petite perturbation climatique peut engendrer un problème majeur, tout comme une petite perturbation sociale ou le covid qui passe par là, n'importe quelle perturbation peut ruiner le système. Ce n'est pas propre au Sahel, regarde ce qu'il s'est passée récemment en Belgique avec les inondations en région liégeoise, c'est le manque d'anticipations qui a fait faire des pertes faramineuses, des dégâts auraient pu être éviter en partie, du moins des vies humaines et des voitures qui auraient pu être déplacés par milliers avant que cela se produise. Les inondations en Belgique, c'est dû au fait que on continue à émettre des quantités hallucinantes de CO2, c'est dû au fait qu'on artificialise les terres de manière continue depuis trop longtemps, ça joue du fait aussi que les autorités locales ne prennent aucunes mesures concernant l'aménagement du territoire, etc. Il y a plusieurs paramètres qui rentrent en jeux, et puis tu as également l'austérité qui rentre en jeux, qui fait qu'il y a de moins en moins de moyen tant pour les pompiers, polices, protection civile, etc. Et donc qui a un moment sont complètement submerger par la problématique, et quand tu mets le tout dans la manivelle, le shakeur, fait en sorte que lors d'un événement majeur, ça montre au grand jour tous les dysfonctionnements. Je pense qu'on peut dire la même chose pour le Burkina, tu as tout le nord qui est maintenant est complétement déserté par les forces armées, donc tu as les hooligans qu'on dit qu'ils sont des

terroristes, intégristes, ce que tu veux, bref, tu as des tensions là-bas, et pourquoi elles peuvent voir le jour, simplement parce que tu n'as plus d'ordre, il n'y a plus aucune stabilité, le système est devenue extrêmement instable, et donc si tu as une perturbation pluviométrique, si quelqu'un tout sont cheptels, et qu'on lui dit en échange tu auras des armes, tu pourras bouffer, eh bien, il prendra les armes, c'est simpliste ce que je dis mais c'est malheureusement la réalité de terrain. Le terreau devient extrêmement fertile pour le développement de ces conflits et n'importe quelle perturbation peut engendrer des conséquences monstrueuses.